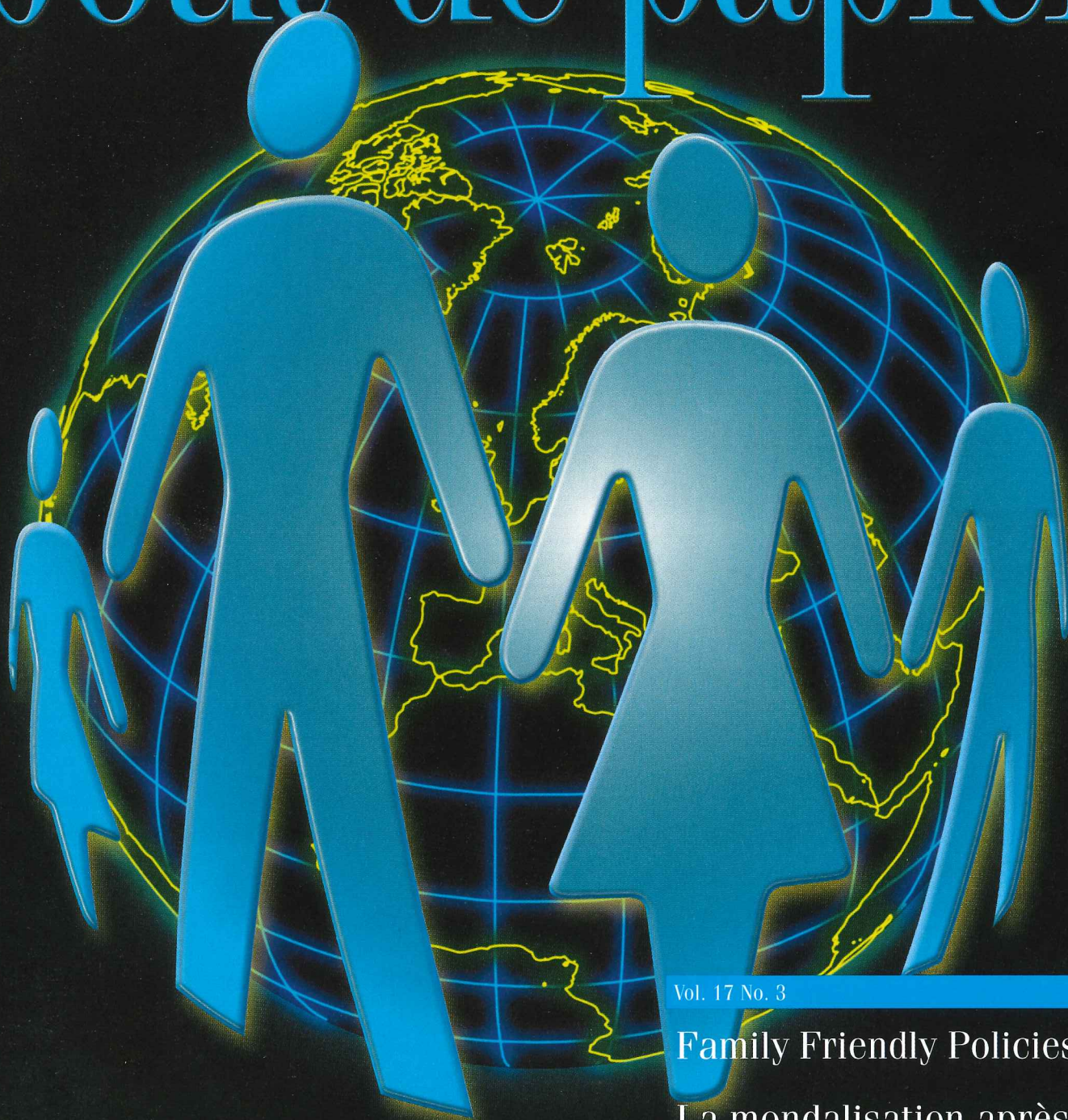


bout de papier

\$4.50



Vol. 17 No. 3

Family Friendly Policies

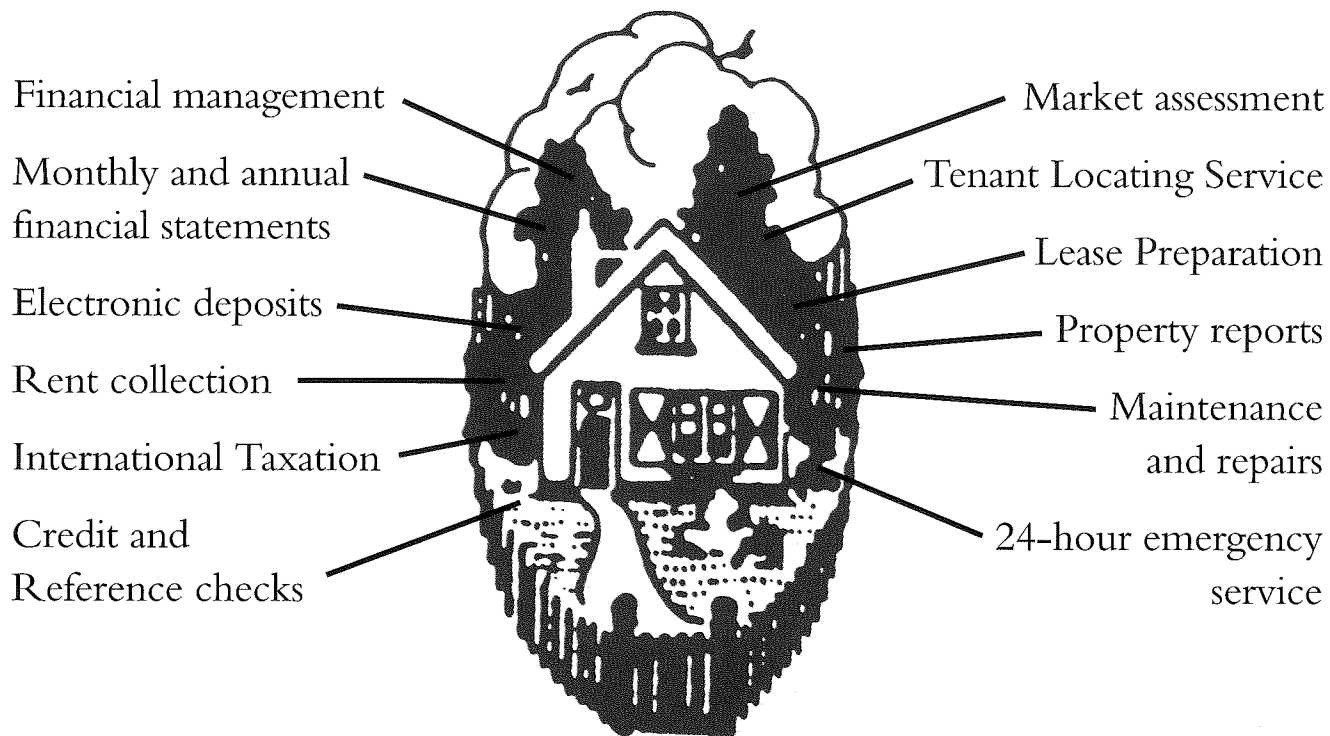
La mondialisation après
Seattle : l'avenir du politique

Lorsque la mort se joint
à l'éloignement



The Thomas Group Ltd.

Residential Property Management
Personalized Service



The founding partner of TMS West and TMS Associates continues to provide the high level of professionalism and integrity of service appreciated by TMS clients since 1985.

*The Thomas
Group Ltd.*

RESIDENTIAL
PROPERTY
MANAGEMENT

Phone: (613) 728-7000 • Fax: (613) 728-0071 • E-mail: tmswest@istar.ca

bout de papier

Canada's Magazine of Diplomacy and Foreign Service
Le magazine canadien de la diplomatie et du service extérieur

FALL/AUTOMNE 2000 Vol. 17 No. 3

Lorsque la mort se joint à
l'éloignement ...

*When Death Compounds
Isolation*



Features / Reportages:

- 4 La mondialisation après Seattle : l'avenir du politique /
Globalization After Seattle : the Politician's Future
PAR/BY L'HON. PIERRE S. PETTIGREW
- 12 Foreign Affairs and Mental Health: Taboos, Solitude and Human
Tragedies / *Les affaires étrangères et la santé mentale : tabous,
solitude et tragédies humaines*
BY/PAR NICOLE SCHWARTZ
- 17 Lorsque la mort se joint à l'éloignement ... /
When Death Compounds Isolation
PAR/BY JEAN GAUTHIER
- 20 Cour criminelle internationale — dans le feu de l'action :
Philippe Kirsch /
International Criminal Court — In the Line of Fire: Philippe Kirsch
PAR/BY CLYDE SANGER
- 27 Family Friendly Policies /
Les politiques conviviales pour la famille
BY/PAR STEFANIE BECK
- 29 Excerpt from Takeover in Tehran:
The Inside Story of the 1979 U.S. Embassy Capture /
*Extrait de Takeover in Tehran:
The Inside Story of the 1979 U.S. Embassy Capture*
BY/PAR FRED REED

Departments / Chroniques

Editor's Notebook/
Carnet du rédacteur 3

Public Diplomacy /
Diplomatie publique 11
A Tribute to Herbert Norman —
A Patriotic Canadian / *Hommage à
Herbert Norman — un Canadien patriote*

Travel to Far and Wide /
Voyages à tous vents 34
Gently Down the Stream — A voyage on
the Amazon / *Sur l'onde claire — un
voyage sur l'Amazone*
BY/PAR NICHOLAS COGHILAN

In Memoriam /
En mémoire de 39
Léo Leduc, Paul Malone, James Stone

PAFSO Forum /
Forum de l'APASE 42

Books in Review /
Critiques de livres 43

Entertainment /
Divertissement 47





MOVING YOU FROM AROUND THE CORNER TO AROUND THE WORLD

Gina Gonzalez
613-737-0000 ext. 254
gina@amjcampbell.net

website: www.amjcampbell.com
toll free: 1-800-766-0000

Bevan Bush
613-737-0000 ext. 253
bevan@amjcampbell.net



**Editorial Board /
Équipe de rédaction :**

Robert W. Peck
Editor / Rédacteur

Debra Hulley
Managing Editor / Advertising

David Anido
Anne Argyris
Alan Bones
David Bullock
Susan Courville
Bernard Etzinger
Felicity Garrard
Hector Mackenzie
Norman Morgan
Ulric Shannon
Louis Simard
Beatrice Szalas

**Senior Editorial Board /
Conseil de rédaction sénior :**

Bill Barton
Arthur Blanchette
Georges Blouin
Ross Campbell
Randolph Gherson
George Grande
John Hadwen
Jim Langley
Arthur Menzies
Jim S. Nutt
Alfred Pick
Pauline Sabourin
Douglas Small
John Starnes
Si Taylor
Elmo Thibault

**Technical Consultants /
Conseillers techniques :
Acart Communications Inc.**

All contents © PAFSO, 2000 *bout de papier* is published quarterly by the Professional Association of Foreign Service Officers, Suite 412, 47 Clarence Street, Ottawa, Canada K1N 9K1 (613) 241-1391, FAX (613) 241-5911. E-mail: boutdepapier@pafso.com. Opinions expressed in *bout de papier* are not necessarily those of PAFSO.

Tout contenu © APASE, 2000. *bout de papier* est une publication trimestrielle de l'Association professionnelle des agents du Service extérieur, pièce 412, 47 rue Clarence, Ottawa, Canada K1N 9K1 (613) 241-1391, Téléc (613) 241-5911. Courriel électronique : boutdepapier@pafso.com. Les opinions exprimées dans *bout de papier* ne sont pas nécessairement celles de l'APASE.

Articles

Manuscripts are welcome in double-spaced format, preferably in WordPerfect, with a short biographical note about the author(s). Features are normally around 2,500 words. *bout de papier* publishes all articles in their original language. Send articles to *bout de papier*, c/o PAFSO (see address above). Manuscripts accepted à double espace, de préférence dans WordPerfect, accompagnés d'une brève notice biographique sur l'auteur. Les articles comptent habituellement environ 2500 mots. *bout de papier* publie tous les articles dans leur langue d'origine. Envoyer les articles à *bout de papier*, a/s APASE (voir adresse ci-dessus).

Subscriptions / Abonnements :

One year \$16; two years, \$30; Overseas add \$6 per year; USA add \$4 per year. Please advise of change of address. Un an, 16 \$; deux ans, 30 \$; outre-mer, ajouter 6 \$ par année; É.-U., ajouter 4 \$ par année. Prière d'avertir de tout changement d'adresse.
ISBN/ISSN 305500

À la prochaine...

It has been my privilege to serve as Editor of *bout de papier* for the past year. I would like to take this opportunity to thank Debra Hulley, the managing editor, who has made my task seem effortless. I have said it before and will do so again: *bout* simply would not exist without her dedication and commitment. Both the senior and regular boards have been enthusiastic in their support, and in endorsing the direction of the magazine during my tenure. I thank them.

Bernie Etzinger will succeed me as Editor and is certain to provide innovative and enthusiastic leadership. I wish him every success.

In the last twelve months, *bout* has addressed issues and concerns facing the foreign service, continued in this issue. Nicole Schwartz considers the psychological impact of a rotational lifestyle on mental health, Stefanie Beck the challenges of going on maternity leave when assigned outside Canada, and Jean Gauthier the difficulty of coping with the loss of an elderly parent while on posting.

Our feature story by the Hon. Pierre Pettigrew, Minister of International Trade, ponders the future of politics in the aftermath of the world trade talks in Seattle. Clyde Sanger profiles Ambassador Phillippe Kirsch, and his work in negotiating a treaty for the creation of an international criminal court. In this issue we reproduce an excerpt from Fred A. Reed's new book "Takeover in Tehran" — the first-ever insiders' account of the American Embassy takeover in 1979.

Former *bout* editor Nicholas Coghlan returns with "Gently Down The Stream — a voyage down the Amazon," a journey few readers will easily forget!

Dans Forum de l'APASE, Graham Fraser décrit comment le travail du service extérieur est entré dans la légende canadienne.

Diplomatie publique rend hommage à la mémoire du diplomate de carrière Herbert Norman. De nombreux lecteurs apprendront avec étonnement qu'il repose dans un cimetière de Rome. Des collègues y ont récemment rappelé sa mémoire lors d'une touchante cérémonie et y ont laissé un témoignage permanent.

L'ancienne ambassadrice Anne Leahy critique « Ernest Lapointe et l'influence du Québec sur la politique étrangère canadienne » et Nancy Fraser nous parle du plus récent livre de Robin Pascoe, « Homeward Bound ».

bout se souvient de trois collègues du service extérieur : Paul Malone, Jim Stone et Léo Leduc. L'éventail de leurs réalisations respectives s'inscrit dans la plus pure tradition du service extérieur. Ils nous manquent.

Enfin, A. Aalto nous revient avec « Boxed in Again », qui ne manquera pas de stimuler.

Un dernier mot au sujet de *bout*. De nombreux membres de l'APASE ne savent peut-être pas que plus de la moitié des frais de production du magazine provient de recettes de publicité. Nous ne pourrions tout simplement pas produire une publication du calibre de *bout* dans les limites du budget actuel sans la précieuse contribution des bénévoles qui rédigent et produisent le magazine.

Puisse le magazine continuer de prospérer. Et vous, nos lecteurs, continuez à nous envoyer vos articles!



Le rédacteur en chef / Editor
bout de papier, 1999-2000

LA MONDALISATION APRÈS SEATTLE : L'AVENIR DU POLITIQUE

par l'hon. Pierre S. Pettigrew, ministre canadien du Commerce international du Canada

Note de la rédaction : Cet article a d'abord paru dans le numéro de l'été de Politique étrangère de la France, publiée par l'Institut français des relations internationales à Paris.

Le pouvoir politique exercé par l'État sur son territoire a permis le développement de l'économie et de la liberté comme jamais auparavant. C'est cette forme de pouvoir qui a rendu possible la création de marchés nationaux dans un espace plus grand que celui des villes et plus petit que celui des empires, où est né le capitalisme. Ironiquement, c'est cet ordre établi que conteste aujourd'hui la mondialisation.

Si, récemment encore, on a pu constater que l'État, «trop exclusivement» politique — qui n'a pas su comprendre les signaux du marché —, a commis de gros impairs, on peut voir maintenant que le marché «trop exclusivement» économique — qui ne sait plus percevoir les signaux de l'État — conduit à des erreurs non moins énormes. Ce nouveau rapport entre économie et politique, imposé par la mondialisation qui a rompu le rapport établi au cours de la modernité, devra tenir compte du fait que les individus doivent réorganiser leur vie pour s'épanouir dans la liberté et en viendront à recomposer le monde qui connaît actuellement des progrès et des développements imposants, mais aussi des désordres et des ruptures.

État-nation, internationalisation et mondialisation

Depuis les traités de Westphalie et l'émergence de l'État-nation, l'autorité s'est exercée de façon verticale, c'est-à-dire du haut (les dirigeants) vers le bas (les citoyens). Surtout, elle s'est appliquée sur un territoire — justement dénommé «national» — occupé par un groupe humain relativement homogène, précisément appelé «nation». On a ainsi pu développer des marchés nationaux permettant une grande amélioration de la qualité de vie des citoyens dans les États concernés.

Avec l'avènement de l'État-nation, on est donc passé de marchés locaux relativement restreints et nombreux à des marchés moins nombreux, mais plus larges géographiquement et démographiquement, plus unifiés légalement et davantage structurés politiquement, économiquement et financièrement. Le lien entre ce que l'on pourrait appeler une évolution institutionnelle, l'État-nation, et les évolutions parallèles d'activités fondamentales comme l'activité économique ou politique se révèle empiriquement de manière fort claire.

Avec l'internationalisation, les liens entre États se multiplient : liens juridiques officiels dans des organismes internationaux et liens organiques à travers divers modes de coopération, par exemple entre entreprises qui oeuvrent dans différents États où chacun exerce toujours une autorité verticale. L'internationalisation continue donc d'élargir l'étendue géographique des activités en regroupant au sein d'ensembles un certain nombre d'États. Ainsi s'accroît l'interdépendance entre États-nations. Identifiée comme une condition essentielle de la paix, elle a conduit les dirigeants de l'après-guerre à accentuer le phénomène de l'internationalisation, dès lors encouragée et portée par les institutions de Bretton Woods et des Nations unies.

Avec la mondialisation, au pouvoir vertical de l'État succède progressivement la puissance horizontale du marché : à la différence de l'internationalisation, la mondialisation réduit le rôle des États-nations en élevant le niveau d'intégration fonctionnelle des diverses activités. L'autorité verticale de l'État s'en trouve réduite, et la souplesse des organismes oeuvrant partout dans le monde — entreprises, ONG, corps scientifiques et autres —, accrue : des entreprises, ignorant les frontières, peuvent désormais choisir d'accomplir telle ou telle fonction *industrielle* dans tel ou tel espace *géographique* selon une logique *économique* et nonobstant toute considération *politique*. Apparaît de la sorte une nouvelle réparti-

tion mondiale du travail qui suit une hiérarchie technologique.

La formation des États et la constitution corrélative de grands marchés nationaux se sont révélées bénéfiques sur le plan de la qualité de vie des citoyens. Grâce à de tels changements, l'industrie a pu se développer, et avec elle la science et la technologie qui la supportent. Pour la première fois de l'histoire humaine, des sociétés entières ont pu échapper au dénuement.

Avec l'internationalisation, ce qui survient ne constitue donc pas un changement dans la nature et la structure du pouvoir et de son exercice. Simplement, il arrive que certaines entités, notamment des entreprises, oeuvrent dans différents territoires nationaux, ce qui en fait à la lettre des entreprises *multinationales*. Cependant, chaque pays dans lequel ces sociétés déploient leurs activités conserve sa pleine autorité et son plein pouvoir qu'il exerce toujours — verticalement — sur toutes les personnes, physiques ou morales, présentes sur son territoire national.

Avec la mondialisation, en revanche, on assiste à un changement fondamental, essentiel et structurel. Les accords toujours plus nombreux entre pays qui souscrivent à l'intégration de leurs marchés bouleversent l'exercice traditionnel du pouvoir et le régime politique dans lequel nous vivons. L'entreprise globale, plus flexible, remplace la *multinationale*.

En Europe et en Amérique du Nord, la libre circulation des capitaux, des biens, des services et, de plus en plus, des personnes a pour effet de transformer l'exercice du pouvoir, de vertical qu'il était naguère, en horizontal qu'il est devenu et sera vraisemblablement toujours davantage. Au pouvoir vertical de l'État succède donc progressivement la puissance horizontale du marché, portée par les développements de la recherche, de la science et de la technologie.

Alors que les développements institutionnels, l'Union européenne et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ont éliminé certaines barrières, contribuant à réduire les frontières entre les pays ; l'UE a aussi cherché à affirmer le pouvoir vertical en transférant une partie de la souveraineté des pays-membres à Bruxelles. Ceci peut parfois permettre un contrepoids politique au renforcement de l'économie. L'ALENA, au contraire, n'a pas

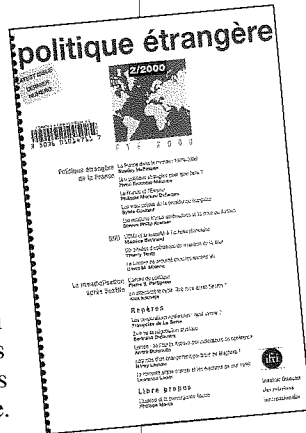




Photo : J.M. Carisse

L'honorable Pierre S. Pettigrew

cherché à redéfinir la souveraineté politique verticale en la transférant vers une entité supranationale. Il a simplement réduit le rôle du pouvoir politique et renforcé la puissance — horizontale — du marché.

La rupture des espaces et des temps

Si le passage du national à l'international puis au mondial s'explique en grande partie par l'évolution technologique, cette dernière permet, à son tour, de comprendre les ruptures survenant dans les espaces et les temps qui ne sont plus les mêmes pour le politique et l'économique. Alors que les espaces économiques tendent à s'intégrer, les espaces politiques ont, eux, tendance à se fragmenter, et ce, de plusieurs façons, comme les expériences de la dernière décennie le révèlent de manière particulièrement significative.

Pendant cette période, une trentaine de nouveaux pays sont apparus, principalement en raison de la chute du communisme. Plus fondamental encore, le phénomène de l'émergence des villes et des régions à titre d'acteurs autonomes et de centres de décision s'est imposé partout au monde, et ce, même dans des organisations supranationales originales, telle l'Union européenne. Qui plus est, les progrès de la démocratie et les replis communautaires viennent intensifier la quête d'une plus grande souveraineté politique par les minorités de pays actuellement constitués.

En raison de l'intégration des espaces économiques, de la continentalisation des économies elles-mêmes et de la mondialisation des entreprises et des marchés, cette recherche de souveraineté politique accrue s'accompagne paradoxalement d'une perte de signification, ou du moins de portée, de cette souveraineté politique si intensément convoitée. En effet, les espaces politiques deviennent de plus en plus exigus, et les espaces économiques de plus en plus vastes.

La fragmentation du politique risque alors de renforcer encore davantage la puissance économique. En effet, la rupture de la coïncidence entre espace économique et espace politique pénalise le pouvoir politique des États. De plus, à cette rupture des espaces correspond celle des temps politique et économique, plus précisément une rupture de leurs durées.

Les États doivent maintenant tenir compte des droits de la personne et consulter plus que jamais les groupes identitaires et les groupes de pression de chaque région de leur territoire. Ils sont tenus de mener ces consultations avant même de se concerter entre eux pour coordonner leurs actions et leurs politiques. Désormais inhérentes à un processus décisionnel déjà complexe, ces consultations à la ronde, y compris celles des tribunaux, prennent beaucoup de temps. Le temps politique, le temps de l'État, connaît de ce fait un

ralentissement certain. La capacité d'action et de réaction de l'État s'en trouve ralentie.

Au contraire, le temps économique devient de plus en plus rapide. La technologie et la déréglementation accélèrent l'innovation et réduisent le cycle de vie d'un produit. À preuve, le secteur de l'informatique et le carrousel des logiciels.... Le capital voyage à travers le monde à la vitesse de l'éclair. Cette seconde rupture des coïncidences, celle des temps économique et politique, contribue également à affaiblir le politique.

Constaté que l'ère de l'internationalisation a résolument cédé le pas à celle de la mondialisation est une chose. Il importe — et c'est une tout autre chose — de saisir en quoi ces phénomènes sont non seulement distincts mais aussi contradictoires.

L'internationalisation implique tout d'abord, l'élargissement de l'étendue géographique où se déploient les activités et, ensuite, l'existence de frontières nationales que cet élargissement a précisément pour vocation d'envelopper dans des ensembles de plus en plus larges. L'internationalisation accroît donc l'interdépendance entre les sociétés conçues comme États-nations. D'ailleurs, le terme même d'*internationalisation* évoque justement les échanges accrus «entre nations» et signale une certaine étanchéité des espaces nationaux, c'est-à-dire politiques.

La mondialisation est qualitativement d'un autre ordre. Elle réduit le rôle de l'État dans les relations internationales et modifie en profondeur ses compétences à l'égard de la société vivant sur son territoire. Les différents acteurs, dispersés à travers divers espaces, tendent à ignorer les frontières politiques. Il s'ensuit inévitablement une atténuation de l'autorité verticale de l'État sur l'ensemble de son propre territoire au profit des forces transnationales, et donc de la puissance horizontale. Ainsi, l'État ne peut plus assumer les responsabilités auxquelles il a habitué les citoyens, et ce, d'autant moins que la diminution de son autorité verticale rend fort peu efficaces, dans plusieurs domaines, les tentatives de coopération interétatique.

Récemment, ce phénomène de mondialisation résulte aussi des progrès technologiques. La nouvelle répartition mondiale du travail — en choisissant d'accomplir telle fonction *industrielle* dans tel espace *géographique* selon une logique *économique* et nonobstant toute considération *politique* — suit une hiérarchie technologique. Contrairement à la multinationale qui devait répéter lourdement le modèle de la maison-mère de pays en pays, l'entreprise mondiale ou, si l'on préfère, globale, témoigne de plus de flexibilité et intègre souvent, par des réseaux ou des alliances stratégiques, ses différentes fonctions de production, de recherche, de financement, de marketing et d'informatique,

s'acquittant de chacune dans l'espace qui lui sied le mieux.

En somme, la mondialisation ignore les frontières politiques et fusionne les espaces économiques. En marge des zones de responsabilité de l'État, émerge ainsi une nouvelle puissance anonyme et apatride, enivrante mais redoutable.

Le problème de l'exclusion et la question des valeurs

Bien que la mondialisation entraîne d'importants progrès sur de nombreux plans, elle peut aussi avoir des effets pervers. Elle risque, tout d'abord, de créer des conditions d'exclusion et de rejeter à la périphérie ceux — États marginalisés sur la scène mondiale ou populations marginalisées dans nos sociétés — qui n'arrivent pas à s'insérer dans les nouveaux réseaux. Autre effet pervers possible du phénomène : le recul du politique et, notamment, de l'État, qui risque de compromettre la redistribution de la richesse, nécessaire à l'égalisation des chances pour tous, ce dont le marché ne se soucie pas car ce n'est pas sa fonction — ainsi, les programmes sociaux subissent de puissantes pressions à la baisse.

Une redéfinition de l'activité politique s'impose en conséquence. Le politique, au sens le plus noble du terme, doit trouver le moyen

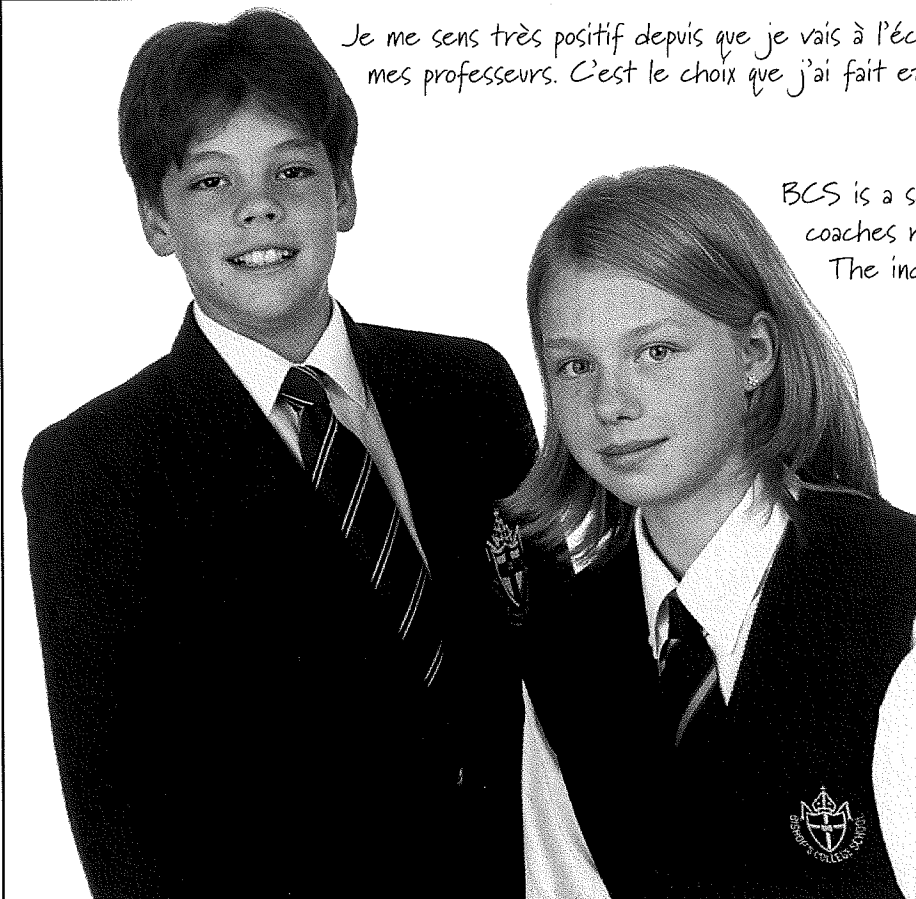
de rappeler à l'économie sa finalité humaine. La mondialisation pourra donner sa pleine mesure uniquement si elle accepte que le pouvoir politique «réinventé» lui assigne une orientation plus respectueuse de l'ensemble des individus. Ce que, dans le passé, l'État a fait pour l'économie, et donc pour les personnes, en créant des marchés nationaux, le politique doit, à l'heure actuelle, le refaire en se constituant gardien vigilant et diligent des buts humains de l'activité économique.

Dans un tel contexte, l'éducation revêt une importance cardinale. Les technologies de pointe permettent d'augmenter considérablement le rendement de l'activité éducative et de relier plus de gens que jamais auparavant dans l'histoire. Bref, autant les nouvelles technologies peuvent entraîner l'exclusion, autant elles peuvent la combattre. Heureux paradoxe ! ... dont il revient au politique d'exploiter toutes les virtualités.

La mondialisation actuelle non seulement représente une contestation redoutable et profonde de l'État, mais aussi provoque de façon compréhensible une crise d'identité chez les individus, non seulement politique et culturelle, mais aussi économique. Car, en passant du *capitalisme industriel* au *capitalisme financier*, on est passé trop souvent du phénomène de l'exploitation à celui, beaucoup plus radical, de l'exclusion. Or, l'ex-

ploité existait dans un rapport social, se situait sur une «échelle sociale» ; il pouvait donc s'organiser et revendiquer. L'exclu, quant à lui, n'existant pas dans un rapport social, peut être ignoré. Alain Touraine décrit lucidement cette situation : «*Hier encore, nous cherchions à définir, pour comprendre une société, ses rapports sociaux de production, ses conflits, ses méthodes de négociation; nous parlions de domination, d'exploitation, de réforme ou de révolution. Nous ne parlons aujourd'hui que de globalisation ou d'exclusion, de distance sociale croissante ou, au contraire, de concentration du capital ou de la capacité de diffuser des messages et des formes de consommation. Nous avons pris l'habitude de nous situer les uns par rapport aux autres sur des échelles sociales, de qualification, de revenus, d'éducation ou d'autorité. Nous avons remplacé cette vision verticale par une vision horizontale : nous sommes au centre ou à la périphérie, dedans ou dehors, dans la lumière ou dans l'ombre.*»

Nos valeurs de solidarité méritent d'être protégées et développées, surtout dans un monde où l'exclusion risque de s'accroître. Un monde dépourvu de valeurs de solidarité aurait tôt fait de devenir irrespirable. Le fait que le politique n'arrive plus à remédier efficacement aux inégalités excessives, dont rien de bon ne peut sortir, rendra encore plus

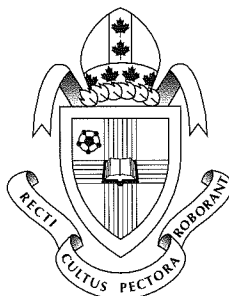


Je me sens très positif depuis que je vais à l'école à BCS. J'aime la vie ici et j'aime mes professeurs. C'est le choix que j'ai fait et c'était le bon j'en suis certain.

— Frédéric D., Grade 7

BCS is a school where the teachers and coaches really understand the students. The individual attention is great!

— Caroline C., Grade 8



Bishop's College School
Lennoxville, QC J1M 1Z8
 An independent co-educational
 boarding and day school for Grades 7-12.

Tel.: (819) 566-0227 • Fax: (819) 822-8917
 E-mail: admissions@bcschool.qc.ca • Internet: www.bcschool.qc.ca

vives les passions éthiques qui émergent actuellement et sur lesquelles on reviendra.

Le besoin impérieux de diversité culturelle

Il est aisément compréhensible que les gens veuillent «se retrouver», être eux-mêmes. Or, s'il est un domaine où cette exigence se traduit clairement, c'est bien celui de la culture. Le désir de créer des oeuvres dans lesquelles on se reconnaît a sa légitimité. La diversité culturelle trouve là son point d'appui. En revanche, il y a émergence d'une sensibilité qu'il faut bien appeler internationale, faute d'un meilleur terme.

Les citoyens préfèrent souvent ce qui n'est pas «de chez eux», et certains en sont irrités. Constatons d'abord que ce phénomène n'est propre à aucun pays particulier : certaines émissions de télévision américaines, par exemple, sont écoutées à peu près partout dans le monde. Constatons ensuite ceci : la qualité fait généralement son chemin tout comme ce qui répond véritablement aux désirs des gens. L'admirable film néo-zélandais, *La Leçon de piano*, n'a-t-il pas été acclamé partout dans le monde ? Constatons finalement que les gouvernements conserveront sans doute toujours un rôle en matière culturelle : le pouvoir politique doit préserver un espace où peuvent naître des oeuvres originales qu'une trop grande homogénéité ne permettrait pas. Laisse à lui-même, le marché ne se soucie pas plus de ce genre de choses qu'il ne se préoccupe du partage de la richesse.

L'internationalisation visait à changer le monde. La mondialisation, quant à elle, donne plutôt raison à Rimbaud qui, dans son exubérante jeunesse, voulait «changer la vie» : la mondialisation change effectivement la vie. C'est pourquoi les passions politiques des derniers siècles cèdent le pas aux passions éthiques, ce qui nous fait ressentir angoisses et insécurité, mais aussi des espérances et des émotions profondes.

Le rôle des artistes, toujours indispensable, devient absolument essentiel en notre époque résolument révolutionnaire. Les sociétés ont besoin de leurs intuitions et de leur éclairage. En effet, le rôle de l'art n'est pas d'abord de communiquer des émotions, mais surtout de les mettre en forme, d'où son extrême importance dans une société. Le besoin esthétique, et l'art en général, dans la mesure où il satisfait ce besoin, entraînent une double liberté : ils libèrent l'être humain de l'empire de la finalité biologique ; et l'intelligence, de la contrainte des preuves mathématiques, des vérifications scientifiques et de la facticité du sens commun.

En cette ère où la vie change tellement, nous ne pouvons nous priver d'aucun regard salutaire pour la société et pour l'humanité.

Après tout, qui sait d'où viendra l'oeuvre, la création qui nous permettra de mieux comprendre notre société et, plus globalement, la situation de notre monde ?

À cet égard, dès ses négociations de l'accord de libre-échange avec les États-Unis, le Canada a affirmé le besoin de diversité culturelle. Et il continue, avec la France surtout, de faire la promotion de ce concept dans tous les forums internationaux. Ce n'est pas surprenant, de la part du Canada qui a choisi d'assumer sa diversité, d'y voir une force plutôt qu'une faiblesse, et même d'y trouver un facteur essentiel de son identité. Les Canadiens ont, en effet, refusé de créer un État-nation traditionnel, et le pays qu'ils ont fondé s'est progressivement inventé suivant un modèle décidément original, et dont l'aboutissement est la fameuse mosaïque canadienne : il n'y a pas une langue supplantant impitoyablement toutes les autres, une culture s'imposant à tout le monde sans discernement, une religion évinçant les autres, ni un système légal dont l'hégémonie se serait imposée. De ce point de vue, le Canada ne constitue pas un pays de la norme, mais un pays de l'exception, le pays de l'accommodement.

L'expérience canadienne des identités plurielles

Le pluralisme est à la base même du Canada. Il englobe non seulement les Canadiens

français et anglais, mais aussi les autochtones et les immigrants. Les premières nations nous ont fait bénéficier de leur expérience d'adaptation culturelle. Les Amérindiens nous ont aidés à apprivoiser notre nordicité et à cultiver un certain sens de la communauté, car, dans ces espaces et sous ce climat rigoureux, même l'individu le plus fort et le plus autonome ne peut survivre sans coopérer. Quant aux immigrants, leur apport est irremplaçable du fait que, chez nous, ils sont respectés tels qu'ils sont, ce qui permet la constitution d'une enrichissante mosaïque culturelle en lieu et place de la fusion au creuset d'un «melting-pot». Chaque vague d'immigrants a pu à la fois profiter de cette ouverture et l'enrichir. Tous ces groupes ont participé à la création de ce pays «a-normal» qu'est le Canada, et continuent de contribuer à cette création qui se poursuit sans cesse en vue d'assurer les nécessaires ajustements aux multiples et profonds changements qui surviennent. En cette ère de mondialisation et des nombreux flux migratoires qu'elle entraîne, ce pays qui a refusé le modèle de la modernité, celui de l'État-nation, est annonciateur d'avenir.

C'est la pression des Québécois et de l'ensemble des Canadiens de langue française qui a surtout imposé son originalité au pays canadien. Pour ces raisons parmi d'autres,

Haute couture
Vêtements sur mesure
Made to measure
Prêt-à-porter moyen et haute-de-gamme
Tailles 4 à 22
et "Petites"
Quality ready-to-wear
in sizes 4 to 22
and "Petites"

Where luxury and comfort are the essence

Où luxe et confort vont de pair

Dominique Levesque
DESIGNER COUTURIER

305, rue Notre-Dame, Gatineau, QC J8P 1K9 Tél : (819) 643-1166
dominique.designer@qc.aira.com www.dominiquelevesquedesigner.com

les Québécois se trouvent à l'avant-garde de la post-modernité : ayant choisi, dès le XIX^e siècle, de partager leur souveraineté avec leurs voisins et renonçant à s'engager dans la voie de l'indépendance nationale, même lorsque ce concept était à la mode pendant la période de décolonisation, les Québécois sont sensibles aux courants et aux réseaux transnationaux. Ils ne veulent pas de la voie que sont obligés de suivre les ex-pays communistes. Ils rejettent le repli identitaire et continuent de préférer les espaces politiques à géométrie variable. Ils sont attachés à leur citoyenneté qu'ils ont tant contribué à forger et qui est non pas ethnique ou linguistique, mais politique et plurielle.

Bernard-Henry Lévy a bien exprimé ce qui sous-tend ce phénomène : *«Toutes les terres de confins sont des terres riches, des terres où l'on réfléchit plus vite qu'ailleurs; où les intelligences sont extrêmement affûtées, où les cultures non seulement cohabitent, mais se télescopent les unes les autres. Les communautés qui doutent, les communautés fragiles, les communautés qui ont à se mobiliser pour exister sont des communautés où la culture est plus féconde qu'ailleurs»*. Et Richard Martineau — qui l'interviewait — de poursuivre en affirmant que *«le Québec est un laboratoire fascinant»* et qu'il *«est en quelque sorte le brouillon du monde de demain, [...] la bande-annonce du film à voir»*.

Les Québécois peuvent apporter une contribution unique et novatrice à l'avenir du politique. Ils sont situés au carrefour des grandes tendances de l'avenir et de leur propre destinée. Plusieurs, sinon toutes les sociétés, sont confrontées à des défis semblables mais, ici, ce débat est déjà fort bien défini : les Québécois sont avancés dans leur réflexion, ce qui constitue un grand avantage.

Une éthique renouvelée

Cet environnement inédit engendre forcément des nouveautés qui exigent des adaptations. D'où le besoin d'une nouvelle société civile globale et d'une nouvelle éthique. La place et la visibilité des organisations non gouvernementales (ONG) sont de plus en plus importantes. Et probablement destinées à augmenter puisque, pour l'essentiel, l'existence et l'influence des ONG tiennent aux progrès technologiques qui ont permis le marché mondial. En ce sens, le monde des ONG aussi se trouve au cœur du phénomène de la mondialisation, car cette dernière ne concerne pas uniquement les marchés et les économies.

Résultat immédiat de cette situation, la perte d'autonomie des gouvernements nationaux se transforme, bon gré mal gré, en partage des pouvoirs entre ces derniers et

un grand nombre d'ONG. Celles-ci sont d'ailleurs parvenues à occuper une place décisive à l'échelle de la planète. Ainsi, l'aide qu'elles apportent aux gens dans le besoin, partout dans le monde, dépasse celle procurée aux mêmes personnes par l'ensemble des institutions de l'ONU, à l'exclusion de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Dans le domaine environnemental, la croissance des ONG est surprenante.

La prise en charge de problèmes globaux par ces associations déborde le cadre des questions environnementales pour toucher la survie des peuples indigènes, la justice sociale, les droits humains et l'économie. Les ONG émettent des jugements sévères sur les questions de la dette mondiale, du commerce et de la validité du rôle des banques dans le développement mondial. Le pouvoir de négociation des plus grandes ONG parvient à altérer l'action étatique dans plusieurs domaines.

Or, dans l'ordre international actuel, les moyens permettant d'affronter ces nouveaux enjeux et d'organiser ces nouveaux acteurs font défaut. D'abord et avant tout interétatique, l'ordre international n'a même pas commencé à refléter l'évolution favorisant la société civile aux dépens du secteur public. Marqué par son histoire occidentale et par sa formation dans le contexte de la Renaissance européenne, l'ordre international demeure prisonnier du droit international toujours incertain et fragile, voire déjà dépassé. D'où la question suivante : quoiqu'il n'y ait toujours pas de véritable communauté mondiale, peut-on dès maintenant penser à un droit mondial, à une nouvelle éthique? Non seulement cela est possible, mais nécessaire. Nous n'avons tout simplement pas le choix.

L'internationalisation cède le pas à la mondialisation. L'État est contesté par le marché. Une nouvelle éthique est donc requise. Le passage d'une éthique de la justice — froide et technocratique — à une éthique de l'altérité s'impose. On a longtemps cru indépassable un horizon tracé par les Lumières, celui d'une justice commutative axée sur la rétribution, la réparation des torts et la punition des crimes, le modèle de justice mis en oeuvre dans les États-nations. La révolution actuelle nous convie à une réflexion allant au-delà de cet horizon. Une illustration concrète et saisissante des perspectives qui s'ouvrent désormais à nous provient d'Afrique du Sud. Les travaux de la commission «Vérité et réconciliation» et la réflexion extrêmement féconde qui les a précédés démontrent que la justice des Lumières n'est pas la seule qui se puisse concevoir.

La contribution des femmes sera nécessaire à l'instauration d'une nouvelle éthique,

car celles-ci se retrouvent au cœur de la mutation des valeurs — *«le réflecteur se déplace — on l'a vu avec la marche du pain et des roses — vers la pauvreté, lieu où les femmes sont surreprésentées»*.

Ce n'est pas l'acteur dominant mais le dominé qui joue le rôle principal dans la recomposition du monde. Cette affirmation générale est démontrée par le fait, notamment, que ce sont les femmes, plus que les hommes, qui élaborent un modèle de vie recomposée. Parce que la masculinité s'est construite sur la domination de la féminité, les hommes éprouvent de grandes difficultés à inventer une forme particulière de recomposition de leur personnalité. Autant la société industrielle fut une société d'hommes, autant le monde contemporain se construit sur une société faisant une grande place à la féminité. Et ce n'est pas un hasard si de nombreux mouvements sociaux nouveaux sont pour la première fois animés par des femmes, tandis que le mouvement syndical et même les mouvements de libération nationale furent et demeurent très majoritairement dirigés par des hommes.

Les femmes ont non seulement voulu abolir ou atténuer les inégalités qu'elles subissaient et acquérir le droit de décider librement de leur vie, mais elles ont fait apparaître aux yeux de tous des problèmes et un champ de conduite sociale et culturelle si nouveaux que la pensée ne peut pas aujourd'hui définir le monde contemporain sans placer en son centre leurs réflexions et leurs actions.

Il faut en revenir au concept de bien commun. Selon son acception originelle, le bien commun vise l'accomplissement ultime de l'être humain et de la société humaine, c'est-à-dire le degré le plus achevé de développement à la fois personnel et communautaire. Pour la doctrine libérale américaine, le bien commun fait référence au «bien public» et à l'amélioration de la condition humaine partout sur la Terre par la vertu, la créativité et l'esprit d'entreprise des citoyens libres; dans sa version la plus récente, influencée par la doctrine sociale catholique du XX^e siècle, «l'essence du bien commun est de garantir dans la vie sociale les bienfaits de la coopération volontaire».

Les décisions d'aujourd'hui engagent un horizon spatial et temporel d'une ampleur sans précédent. Elles impliquent non seulement les relations entre États, sociétés et individus, mais aussi celles de l'être humain avec le reste de l'univers et les générations futures. Il existe, dès lors, une chose telle que la tragédie du bien commun. Elle consiste en ce qu'aucun acteur n'a intérêt à s'engager de façon unilatérale dans une action mondiale concertée a quelque chance de succès.

Ne serait-ce qu'en raison de ce phénomène, l'adoption des comportements responsables requis par les circonstances actuelles nécessitera une éthique renouvelée. Cette éthique ne pourra pas reposer, comme dans le cas du développement économique, sur le seul intérêt individuel. Un autre niveau de conscience devra émerger. En effet, notre situation actuelle diffère substantiellement de celle décrite par David Ricardo qui a démontré qu'un pays gagnait à pratiquer le libre-échange même unilatéralement puisque, ce faisant, il introduisait chez lui les bénéfices de la concurrence. S'agissant des valeurs altruistes nouvelles qu'il nous faudra instaurer, le ressort du libre-échange ne nous sera pas d'un grand secours, car la coïncidence objective entre l'ouverture commerciale aux autres et les avantages financiers de cette ouverture n'existe pas dans le cas de l'instauration des nouvelles valeurs et du bien.

On perçoit tout de suite l'ampleur du défi. Alors que le libre-échange s'est implanté grâce à la convergence extraordinaire et rarissime des impératifs de l'égoïsme et de la générosité, la poursuite du bien commun ne pourra se réaliser qu'avec le développement de cette nouvelle éthique. Celle-ci exigera une conscience plus élevée et une générosité renforcée capable d'ignorer ou, à tout le

moins, de dominer les sollicitations de l'égoïsme.

Le sens de Seattle

À l'occasion de la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, deux mondes se sont rencontrés : celui de l'État, codifié, ritualisé, formé d'un nombre fini d'acteurs, connus et plus ou moins prévisibles, d'une part, et, d'autre part, le monde «multicentré», constitué d'un nombre presque infini de participants ayant une capacité d'action internationale plus ou moins indépendante de l'État dont ils sont censés relever. La juxtaposition de ces deux mondes entraîne une configuration très complexe des allégeances. Le monde des États repose sur l'exclusivité des allégeances citoyennes et dépend de sa capacité d'agir en engageant totalement un nombre donné d'individus. Le monde multicentré repose, au contraire, sur un réseau d'allégeances très peu codifié, dont la nature et l'intensité dépendent de la volonté affranchie des acteurs concernés.

Il est clair que le monde du pouvoir, c'est-à-dire des États traditionnels, et celui de la puissance, c'est-à-dire le monde multicentré, coexisteront pendant plusieurs générations. Tout en se contestant, ils devront apprendre à vivre ensemble. C'est à l'indi-

vidu qu'il revient de réaliser la recomposition du monde requise dans ce contexte, tâche fondamentale s'il en est et qui revêt un caractère existentiel.

Seattle a été le lieu d'une révélation, au sens où l'on parle de révélateur en photographie. On y a vu apparaître ce que, plus ou moins confusément, chacun pouvait jusqu'à un certain point pressentir : la puissance des regroupements horizontaux qui n'ont que faire de la force verticale des États, l'intuition — souvent prémonitoire — des milieux artistiques qui sentent venir des changements lourds de conséquences pour la culture et pour l'humain différencié, le surgissement d'un souci éthique que ne peuvent plus satisfaire les normes habituellement appliquées. Bref, loin de constituer l'aboutissement en forme d'échec d'un processus de négociation qui se poursuivra, quoi que l'on en dise, Seattle représente probablement le point de départ en forme de malaise prometteur d'un processus de renouvellement du politique.

Seule une lecture adéquate du présent permettra une organisation appropriée de l'avenir. Les observations réunies ici s'efforcent de jeter un éclairage sur un phénomène qui, en fin de compte, devrait beaucoup moins nous alarmer que nous inspirer. ☺

f r e e b o r n @ i n e t a d i . c o m

Your easy link to

- Buying or selling your home
- Survey of Canadian House Prices
- Realty databases
- Mortgage specialists
- Legal services
- Building inspectors
- Information and services



Lyse Freeborn
Bilingual
Sales Representative



Access my network today!

Royal LePage R.E.S. Ltd., 201-1500 Bank St., Ottawa, Ont. K1H 7Z2

May the dawn of the new millennium...



bring you peace, joy and prosperity—now, and in the new year.

Clements  International
Global Insurance Solutions

www.clements.com

*We proudly announce our new name, reflecting a commitment
to take our global service to an even higher level.*

A Tribute to Herman Norman A Patriotic Canadian

Jeremy Kinsman, then Canada's Ambassador to Italy, spoke at the tribute to Herbert Norman. The text follows:

On August 9, 2000, Canadian Foreign Service Officers on duty in Rome paid tribute to their colleague Herbert Norman, who took his life while Ambassador in Cairo in 1957. Exhausted by his strenuous efforts on behalf of peace in the Middle East, and depressed by renewed harassment by U.S. anti-communists trying to resurrect his activities as a student at Cambridge University

Italy, who is an ex-officio Administrator of the Cemetery, noticed it nestled against a tree.

It was swiftly decided that the Foreign Service and the Canadian Government should give the site where this fine and generous colleague is buried the more public and lasting honour which he deserved.

Dans la lumière dorée d'un crépuscule estival romain, les collègues de Herbert Norman en poste au service extérieur à Rome et leurs familles ont participé à une discrète cérémonie avec la sous-ministre adjointe,

Suzanne Laporte, qui représentait le sous-ministre Donald Campbell. M. Campbell est ancien ambassadeur au Japon, où naquit Herbert Norman et où il servit en qualité de remarquable conseiller politique auprès du général MacArthur lors de la reconstruction postérieure à la guerre, car peu d'hommes avaient une connaissance aussi poussée des réalités japonaises. M. Campbell s'intéressait donc de très près à ces honneurs. L'ambassadeur Kinsman a rappelé ce que lui avait dit le ministre Axworthy récemment, à savoir sa fierté de servir dans les mêmes capacités

que Lester Pearson, et de soutenir le travail accompli par les Canadiens au sein du service extérieur et en faveur d'un monde plus

in the 1930s, Norman finally gave up. Although he was consistently defended by Lester Pearson as a "loyal official and a patriotic Canadian", Norman feared that after 10 years of witch-hunting, his pursuers would add to the pressure placed on his Minister and friend. Having left notes to those closest to him, foremost his wife who was in Ottawa, Norman ended the controversy.

It was probably Norman's sense of modesty, his wish to avoid the limelight, as well as its lovely setting, peacefully nestled just inside the city's ancient walls, that led to the choice of the non-Catholic Cemetery of Rome for his grave. Though the site is visited by many for its peaceful beauty, the allure of the reputation of some of its prominent residents, such as romantic poets Percy Shelley, and John Keats, Norman's modest memorial, a simple triangle of marble with only his name, had passed virtually unobserved until the Canadian Ambassador to



équitable, tâche à laquelle Herbert Norman avait consacré sa vie.

L'ambassadeur auprès du Saint-Siège, M. Fernand Tanguay, Mme Laporte et les autres participants ont laissé des fleurs provenant de Mme Irene Norman, épouse du disparu et qui habite toujours à Ottawa. Puis, dans un silence que même les chats fureteurs du cimetière n'ont osé rompre, la plaque honorant la vie et la carrière de Herbert Norman, et aux frais de laquelle de nombreux membres du MAECI ont contribué, a été dévoilée. On peut y lire ce qui suit :

"A PATRIOTIC CANADIAN"

Herbert Norman loyally served Canada with great distinction, in Japan, as High Commissioner to New Zealand, and as Ambassador to Egypt. He died tragically in Cairo in 1957. His efforts in the cause of peace brought honour to his family and his grateful country.

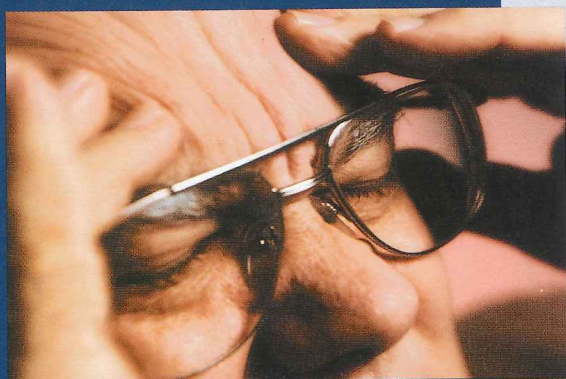
En Témoignage
The Government of Canada
2000

Well then, let's follow
the peal of bells
to the yonder shore

iza yukan
higan no kane no
ato oto

— Hakurin

Foreign Affairs and Mental Health:



Editor's Note: This article on mental health and working conditions in the Canadian public service was the first of a series being prepared by the author. A second paper was presented in Paris in June 2000 that dealt more specifically with the long-term impact of downsizing on the employees of the Federal public service. To respect the privacy of families who have provided information on this sensitive subject, the situations described have been re-assembled so that individual cases are not identifiable, although all the details are actual experiences in the Canadian and international foreign community.

According to a WHO report, "as many as 1500 million people worldwide are estimated to be suffering at any given time from some kind of neuropsychiatric disorder, including mental, behavioural and substance abuse disorders. A third of them may be affected by more than one neuropsychiatric ailment. Three-quarters of those affected live in developing countries." In the United States, mental disorders affect nearly one in five. Nearly half of those with a severe mental illness do not seek treatment. The same percentage applies to Great Britain, and to Canada, where recent

tragic events made us aware that mental illness strikes anytime and anywhere. A few years ago, an assistant professor at Concordia University (Montreal) shot to death six of his colleagues. More recently, an employee of the urban transit system in Ottawa killed four colleagues. Both attackers were suffering from paranoia, the symptoms of which had been ignored by management and, in the latter case, by the family doctor. One can only hope that the intensive coverage of the two cases has opened some minds. On the other hand it has doubtless reinforced the reactionary association of mental illness with acts of extreme violence.

For in spite of the thousands of articles written about its forms and symptoms, such as depression (a favorite), the two words "mental illness" spark a wide range of emotions, perceptions, fear and shame rooted in the very distant past. "We have come a long way in understanding and accepting physical illness, but there is still a great deal of misunderstanding about mental illnesses and prejudice against those who have an illness of the mind."

So much for the general scene. The special circumstances of official foreign service add a layer of complexity and social stigma

which can only compound the problem when it occurs. Governments do not gather data on this internal affair. An educated guess, however, is that the rate of the disorder is higher in foreign service communities than in the population at large.

The triggering effect

The stress of moving on the employees of foreign services has been well documented. More scant are studies which link it to the onset of psychotic events such as hallucinatory delirium, manic attacks, deep depressions, suicides or episodes of paranoid delusion and insane rage. That is doubly unfortunate since bipolar disorder, which alternates depression with elation, is especially sensitive to the life-style of the foreign service. As experts point out, "the bipolar brain is a bridge without give. It has not been built to withstand the stress of continual life dramas ... and the bipolar personality is best advised to stay free of life's gales." The stresses associated with a family move can be varied and intense, and therefore an effective trigger.

So powerful is the "triggering effect" that most dangerous crises have been reported within days or weeks upon arrival. These involve clear cases of bipolar disease as well as other mental disorders of diverse origin. One employee hallucinated within two weeks of arrival at the posting. Another one, with a long psychiatric past, could not cope with the birth of a child and a stressful move. Another fell into a demented anger after an especially difficult move.

"Repeats" are not only probable given the stresses of moving, but also involve a risk of increased intensity. "Mental disorders have a life of their own, a biological truth known as *kindling*." For example, the first depression or manic episode may take place after an especially stressful move (e.g., a move in conjunction with pregnancy of the spouse or the death of a parent); the second one can be triggered by a much lower stress level, such as making a suitable rental arrangement for the family home; the third one can happen with no apparent relation to the move itself. "Each time it was worse," one spouse confided, "and I found myself in a kind of repetitive nightmare. How could fate be so cruel to me?" Through personal research and extensive consultations she understood that there was no cruel destiny but rather a deep ignorance about mental issues and a naive reliance on drugs. Pills cannot override the stress of a move. "My husband should have never been re-posted; that is all there is to it. This one has destroyed our family permanently."

It is important to add that many years may pass between repeats, especially if there is

Taboos, Solitude and Human Tragedies

by N.A.E. Schwartz, Ph.D.

a long stretch of time between postings. The long period of tranquility may lead to the erroneous conclusion that the problem has cured itself by time or is permanently controlled by drugs — until another tragic move proves otherwise. Although the repeat episode is a clear falsification of belief that the patient was cured, it will not necessarily be accepted by the authorities as proof that they made a mistake.

A culture of denial

Although more likely than other organizations to face mental crises abroad, government foreign service agencies have been more reluctant than others to step into the minefield of mental assessment. All organizations, however, whether large or small, public or private, are almost studiously blind to mental illness. One has to say in their defense that it is not a subject for the faint of heart.

As noted above, popular understanding of mental illness is mainly built on prejudice and fear, with the disorder being associated with irrational reasoning, incoherent hallucinations, blood-curdling screams, frightening glares and criminal behaviours. Although these elements may be present in some cases, they are only the tip of the iceberg in a deceptive and extremely complex disease.

Contrary to popular belief, for example, the faculty of reasoning is not altered in most cases. Some psychopaths are able to communicate through words, sometimes with impeccable reasoning, sometimes with utter charm, sometimes manifesting what seems like extreme sensitivity. In fact, however, the mentally ill often have great difficulty in perceiving others as alter egos and are quite impermeable to their emotional needs and their points of view. Taking the paranoid as an extreme, the sturdiness of their delusions and their unwillingness to compromise make them attractive to the hesitant and the neurotic (that is, to most of us).

In other instances, acute crises are intertwined with long periods of “normality,” which may include brilliance and creativity. Not only is diagnosis difficult; a lot of cases fall into grey zones. It can be hard to differentiate between a personality disorder and a full-fledged psychosis which may or may not be the end of the road as the disorder evolves. No one knows when hypomania stops and full-fledged mania starts, or when a paranoid tendency becomes hallucinatory and dangerous.

The difficulty is accentuated by “fugitive” patients. Unlike the sufferers from other illnesses, those who suffer psychotic episodes are most of the time unaware of their state and reach a point where they are unable to seek help. They are not denying the prob-

lem like drug abusers and alcoholics do. These, although they deny, are sufficiently aware to cover their problems: they hide the bottles, they huddle in back alleys where they can find drugs, but they know they have a problem. Although they try to deny the severity of their ailment, they do sometimes look for help. By contrast, psychotics have lost the capacity to reach out. That should be rephrased: there is sometimes a demand but it is likely to be a demented one. (The paranoid may ask for his house to be debugged for example).

This is the core of the issue. The ailment is not visible and has to be interpreted by people who may:

1. misinterpret symptoms by trying to understand them from a “normal” perspective;
2. know very little about mental disorders;
3. have a vested interest in denying the problem as long as they can.

In the foreign service, the invisibility of the problem is reinforced by some of the characteristics of the job.

The normalization of the alien

We all tend to normalize behaviours, that is, to interpret them based on our own familiar patterns. We may blame a depression on difficult circumstances whereas the most severe cases are insensitive to social environment. Our first instinct is to give credence to the discourse of the paranoid. This manifests our desire to communicate and take words at face value. On the other hand, familiarity of words and expressions is part of our acceptance. We are more prone to finding the foreigner (the real “alien”) insane, as the one who does not speak the same words with the same emotional accent.

This normal sensitivity is muted in the case of foreign service, where there is an increased opening of the mind to differences and oddities of behaviour. “We meet quite a lot of strange characters,” one officer observed, “and we become pretty tolerant when it comes to what is said and done. It goes for the international crowd encountered on duty, but also for our community itself. We see a lot and we shut up a lot.”

“We also tend to tone down the worst crisis into a minor hurdle,” said another. “It is part of the culture to describe crazy negotiations between countries as ‘progressing slowly but well’.” This general dampening instinct is reflected in the words used to describe a severe mental crisis. “I could not believe it,” a spouse remembers. “Here he was, just out of the psychiatric ward, so drugged and zombie-like that the poor man could hardly walk. But he went to the office where he stared at the wall for days. And I

was told repeatedly ‘these things take time. He has been stressed’. Everyone acted as if it were a merely a little fatigue. I wanted to scream ‘Stop it! Stop it! He is not just a little bit tired! Can’t you see? The neuroleptics make him drool, his legs are made of leather. He cannot wake up in the morning. He does not utter a single word for days. I cannot take it! Eventually I asked headquarters to bring us back to the relief of everyone. But I remember the sleepless nights I endured before picking up the phone to follow my instinct, which meant going against local medical authorities. I felt utterly alone.”

The problem of recognition is compounded when the employee arrives at the post unaccompanied. In these situations there may be no one who can make an immediate judgment that the new arrival is behaving abnormally.

Vested interest

Vested interests also play a major part in keeping matters as quiet as possible.

The first one is shared by all managers of organizations. Over the decades there has been a growing reluctance by managers to address the employee’s private life, which is increasingly protected by Charters of Rights and judicial decisions. In many countries, personnel departments are not supposed to disclose past disturbances. As a result, explains a manager, “one has to rely on gossip and hearsay” and find a legitimate dodge for refusing an employee when there is some fear of a “repeat.”

On the other hand, employees are increasingly viewed within the narrow channel of their performance, notwithstanding their ethical and social *personae*. It is especially clear in the world of new technology where autistic engineers perform well as long as they are glued to their computer screens. The managers’ mantra that “as long as he or she does his or her task, I do not care and I do not want to know about anything else” is spreading. This attitude is expanding to embrace some borderline psychotic behaviours. Paranoia, narcissism or hypomania are now welcomed in competitive groups. Denied as “problems,” these are rebaptised as valuable qualities.

The second incentive for denying the existence of any problem is more specific to the foreign service and has to do with image. As an officer put it, “Officials of most countries can tolerate a lot of misbehaviour, such as extreme alcoholism or abuse of women. But as soon as the word ‘madness’ is uttered, everybody retreats. We avoid the issue of mental illness as much as we can. The higher the rank of the employee, the more careful we are.”

The third is also specific to the foreign service. There are several lines of authority involved in posting an employee abroad. Politicians, in the case of ambassadors, the personnel office, the head of post and health authorities are all involved in declaring someone "fit" for the service. This means, in practical terms, that points of view are likely to differ and accountability is bound to fall between the cracks. In other words, the crisis, however intense, will tend to be played down and denied as much and for as long as possible.

Companions and families at the crossroads

In practical terms this means that it falls to the companions, where they exist, to make a diagnosis, as well as to alert the authorities and deal with them, provided of course that they 1) are themselves aware of what is happening, 2) are not misinterpreting it, 3) are not themselves in total panic, 4) know whom to consult and call, and 5) understand the politics well enough to counter the vested interests. This is indeed a lot of responsibility on the shoulders of those who are not employees of the organization and whose role is not well defined.

It would be a mistake to believe that the companions are more likely than any one to

notice dangerous changes in the behaviour of their spouses. They do not miss repeats, but when the crisis occurs for the first time, the companions are probably as much in a denying mode as anybody else.

At the opposite end of the spectrum, some spouses may be all too willing to attribute to insanity any strange behaviours of their spouses, especially if another partner is involved. A surge of random libido may indeed signal the onset of a severe mental crisis. To tell the difference between the "divine madness," as Jung called it, and an exploded mind involves a careful monitoring of other symptoms which may not be apparent to the non-specialist.

The judgment of the companion may also be impaired by guilt, panic and anger. Mental crises trigger a spectrum of feelings within the family which are confusing at the very least, especially when one has to face them alone, upon arrival in a foreign country. Furthermore, seasoned spouses have learned that in the tight-lipped world of the foreign community, displays of emotion are not only unwelcome but can boomerang in a devastating way. If the disorder implies any kind of abuse, the spouse risks being subjected to the same tribal law of silence which is so pervasive in the ranks of the military, as revealed by a recent Canadian report pre-

pared by the Family Violence and the Military Community research teams of the Muriel McQueen Fergusson Centre for Family Violence at the University of New Brunswick and the RESOLVE Violence and Abuse Research Centre at the University of Manitoba.

The issue of medical care, training and accountability

The obvious recourse for a distraught and confused companion is the embassy doctor, when there is one. In foreign services, this officer is usually the link to medical authorities who gave a green light to posting the employee. In the best of worlds, and it does occur, the doctor on staff would have a clear duty to help families abroad, would be open-minded, well read in psychiatry, familiar with the patterns of "repeats" and be in red alert contact with the authorities at headquarters, especially in the first weeks after the arrival of the new officer. On the other hand, other combinations emerge and tragic stories are heard, ranging from refusal of help to disastrous interventions.

One companion remembers: "We had just arrived on posting and were still camping in the house. Life seemed so wonderful. My husband seemed more alive than usual, so charming. He kept talking, which was a nice

Marsh Private Client Services

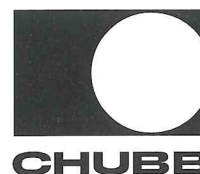
PERSONAL INSURANCE COVERAGE WHILE ABROAD

We at Marsh Private Client Services, in partnership with Chubb Insurance Company of Canada, have a range of programs specifically designed to meet your overseas personal insurance needs.

At Marsh Private Client Services we think you're special.

Marsh Private Client Services
ENCON Group Inc.
Suite 700, 350 Albert Street
Ottawa, Ontario, K1R 1A4
Tel: 613-786-2100
Facsimile: 613-786-2121
Toll Free: 888-234-7397

**INSURE
YOUR
WORLD
WITH**

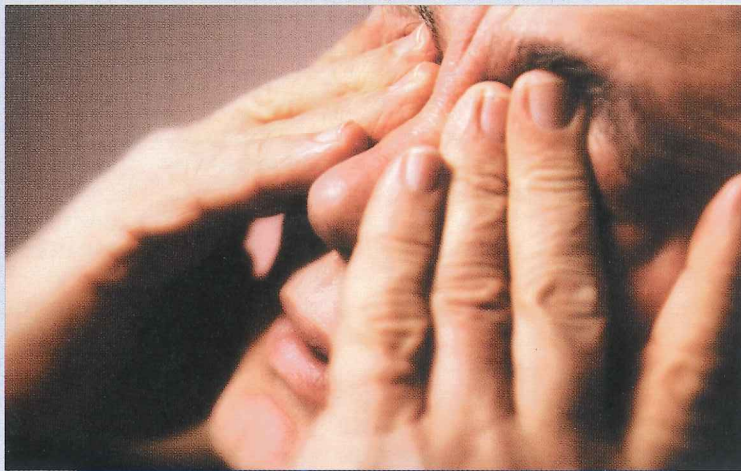


change from the rather silent and remote character he usually was. But I began to be worried when sleep eluded him night after night. In the back of my mind, I felt that something was really going wrong, especially since I had heard vague hints from my in-laws that he had a 'nervous breakdown' when he was a teenager. When it reached six nights in a row without sleep, I phoned the doctor of the embassy and confided to him my worries, begging him to prescribe some sleeping pills. I was told in so many words to mind my own business. Two days later I met that doctor for the first time, in the psychiatric ward where my husband, hallucinating, had been taken in a straight-jacket. The doctor never acknowledged to the authorities that I had given advance warning, and had the gall to describe me as 'a problem spouse' in his written assessment."

"She was lucky in a way," another spouse commented, "for in my case, and although there has been a trail of documented psychiatric episodes, I had to face a more borderline issue upon arrival. There was no repeat of the delirium experienced in a previous posting, but there was an uncharacteristic anger at me who had just left the hospital after serious surgery. I phoned the doctor of the embassy to ask him to try to talk to my husband and refer him to a psychiatrist. The doctor reacted angrily and refused to talk to me. He insisted on describing the issue as a personal matter. Psychiatrists I consulted when I came back had a different view. One told me that I was lucky to be still alive."

In another instance a doctor denied there was any case of depression and potential suicide, relying on a diagnostic learned decades earlier: "Does he eat? Does he sleep? Does he function?" Since the companion answered "yes" for her spouse *in absentia*, she was told that there was obviously no problem (although sleeping required pills and "functioning" was anything but normal).

When the local doctor is unable or unwilling to help, one can call medical authorities in headquarters directly. In the best of cases there are psychiatric specialists on call, along with dedicated units in headquarters whose assignment is families in difficulty abroad. But distance makes it especially difficult to assess the situation. Bringing back the family may seem an obvious solution, although



**"The insane has
lost everything
but reason."**

in some cases the stress of another move may do more harm than good. In other cases, medical headquarters may turn a blind eye to the issue in order to dodge legal responsibility. In one instance it had reduced drastically the dosage of drugs that an officer had taken for two decades just prior to a move, which turned into a major crisis. There was no debriefing of the spouse on her return, and no offer of medical assistance, even though she came back suffering herself from a severe post traumatic disorder.

In brief, all too often, the distraught family is on its own. As one spouse remembered: "I just opened the phone book and started calling every psychiatrist in driving distance."

Local Care

Luck cooperated in this case, for she spoke the language of the posting fluently and was able to seek the help she needed, which happened to be excellent. In most cases, however, finding the appropriate care is difficult and emotionally overwhelming. As all employees of the foreign service know, health issues ratchet up a few notches when abroad. Language is especially critical when there are no broken bones to be seen or blood pressure to be measured. The psychiatric disorder must be described with words which carry different meanings between cultures and countries.

And the quality of available care differs vastly between countries. In some, psychiatric hospitals have been used as political jails. Some countries are too poor to keep updated on the exploding field of psychiatry. In those cases, repatriation is the only viable choice, provided, of course, that the disorder is recognized for what it is.

Even between countries where quality is generally at par, the situation may not be much easier. To start with, there are wide variances in diagnosis and

therefore in treatment. Schizophrenia, to give one example, does not have the same meaning in Europe as in North America. These general difficulties of communication are compounded by more subtle problems when it comes to declaring a diplomat insane. A spouse recalls her first visit to the opulent office of a local psychiatrist. There were no problems of language or the sophistication of care, and she felt confident explaining the long psychiatric past of her spouse. She was flabbergasted when the doctor bent over his desk toward her and said, "I think that your government would only post an elite person with superior skills."

He then gave her a recital of all the important people he knew and offered his expensive services to focus on her problems. She nearly accepted, feeling that she maybe was becoming insane, when a psychiatrist telephoned from her home country at the request of her family. "Face it," he said, "Your husband is psychotic. Get the hell out of there as quickly as possible."

The care of the community

In some instances, departure is difficult for complex reasons involving children who, themselves isolated, are suffering an uncommon ordeal of quite a different kind. (The special problem of children requires a separate chapter.) In these situations support from the community at large is vital for the spouse. We are only beginning to understand the ordeal of families who have to face mental disorder in one of their members. Because mental illness attacks the core of communication, one expert explains, there is no way that the supporting family can pull through unless it can replenish itself within a larger community. Psychiatrists themselves (perhaps especially) need to go back every evening to a loving, caring, normal family life. The need is widely recognized, and there are now many support groups which help

families to face crises as they come. Abroad, these groups, where they exist, may be difficult to join, owing to language in the first instance, but also because of the sensitivity of the issue. Diplomatic companions, although not employees, must abide by the rules of diplomacy and keep the dirty laundry within the community. This makes them totally dependent for desperately needed psychological support on the open-mindedness, good will and kindness of this small group.

What one gets is a matter of luck. Communities range from the most compassionate and caring, to cold ones which leave the companions alone to face an impossible situation that legally may qualify as a *failure to lend assistance to a person in danger*.

Policies

The word "luck" applies to far too many aspects of these situations, for it is the absence of clear policies and accountability that leaves the unfortunate spouse and family to dependence on luck or its lack.

Needless to say, every combination of the above has been encountered, from those who experienced total disaster to those who found help along the way. It ought not be necessary to add that the issue will sooner or later explode, forcing panicky managers and doctors to draft and enforce policies, or a court

to do it for them, as in the recent case of the Ottawa transit system murders. Prevention is always better than cure. What might be done by management?

1. Recognize that a problem exists.

Acknowledge that mental illness occurs, and is probably present, in the organization. This will become increasingly acute as new laws in Canada seem likely to make it impossible to deny employees the right to go abroad on the basis of past experiences. Thus, even a person diagnosed with a mental illness cannot be denied a posting on that ground. The organization will have to be prepared to cope with the consequences of a "repeat."

2. Acknowledge it as a genuine malady.

Mental illness should be recognized as a physiological ailment. "There is so much suffering in mental illness!" sighed a retired psychiatrist. Former patients agree, as biographies begin to describe the ordeal as it is lived from the inside.

It should also be noted that, contrary to popular belief, serious mental illness is not necessarily a career-limiting disorder. A study conducted by the Boston University Center for Psychiatric Rehabilitation on 500 professionals and

managers who have, or have had, a serious mental illness, showed that 73% were able to achieve full-time employment in occupations that ranged from those for semi-professionals, such as nurses, case managers and administrators, to lawyers, professors and CEOs. Sixty-two percent of the survey respondents had held their current position for more than two years.

3. Ensure care for the entire family when abroad.

The nature and special requirements of foreign service life demand a fully conscious recognition that 1) a mental disorder in the posted employee affects families, who are at the forefront of the problem and dealing with its consequences, 2) that there is no solution other than the provision of extended and professional support to the families, and 3) that the employer has a responsibility to the family unit.

This means not only a radical change in attitudes, but also extensive change in the training and preparation of all persons involved, including especially the embassy doctors. Heads of post who are titularly responsible for the well-being of families abroad should be sensitized to an issue that will no longer remain under cover. Furthermore, because they are not themselves immune to dysfunction, the second in line and staff should be given training to recognize early symptoms.

Special attention should be given to the case of repeats, especially in the first weeks of a new posting. It must also be understood that afflicted officers may need to be protected from themselves, not only in the obvious cases of depression and suicide but also in borderline situations which can have disastrous long-term consequences for their lives.

Caring for distraught families upon their return should involve:

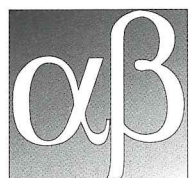
- a debriefing by health authorities,
- a careful monitoring of post-trauma impacts,
- a continuum of counseling and care.

4. Learn from the past so as not to repeat it.

These are only some suggestions. A serious inquiry into past problems, leaving no stones unturned, should be the basis for developing much needed policies. ☺

N.A.E. Schwartz is a consultant on public policies, specializing in ethics and working conditions within large organizations (naeschwartz@hotmail.com).

Protect your home and investment with the



CANADA

Alpha-Beta Group Inc.

E-mail: alpha-beta@intranet.ca

945 Pinewood Crescent
Ottawa, Ontario K2B 5Y3

Phone: (613) 596-5880

Facsimile: (613) 596-3019

Residential Property Management

- lease / rent your property
- tenant placement services
- security checks
- maintenance inspections

Call us for an active, professional approach to property management. We know residential & commercial construction, the Tenant Protection Act and municipal zoning regulations. We can draw up an agreement to meet your own specific needs. For more information call us at (613) 596-5880.

Lorsque la mort se joint à l'éloignement ...

par Jean Gauthier

Le dicton veut qu'uniquement deux choses soient certaines dans la vie: les impôts et la mort. Même à l'étranger, nous ne pouvons échapper ni à l'un, ni à l'autre. Si le premier est de plus en plus supportable, le second nous rappelle vite à l'ordre.

En moins de trois mois, quatre Canadiens de la mission ont appris que nous devions tous éventuellement perdre qui un père, qui une mère, et parfois peut-être les deux presque en même temps. Nos familles, au Canada, pensent qu'elles ont le plus gros du fardeau mais être à l'étranger nous rend peut-être les choses encore plus difficiles ... du moins le pensons-nous. À l'étranger, lorsque cette réalité nous frappe, nous réalisons vite que rien de notre quotidien nous rattache à la réalité que vivent les autres membres de notre famille: bien que nous fassions face aux mêmes situations, nous vivons dans un autre monde et le nôtre est loin...!

État de santé critique

À trois reprises en moins de dix ans, et toujours à l'étranger, l'absence de réponse à un appel téléphonique aura été à l'origine des mauvaises nouvelles. Les deux premières fois, il n'y avait rien que nous puissions y faire et, malgré tout, tout est rentré dans l'ordre sans que j'aie pu me déplacer. La dernière fois aura été toute aussi difficile mais, cette fois-ci, il n'y a pas eu de retour.

Une bonne soirée, vous appelez à la maison, pas de réponse. Vous essayez un frère, une soeur, pas plus de réponse. Vous tentez de rejoindre une troisième personne ... encore bredouille. C'est impossible, quelqu'un devrait être là: il y a quelque chose qui cloche, ils ne peuvent tous être sortis! Par chance, vous recevez tout à coup un courriel laconique d'un ami de votre soeur:

«Votre père est entré d'urgence à l'hôpital. Elle communiquera avec vous dès qu'elle le pourra». C'est tout, pas d'information sur l'hôpital ou la cause de l'hospitalisation.

Alors commence la première station de votre calvaire. Un habitué de la cueillette de l'information, vous ne savez plus par quel bout commencer. Dans quel hôpital est-il? Est-il aux urgences ou aux soins intensifs?

Puis la famille vous rejoint finalement et vous déferle ses mauvaises nouvelles. Coup de massue, vous devez prendre sur vous et accumuler tous ces renseignements pour mieux les digérer plus tard. En ce moment, tout ce que vous voyez c'est votre père dans son lit d'hôpital, souffrant, et surtout loin et pour lequel vous ne pouvez strictement rien. On vous rassure malgré les nouvelles et même si l'on ne vous cache rien, vous avez

le sentiment que quelque chose de grave se trame et que vous êtes sur la rive à voir venir le raz-de-marée. Vous voulez clarifier la situation et vous voulez parler à votre père. Mais avec le fouillis dans les hôpitaux au pays, il faut s'y prendre de bonne heure et y passer la soirée. Vous devrez aussi aviser les enfants, mais de vive voix: «Ton grand-père se meurt et est à l'hôpital» n'est pas le genre de message qu'on laisse sur un répondeur. Toute votre diplomatie et votre sang-froid, ou du moins ce qu'il en reste, seront mis à rude épreuve car eux aussi veulent des réponses précises à leurs nombreuses questions. Nous pensons tous aux mêmes questions et n'avons pas de réponses.

Enfin, la conspiration du silence et de l'inexactitude se termine lorsque vous apprenez que votre père sortira sous peu de l'hôpital ... il irait mieux même si sa santé n'est pas rutilante. Dans

notre coin du monde, deux éventualités sont possibles: votre père décède immédiatement avant de quitter l'hôpital ou il rentre passer ses derniers jours chez lui. Dans le premier cas, vous vous mordrez les pouces de ne pas avoir pris le premier avion disponible. Mais qui aurait pu prévoir ou même vous émettre le certificat demandé par la DSE 54? Dans le second, vous poursuivez vos activités normales et préparez des «vacances». L'anxiété et une certaine morosité ne vous quitteront pas car vous narguez constamment une question, à laquelle seul le temps pourra trouver une réponse adéquate: «Arriverai-je à temps?»

Est-ce grave et devriez-vous penser rentrer immédiatement à la maison? Alors que les DSE ont changé au fil des ans, quels sont les règlements? Toutes ces questions vous trottent dans la tête et malgré toutes les sessions d'information pré-affectation vous semblez tout avoir oublié...

L'impuissance, la frustration et surtout l'anxiété s'installent. Vous qui dans votre pays d'accueil savez à qui poser n'importe quelle question, tournez maintenant en rond. À qui poser la première question? Mais quelle est cette question? Vous vous sentez seul, désespéré.



Arriverai-je à temps pour avoir cette discussion que vous avez toujours voulu avoir avec votre père et au cours de laquelle tout ce que vous voulez lui dire est combien vous l'aimez, combien vous appréciez tout ce qu'il a fait pour vous ... Aurais-je assez de temps, ou sera-t-il lucide assez longtemps, pour que je lui dise tout ce que je veux lui dire? Autant de questions qui vous trottent dans la tête et qui peuvent accaparer vos soirées, vos nuits, vos journées libres (ou ce qu'il en reste avec le sur-temps qu'on vous demande de faire) ...!

Il vous faudra aussi trouver des billets d'avion, faire des réservations d'hôtel ou de pension, et tout ce que cela nécessite. Les choses devraient être relativement faciles bien que dans certains pays, il n'y a pas de vols vers le Canada ou même vers l'Europe tous les jours. Si vous voulez partir au début de la saison estivale, bonne chance car vous vous y prenez peut-être un peu tard! Vous avez peut-être trouvé moyen de quitter la mission, mais les portions qui vous permettraient de rentrer rapidement au pays sont comblées. Si votre père était mort, cela serait différent; mais, Dieu merci il ne l'est pas encore ce qui veut dire que pour les billets, il vous faut du «wasta»....

Côté logement, de façon générale, vous devrez oublier pouvoir aller vivre chez Papa ou Maman. Vu leur grand âge et des besoins réduits, ils ont emménagé dans un petit logis qui leur suffit mais qui ne leur permet pas d'avoir des visiteurs à coucher. Il en va de même pour la famille.

À la mission, devriez-vous le dire à tout le monde ou garder pour vous cette peine? Outre le chef de mission, ne serait-ce que pour les besoins de la DES 54, à qui d'autre expliquer ce qui se passe? Qui est vraiment intéressé? Pourquoi, de plus, devrions-nous dire à qui veut l'entendre ce qui vous ramène au pays: pourquoi ne pouvons-nous pas, en ce moment difficile, garder le tout pour nous?

Enfin c'est le départ. Deux ou trois semaines se sont écoulées depuis l'annonce fatidique et vous êtes maintenant prêt pour rentrer au bercail. Ce ne seront certes pas des vacances même si «cela va vous changer d'atmosphère». Le voyage peut vous permettre de prendre enfin du recul ou tout simplement vous acculer au mur : les pires supputations sont faites et vous vous attendez à la catastrophe.

Veiller au chevet

À l'arrivée, quelle joie de voir son père toujours vivant et lucide. Mais comme il a changé! Le curé, venu lui donner les derniers sacrements, et le médecin, qui lui fait signer un certificat de «non-réanimation», vous rappellent à l'ordre. Sa situation est donc grave et c'est vraiment la fin. Ou du moins, tout y laisse croire.

L'impuissance et l'anxiété des premiers jours est dissipée: vous pouvez enfin avoir quelque réponse «pertinente». Avec le médecin traitant vous avez votre première conversation «intelligente» sur son état de santé et, même si vous vous y attendiez, les commentaires vous assomment. Vous arrivez juste à temps, à temps pour le voir mourir ... L'anxiété et l'impuissance, devant l'inconnu et l'absence d'information, font place à l'impuissance et au désespoir devant votre inhabilité à changer quoique ce soit, devant l'inéluctable. Alors qu'avant votre départ de la mission vous vous demandiez si vous arriveriez à temps, maintenant vous devez déterminer quel sera le meilleur moment pour lui exprimer votre amour.

Papa avait décidé de rester à la maison. Les soins palliatifs, même à courte distance de la maison, étaient trop impersonnels. Pour faciliter ses dernières heures, le CLSC lui offre tout ce dont il a besoin : lit d'hôpital, visites d'infirmières et de médecin à domicile, aide-infirmier, ergothérapeute, etc. En fait, il a chez lui le même (in)confort qu'à l'hôpital à la seule différence qu'il est vraiment dans «ses» affaires.

En fait, pour nous de l'étranger, il n'y a pas grand différence entre l'hôpital et la maison. Vos frères et sœurs peuvent maintenir un semblant de normalité grâce au téléphone et aux amis : les leurs ne vivent pas aux antipodes comme les vôtres, selon les aléas des affectations et des voyages ministériels. Ils ne sont généralement pas étrangers dans cette ville que vous avez quitté depuis belle lurette. Alors vous patientez. Vous offrez des suggestions mais on vous répond «les choses se passent différemment au Canada, ce n'est pas comme en Afrique, ou ailleurs».

Une pièce devient celle du malade et cela transforme la maison. Lorsque papa est lucide, nous passons tout notre temps avec lui: le silence des vieux complices meuble beaucoup d'heures. À son réveil, nous nous attroupons autour de son lit et tentons de l'égayer quelque peu. Vous réussissez toutefois à vous sentir utile lorsque vous vous substituez à l'aide-malade : vous êtes capable de prendre soin de lui, de lui donner son bain, de lui faire prendre ses repas ou du moins lui faire avaler le peu qu'il mange. Vous le rasez, lui peignez les cheveux et lui redonnez l'impression qu'il est tout pour vous. Les brèves heures de lucidité vous permettent de parler du passé. Il s'intéresse aussi à l'avenir: le vôtre ne compte plus, c'est celui de ses petits-enfants qui prime. Ces très courts et très rares moments meublent en partie nos journées. Vous vivrez ou observerez, de loin, de très beaux moments: ses entretiens en tête-à-tête avec Maman, un souper familial de la fête des Pères, et enfin sa dernière journée de quasi-lucidité, celle de votre anniversaire de mariage.

Notre monde quotidien étant à l'étranger, nous n'avons rien d'autre à faire que d'attendre. Attendre ces moments où il sera éveillé ou lucide, attendre l'heure des repas, attendre l'heure assez tardive du coucher.

Dans une telle situation, ne pas être dans ses affaires pour une période prolongée a aussi des inconvénients particuliers : se trouver un logement n'est pas toujours chose facile et les hôtels deviennent vite hors de prix. Heureusement, il existe de plus en plus de «couette & café» (Bed & Breakfast) et leurs proprios se sont regroupés en association, ce qui rend les choses un peu plus faciles si vous devez prolonger votre séjour et ainsi changer de place.

Après les examens, les enfants sont avec vous et ils devaient rentrer à la mission. Que faire de deux grands gars de 16 et 18 ans qui n'ont, comme nous, rien d'autre à faire que d'attendre? Il faut aussi penser à les loger : vous les envoyez chez des amis ou de la parenté, loin du drame, et vous vous libérez d'un fardeau; eux, ils se sentent exclus, mis de côté et s'inquiètent tout autant.

Cependant, qui peut prévoir la durée d'une phase terminale? Quoi faire? Partir pour devoir retourner chemin faisant? Rester mais sans que «rien» ne se passe et être encore dans l'«attente de la fin»?

C'est peut-être la fin, mais pas pour ceux qui restent derrière ...

Enfin, une nuit alors que tout est calme, la lutte est terminée. Vous vous retrouvez, toute la famille, au pied du lit et attendez que les procédures administratives soient terminées. La police, Urgence-Santé et enfin les services funéraires. Toutes ces années à faire du consulaire vous ont préparé à passer cette nuit difficile : le choc viendra après les formalités. Votre calme est désarmant pour votre famille mais pour vous, enfin vous êtes dans un de vos éléments.

Après avoir annoncé la nouvelle à la parenté, aux amis de la famille, vous vous retournez vers vos collègues et amis: mais personne n'est là car ils sont soit en vacances, soit à l'étranger ou à la mission. Au salon, vous devrez être là pour la parenté qui sait qui vous êtes mais que vous avez perdu de vue: vous voyagez tellement! Il y a aussi ces amis de vos parents, ceux de vos frères et sœurs et enfin les rares de jadis ou du Ministère. Mais au ministère, ces soirées sont vues comme réservées à la famille, aux proches. On oublie trop souvent que ces visites au salon sont pour les survivants et non pour le disparu.

Il n'y a aucune différence que nous vivions au pays ou à l'étranger lors des funérailles. Vous ne voyez pas passer les journées et tout à coup l'oisiveté revient: après l'enterrement, vous êtes seuls et devez faire face à une nou-

velle réalité. Il vous faut maintenant recréer une vie familiale, mais cette fois il y manque un gros morceau.

Vous voulez profiter des quelques jours qu'il vous reste de ce congé pour mettre en branle le règlement de la succession. Mais, pourquoi voulez-vous vous presser ainsi? Vous devrez attendre d'avoir les documents officiels et cela ne se fait pas en criant ciseaux! Alors, vous voyez au retour à la mission et aux moyens pour régler de loin les nombreuses questions juridiques et administratives.

Le départ ne sera facile pour personne, mais surtout pour Maman qui sera dorénavant fin seule. Frères et soeurs retourneront à leurs occupations tandis que vous vous expatrierez encore une fois. Toutefois, tous se déplaceront pour cet «au-revoir et revient le plus tôt possible». Le voyage de retour sera encore une fois l'occasion de refaire le point. Vous vous demanderez pourquoi êtes-vous au loin et pourquoi ne pourriez-vous pas trouver un moyen pour passer plus de temps avec votre mère. Mais rien à faire, tout le monde a une vie à vivre et voilà votre destin: vous servez à l'étranger.

À la mission, ce sont les longs visages, les questions d'intérêt personnel mais aussi la

fameuse question : pourquoi ne nous l'avez-vous pas dit plus tôt? C'est à ce moment que vous commencerez vraiment à vivre votre deuil : lorsque vous vous retrouvez avec des gens du quotidien, avec votre monde à vous et que vous réaliserez vraiment que tout n'était pas un rêve mais bien la réalité. Tous s'empresseront pour vous offrir leur plus sincères condoléances mais tout ce que vous avez en tête, c'est de refaire le puzzle qui vous a mené de la naissance à cette mission.

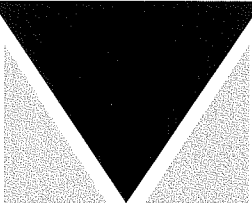
L'intérêt et la sincérité des sentiments y est certes. Il y a ceux qui vous disent que seul le temps (et plusieurs années) permettent d'accepter la pilule. Il y a les autres qui, dans l'attente d'un sort identique, ne veulent pas en savoir trop ou ne savent pas trop comment aborder la question. Enfin, il y aura peut-être un collègue qui trouvera l'occasion, le temps et surtout les mots pour vous faire déballer votre trop plein. Il prendra le temps de vous écouter et, par ses silences et ses encouragements, vous permettra de réfléchir sur ces magnifiques années passées avec votre père.

Cependant, ce n'est pas parce que vous êtes à la mission que la famille n'existe plus, au contraire. Vous ne pouvez couper les ponts du jour au lendemain parce que vous

êtes maintenant à quelques 16 heures de vol. Vous appelez au début peut-être tous les jours, puis ce sera à intervalles réguliers, mais un peu plus que par le passé, avant l'événement. Il y aura de ces appels qui vous font mal au coeur, car ils vous rappelleront trop de souvenirs, ceux qui se feront à l'occasion d'anniversaires ou pour souligner quelque chose en particulier. Mais à chaque fois, le pire sera, si vous êtes un bon écouteur, de savoir quand Maman aura la larme à l'oeil, quand elle pleurera en quasi silence et quand, franchement, elle éclatera dès que vous aurez déposé le receveur.

À l'étranger, il n'y a pas de remède: vous ne pouvez pas, la fin de semaine venue aller lui rendre visite. Tout ce que vous pouvez faire: placer un autre appel... Comme vous voudriez pouvoir dire «Beam me home, Scotty!» et être à la maison en l'espace d'un clin d'oeil! Mais nous ne sommes pas sur l'Enterprise et nous devons faire face à la réalité qu'est perdre un être cher quand on vit à l'étranger. ☹

Jean Gauthier a servi à Koweït, au Caire, à Bagdad, à Dar es Salaam. À la Centrale il était jusqu'à sa présente affectation à Riyad, directeur adjoint à GAF.



MYERS CAR RENTALS

1200 Baseline at Merivale
Ottawa, Ontario K2C 0A6
Direct Line Phone (613) 225-8006

Fax # (613) 225-6005 or 225 2231
email: rentals@myerschevolds.com
www.myerschevolds.com

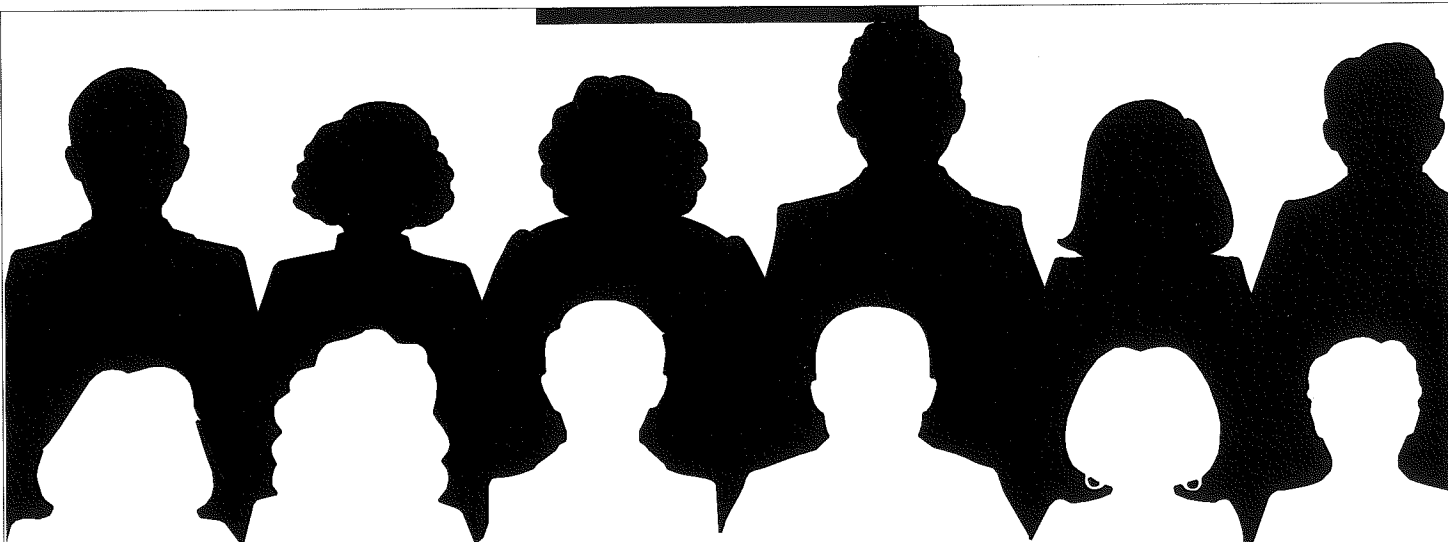
SALLY BRADLEY, MANAGER

DAILY ▼ WEEKLY ▼ MONTHLY ▼ LONG TERM

We Have...

- ▼ Special Gov't Approved Rates for Business or Pleasure
- ▼ All Sizes of Cars, Vans, Minibuses
- ▼ Pre-arranged Airport and City Pick-Up
- ▼ Courtesy Baby Seats Available
- ▼ Cell Phone Rentals Available

VISA ▼ MASTERCARD ▼ AMERICAN EXPRESS ▼ enROUTE



COUR CRIMINELLE INTERNATIONALE

Dans le feu de l'action : Philippe Kirsch

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a lancé un site Web éducatif destiné principalement aux enseignants et aux étudiants de niveau secondaire au Canada, mais dont une grande partie du contenu pourrait aussi intéresser un auditoire plus vaste. Canadians in the World/ Les Canadiens dans le monde compte tout un éventail de sujets, notamment du matériel original conçu pour Internet et des versions Web de documents imprimés et audiovisuels. Dans le cadre de ce projet, on a demandé au journaliste et écrivain Clyde Sanger d'actualiser son livre de 1988 intitulé Canadians and the United Nations/ Les Canadiens et les Nations Unies. Le profil de Philippe Kirsch sera affichés sur Canadians in the World (<http://www.canschool.org>) et Les Canadiens dans le monde (<http://canecole.org>).

Hector Mackenzie

Les origines de la Cour criminelle internationale, dont la création fut sanctionnée à la Conférence de Rome présidée par l'avocat canadien Philippe Kirsch, en juillet 1998, remontent plus loin qu'aux procès de Nuremberg de 1945-1946, puisqu'il faut en lier la genèse au Pacte Briand-Kellogg de 1928. En vertu de ce Traité général de renonciation à la guerre, signé à Paris, 63 pays renonçaient à la guerre comme instrument de politique nationale, même si le Pacte

autorisait l'autodéfense et une riposte collective de la part de la Société des Nations. En août 1945, des représentants des États-Unis, de l'Union soviétique, de la Grande-Bretagne et du gouvernement provisoire français signèrent à Londres un accord incluant la charte d'un tribunal militaire international créé pour traduire en justice les principaux criminels de guerre des puissances de l'Axe. Plus tard, 19 autres pays contresignèrent cet accord, sur la base duquel furent tenus les procès de Nuremberg et de Tokyo.

Le tribunal rejeta l'argument présenté par les avocats de la défense voulant que seul un État, et non des particuliers, puisse être reconnu coupable de crimes de guerre et déclara que c'est seulement en punissant les particuliers qui commettent des crimes de droit international que l'on peut faire respecter les mesures d'application de ce droit.

L'historique de la Cour criminelle internationale (CCI) depuis 1946 est rappelé ici par Philippe Kirsch, qui en 1998, était juriconsulte auprès du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et qui est maintenant ambassadeur du Canada en Suède.

Entré au service juridique du ministère des Affaires extérieures en 1972 et affecté au Pérou un an plus tard, il s'est retrouvé parmi les participants de l'importante Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer tenue à Caracas, car il était parmi les rares avocats canadiens qui parlaient espagnol. Pendant deux ans, il s'occupa à Ottawa des relations avec les États-Unis sur les questions environnementales, «un dossier intéressant, même à cette époque». Il ajoute :

«Durant tout le reste de ma carrière, j'ai partagé mon temps entre le droit et les relations multilatérales, combinant parfois les deux.» Depuis 1993, il avait présidé de nombreux comités des Nations Unies et d'autres organes internationaux, et avait travaillé à des dossiers comme la protection des victimes de la guerre, la sécurité du personnel des Nations Unies et l'élaboration d'une convention pour la répression des attentats terroristes. Il avait également présidé la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il était donc la personne idéale pour remplacer le diplomate hollandais Adriaan Bos, qui avait présidé les réunions de New York, lorsque celui-ci tomba malade.

«On ne m'a prévenu que quelques semaines à l'avance que j'allais devoir présider la Conférence. Juste avant, je devais plaider devant la Cour internationale de justice dans l'affaire de la saisie du bateau de pêche espagnol Estai, une tâche qui m'occupait à 150 p. 100! De fait, j'ai lu le texte du statut qui était proposé dans l'avion qui allait de La Haye à Rome et j'ai manqué la deuxième série d'audiences dans l'affaire de l'Estai. Adriaan Bos m'avait appelé, et je pensais qu'il voulait que je prépare quelque chose sur un sujet donné en prévision de la Conférence. Au lieu de cela, il m'a dit : «Écoutez, je dois me faire opérer. Pourriez-vous présider à ma place la Commission plénière?» J'ai répondu qu'à mon avis, ce n'était pas une bonne idée, étant donné que je n'avais pas participé aux négociations précédentes [qui portaient sur la création de la Cour]. Mais il me dit : «Vous êtes sans doute la seule personne qui ferait l'unani-

mité." Nous avons convenu qu'il chercherait à savoir ce qu'en pensaient les délégations, alors que moi, de mon côté, je vérifierais auprès du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, au cas où cela poserait un problème. Il communiqua avec Hans Corell, le conseiller juridique des Nations Unies. Cela prit une semaine ou deux. Je n'en savais pas assez sur le poste pour imposer quelque condition que ce soit.»

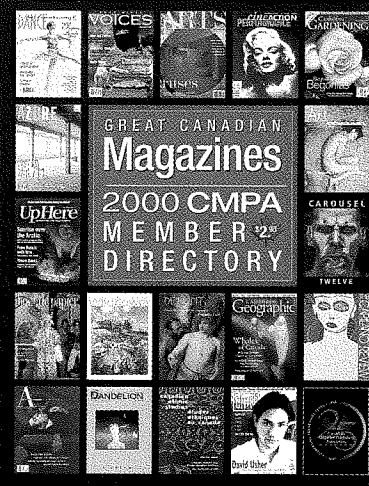
Quoi qu'il en soit, il prit fermement les choses en main et imposa ce qui était, pour les Nations Unies, une méthode inhabituelle d'élaborer un texte — probablement la seule méthode susceptible de produire un document avalisé par 148 délégations dans un délai aussi bref que cinq semaines. La méthode habituelle, utilisée par exemple lors des négociations de la Convention sur le droit de la mer, était de produire un texte truffé de passages entre crochets. Ces crochets indiquent les points de désaccord et peuvent entourer un nombre illimité d'énoncés remplaçant partiellement ou complètement certains articles. Philippe Kirsch explique sa méthode : «J'ai délibérément écarté la méthode utilisée pour la Convention sur le droit de la mer. En effet, lorsque j'ai pris connaissance du statut, où l'on comptait pas moins de 1 400 passages entre crochets, c'était un texte extrêmement désorganisé —

très riche, certes, mais impossible à utiliser comme base des négociations. J'ai donc pensé : "Impossible de travailler avec cela et impossible de travailler avec des passages entre crochets, parce que si l'on essaie de les éliminer un par un, on n'y arrivera jamais en cinq semaines.»

«Donc, lors de la première réunion que j'ai présidée à Rome, à laquelle assistaient les 12 ou 15 coordonnateurs, j'ai dit : "Il y a une chose sur laquelle j'aimerais insister tout particulièrement, c'est la nécessité de ne jamais, j'insiste bien, jamais, laisser les délégations élaborer un texte. C'est vous qui le faites. Vous écoutez ce que les délégations ont à dire et vous prenez les propositions écrites en considération, ce qui vous permet de préparer un texte 'en devenir'. Au début, vous pouvez présenter diverses options qui peuvent être discutées, mais vous ne déposez jamais un texte où il y a des passages entre crochets. Vous allez apporter des modifications à votre texte puisqu'il est 'en devenir', mais ne redonnez pas le crayon aux délégations." Tout au long de ma carrière, j'avais pu constater qu'il était beaucoup plus facile de mettre certaines parties d'un texte entre crochets que d'enlever les crochets. De fait, j'ai appliqué la méthode que j'avais suivie pendant au moins 15 ans, chaque fois que je présidais un groupe.»

Il ne rejeta cependant pas le statut élaboré provisoirement au cours des réunions de la Commission préparatoire. Comme le reconnaît Philippe Kirsch, ces réunions avaient permis d'accomplir des progrès notables : définir la structure générale du statut final; établir un cadre propice aux maillages entre des régimes juridiques différents, notamment le droit civil et le droit pénal; et parvenir à un accord sur l'importante question de la «complémentarité», c'est-à-dire de la relation entre les tribunaux nationaux et la CCI.

Philippe Kirsch explique ainsi la raison d'être de la CCI : «La création de la Cour criminelle internationale est en fait le point culminant d'années d'efforts consentis pour remplacer une culture de l'impunité par une culture de la responsabilité. Le processus a été lancé sérieusement à Nuremberg et à Tokyo, mais ensuite, la guerre froide a restreint les avenues de coopération entre les principales puissances, et en ce qui concerne les sanctions à l'égard de criminels, les choses sont restées au point mort pendant longtemps. C'est la raison pour laquelle des gens comme Idi Amin Dada et Pol Pot ont pu commettre des crimes absolument horribles sans jamais même courir le risque d'être traduits en justice. Ensuite, la fin de la guerre froide eut deux conséquences : premièrement, les principales puissances recommencèrent à coopérer, mais la stabilité que l'on avait connue durant la guerre froide fut remplacée par une multiplication de conflits ethniques, au cours desquels des crimes particulièrement odieux furent commis. La reprise d'une certaine collaboration entre les États et le besoin qui se faisait clairement sentir aboutirent à la création de deux tribunaux spéciaux qui, d'une certaine façon, se révélèrent plus efficaces que prévu au début. Mais ces tribunaux ont leur limite : ils sont censés juger certaines affaires précises, mais non des actes criminels commis ailleurs par la suite. De plus, ils n'ont aucun effet dissuasif, sauf peut-être dans le cas de la Yougoslavie, pour empêcher que des crimes soient commis sur le même territoire, parce qu'aucune date butoir n'a été imposée, comme ce fut le cas du tribunal pour le Rwanda. Il y avait également un obstacle d'ordre plus institutionnel. Ces deux tribunaux sont des émanations du Conseil de sécurité, et de très nombreux États jugeaient tout simplement insatisfaisant de laisser au Conseil de sécurité le monopole des sanctions imposées à des criminels de cette envergure et estimaient que l'on devrait établir un organe plus formel, plus permanent et moins sélectif, sans pour autant avoir à faire face au problème de repartir à zéro pour trouver les fonds nécessaires.»



Great Canadian Magazines 2000
2000 CMPA MEMBER DIRECTORY

HUNDREDS OF TITLES

Canadian Magazine Publishers Association

130 Spadina Ave., #202
Toronto, ON M5V 2L4
Telephone: (416) 504-0274
Fax: (416) 504-0437

Great Canadian Magazines 2000

is a comprehensive directory of nearly 300 Canadian consumer magazines. Keep up-to-date on business, the arts, food and wine, politics, sports, hobbies, education and more. Complete address information for each title also makes it a great reference tool for anyone wanting to learn more about Canadian publications.

To receive a copy of the directory, send in your completed coupon along with \$5 (includes GST, shipping and handling). We also accept VISA or MasterCard orders by fax or phone.

Yes! Send me **Great Canadian Magazines 2000**. I am enclosing my cheque or credit card information for \$5 (GST, postage and handling are included).

Name _____
Address _____
City _____ Prov _____
Postal Code _____ Telephone _____
☐ Cheque Enclosed ☐ Visa ☐ MasterCard
_____ Expiry _____
Signature _____

Thank you for subscribing!

bdp

Quels étaient les États qui préconisaient l'établissement d'une telle Cour, étant donné que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité n'étaient pas tellement partisans de l'idée? Philippe Kirsch explique ce qui s'est passé: «L'action de deux types d'États s'est combinée. Dans la première catégorie, on retrouvait des pays appartenant à ce que l'on appelle le "groupe des pays d'optique commune," essentiellement des moyennes puissances comme le Canada, l'Australie, la Norvège, l'Argentine, qui n'avaient jamais eu de colonies et n'avaient jamais commis d'agression contre d'autres États, mais cherchaient uniquement à faire établir un nouvel organe qui pourrait éventuellement défendre les victimes de futures guerres. Au début, les membres de ce groupe étaient peu nombreux, mais bientôt plusieurs pays en développement se joignirent à eux, pour des raisons qui étaient en partie les mêmes et en partie différentes. Persuadés que les crimes devraient être sanctionnés et découragés, ils partageaient les mêmes valeurs. En outre, plusieurs d'entre eux connaissaient d'expérience les situations décrites dans le statut portant création de la CCI. Des crimes avaient été commis sur leur territoire, ou ils avaient été victimes de ce qu'ils avaient perçu comme une agression. Ils avaient tout intérêt à ce qu'un nouvel organe soit mis en place pour tenter de décourager de telles interventions à l'avenir. Au début des négociations de Rome, le groupe d'optique commune rassemblait environ 40 pays, mais en bout de ligne, en comptant les pays en développement qui s'y joignirent, il en comprenait 60. Cependant, ce n'était pas le seul groupe qui était en faveur de l'établissement de la Cour criminelle, puisque les résultats du vote final montrent que les pays d'optique commune ne constituaient que la moitié des 120 États qui se sont prononcés en faveur du projet, 7 pays votant contre et 21 choisissant l'abstention. Tous les pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest et la plupart des pays d'Amérique latine et des États africains ont voté en sa faveur. Ce qui est encourageant, c'est que plusieurs des États qui s'étaient abstenus ont décidé de signer et de ratifier le statut, avec ou sans conditions — par exemple, la Trinité-et-Tobago. Je trouve cet appui très encourageant, d'autant plus que plusieurs États arabes ont pris la même décision.»

Sueurs à Rome

La Conférence entama ses travaux le 15 juin au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à Rome. Fergus Watt, directeur général du Mouvement canadien pour une fédération mondiale, se souvient: «Il faisait chaud. La Conférence avait lieu dans un vieux immeuble des Nations

Unies datant des années 1950, mais la cafétéria s'ouvrait sur une magnifique terrasse d'où l'on pouvait admirer le spectacle des ruines romaines, et c'est là que tout le monde organisait des réunions à l'heure du déjeuner. On ne comptait plus les jeux de mots répétés à plaisir sur le thème des ruines et ainsi de suite.

«Une des choses dont je me souviens encore aujourd'hui, c'est ma grande estime pour le travail accompli par Philippe Kirsch. Il savait se montrer ouvert, aimable et sympathique. C'est quelqu'un qui a de la personnalité et, à titre de président, il imposait sa marque sur les réunions et pouvait faire à peu près ce qu'il voulait pour ordonner les débats à son gré. Il était pleinement conscient des contraintes de temps; il avait un plan et un calendrier — et il n'était pas question pour lui de laisser les choses s'embourber.»

Philippe Kirsch prend ces compliments avec modestie: «En ce qui concerne l'organisation des travaux, on donne au rôle que j'ai joué plus d'importance qu'il ne le mérite. J'ai fait mon possible pour faire avancer les choses rapidement, mais je n'ai pas pu éviter des débats très approfondis, et j'ai donc laissé les discussions aller leur train, alors même que le nombre énorme de questions à résoudre me donnait des sueurs froides. Il y avait des points fondamentaux, mais j'avais

également à faire face à l'entêtement dont les gens faisaient preuve à propos de questions d'ordre technique, et la Commission plénière était obligée de recommencer à discuter de textes transmis par les groupes de travail qui étaient presque satisfaisants, parce que deux délégations n'acceptaient pas de les approuver; et tout le processus devait recommencer à zéro. Cela demandait énormément de temps. Rétrospectivement, la Conférence de Rome [qui s'est étalée sur une période de cinq semaines] n'a probablement pas duré assez longtemps, mais les résultats auraient-ils été différents si nous avions disposé de plus de temps? Je n'en suis pas sûr.»

À propos de ses relations avec l'équipe de représentants du Canada, Philippe Kirsch déclare: «Pour présider la Conférence, il fallait être membre d'une délégation. Toutefois, une fois élu président, j'ai dû prendre mes distances par rapport à la délégation canadienne, pour ne pas perdre ma crédibilité, c'est-à-dire mon autorité. Croyez-moi, à Rome, il était très important de pouvoir faire preuve d'autorité. Sinon, vous ne pouviez pas fonctionner. Je travaillais dans le contexte du Bureau de la Conférence, alors que la délégation canadienne était dirigée fermement par Alan Kessel. Un diplomate canadien, John Holmes, me secondait en jouant



THE BEST WAY TO INVEST

IN OUR WORLD-LEADING

INTERNET SECURITY TECHNOLOGY

IS THROUGH CAPITAL ALLIANCE VENTURES.

Chrysalis-ITS is a world leader in creating technologies that make the Internet more secure. It's also one of the fastest-growing companies in Canada. But you won't find it on any stock exchange.

In fact, the best way to invest in high-potential high-tech companies like Chrysalis-ITS is to invest in Capital Alliance Ventures.

Capital Alliance Ventures is a venture capital fund focusing on early-stage high-tech opportunities that you can't otherwise invest in yet. We specialize in finding

pre-IPO companies with good potential for growth. We get our investors in on the ground floor. Then we help move these companies to the next level.

Our investors enjoy RRSP eligibility with the chance to maximize their foreign content, a tax credit of 30% on investments of up to \$5,000 per year, and the benefit of a seasoned, experienced technology sector management team.

For long-term growth, call your broker or financial adviser now and insist on your high-tech fund.

CAPITAL ALLIANCE VENTURES. THE BEST WAY TO INVEST TODAY IN TOMORROW'S HIGH-TECH OPPORTUNITIES.



CAPITAL ALLIANCE VENTURES INC.

(613) 567-3225
1-800-304-2330
info@cavi.com
www.cavi.com

This fund is available to Ontario residents only. Commissions, trailing commissions, management fees and expenses may all be associated with mutual fund investments. Please read the prospectus before investing. Mutual funds are not guaranteed, their values change frequently, and past performance may not be repeated.

le rôle d'agent de liaison avec la délégation et le noyau des participants. C'était clair qu'il agissait en mon nom et non au nom de la délégation canadienne».

Le Bureau, qui était chargé de gérer le processus des négociations — et qui donc dirigeait effectivement la Conférence — ne regroupait que cinq pays : le Canada, l'Argentine, la Roumanie, le Lesotho et le Japon. Mais Philippe Kirsch élargit la participation au Bureau en incluant certains coordonnateurs. Un comité de rédaction chargé des questions d'ordre technique avait été établi, mais c'était le Bureau qui rédigeait les documents de discussion et, par la suite, des propositions de plus en plus fermes. Le capitaine tenait la barre d'une main ferme, mais les eaux sur lesquelles voguait son navire furent agitées dès le départ.

Deux semaines (sur cinq) s'écoulèrent avant que le Bureau ne produise son premier texte «en devenir». Philippe Kirsch explique pourquoi : «Il est essentiel, au début d'une conférence, de laisser les représentants des États dire ce qu'ils veulent. On perd du temps, mais cela les agacerait énormément s'ils ne pouvaient pas s'exprimer. J'ai donc procédé ainsi et ensuite, j'ai organisé toute une série de réunions bilatérales avec les délégations les plus importantes en pensant que, si j'agissais de cette façon, ces délégués me diraient en privé ce qu'ils ne disaient pas en public. Mais ce n'est pas ce qui est arrivé; ils ont juste défendu les mêmes positions. J'ai alors convoqué à une réunion tenue à l'ambassade du Canada, le dimanche précédant la troisième semaine de négociations, environ 30 délégations, en pensant que dans un tel cadre, nous allions pouvoir avoir un véritable échange de vues. Ce n'est pas non plus ce qui est arrivé. Nous avons fait quelques progrès en ce qui concerne la définition des crimes, mais les choses sont restées absolument au point mort sur la question de la compétence.»

Les principaux crimes visés étaient le génocide, les crimes contre l'humanité, les agressions et les crimes de guerre. (Tels étaient les chefs d'accusation à Nuremberg.) La question de savoir si l'on devait inclure les conflits internes posait un problème sur le plan de la définition des crimes de guerre. «Cette question était très loin d'être résolue lorsque la Conférence débuta. La plupart des États voulaient que l'on inclue les conflits internes, étant donné que c'est lors de tels affrontements que sont commis la plupart des crimes, si bien qu'il est absurde d'en faire abstraction. Plusieurs États, dont la Chine, l'Inde, la plupart des États arabes, l'Iran, le Nigéria et Cuba, s'y opposaient fermement pour toutes sortes de raisons. Nous avons donc décidé de présenter, pour discussion, un choix de textes très simples à la

Commission plénière; manifestement, la plupart des États étaient en faveur de l'inclusion. En ce qui concerne le Bureau, nous étions bien décidés à inclure les conflits internes, mais nous avions pensé être en mesure d'élargir la définition de tels conflits. Or, certains États étaient si opposés à l'inclusion de ce type d'affrontement que peu leur importait que la définition soit large ou non; au bout du compte, nous avons dû revenir à une définition relativement simple et classique.»

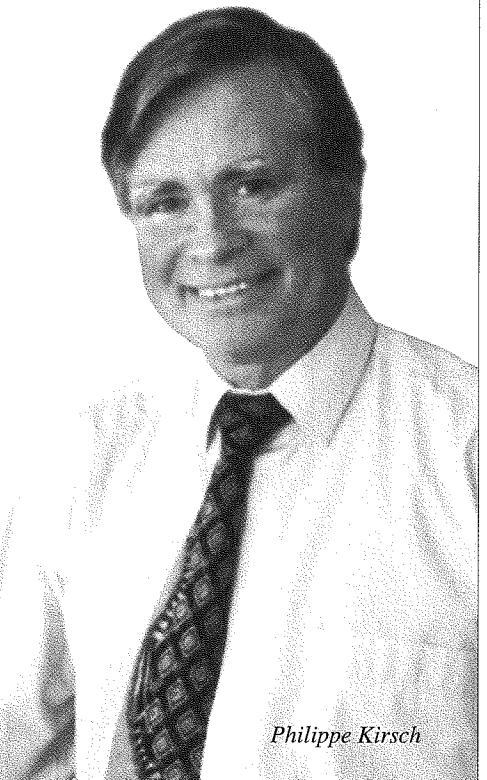
La délégation allemande était celle qui défendait le plus vivement l'inclusion des agressions parmi les crimes de guerre, alors que les États-Unis s'y opposaient le plus farouchement — un renversement d'opinions surprenant depuis Nuremberg. L'Allemagne déposa un texte énonçant les modalités selon lesquelles on pourrait définir ce que l'on entend par agression. Philippe Kirsch ajoute : «Le problème fondamental que posait la question de l'agression était, premièrement, le fait qu'un certain nombre d'États, notamment les États-Unis, ne voulaient pas que cela soit inclus du tout; mais même les pays qui étaient d'accord pour que l'agression soit mentionnée dans le statut avaient des idées très différentes de la définition qui devait en être donnée et du rôle que pourrait jouer à cet égard, le cas échéant, le Conseil de sécurité. Ces divergences de vues persistèrent jusqu'à un stade très avancé des négociations. Dans son avant-dernière proposition, le Bureau suggérait d'inclure l'agression sur la liste des crimes de guerre à condition de parvenir à un accord sur la définition d'un tel acte et, dans le cas contraire, de repousser la décision à plus tard, par exemple lorsque se réunirait une conférence de révision du statut. Cela donna lieu à l'un des quatre ou cinq débats les plus âpres de la Conférence, parce que plusieurs États ne cessaient de répéter : "Écoutez, il s'agit d'un crime fondamental, tous les autres en découlent" (une opinion contestable) et "un certain nombre de pays représentés dans cette salle ont été victimes d'agressions. Il faut absolument que cela soit inclus sur la liste des crimes de guerre!" Dans ce contexte politique, nous avons cédé et nous avons décidé d'inclure les agressions, mais de confier à la future Commission préparatoire la mission de rédiger une définition. La Cour ne peut exercer ses compétences dans un certain domaine que si les États parties ont convenu d'une définition.»

Pourquoi les États-Unis s'opposaient-ils à cette proposition? Philippe Kirsch répond en paraphrasant l'explication donnée par ce pays : «Les États-Unis ont dit qu'ils avaient des responsabilités particulières, à titre de membre permanent du Conseil de sécurité, pour

assurer la paix et la sécurité internationales, et qu'ils voulaient être en mesure d'intervenir quand, à leur avis, il s'avérait nécessaire de le faire, sans pour autant être pénalisés d'avoir pris des mesures utiles, et sans que certains des pires régimes de la terre puissent utiliser la CCI à des fins politiques. Ils n'en ont pas démordu et sont même allés jusqu'à dire que leur approbation d'une définition serait indispensable et que cela exigerait une décision du Conseil de sécurité. Je ne suis pas certain que ce soit là le dernier obstacle à une éventuelle ratification du statut par les États-Unis.»

Les failles du statut

Quelles sont les failles du statut? Fergus Watt rappelle la déception ressentie par la plupart des ONG qui demandaient que les compétences de la Cour soient universelles : «Le statut stipule que, pour que des poursuites puissent être engagées, l'État sur le territoire duquel le crime présumé a été commis ou l'État dont l'accusé est ressortissant doit être un des pays signataires du traité. Ce n'est pas suffisant. Cela exclut l'État où un accusé peut être détenu, dans le cas où un criminel de guerre se rend à l'étranger et est arrêté. Si la compétence de la Cour se limite à l'État dont l'accusé est ressortissant et à l'État où le crime présumé a été commis — c'est d'ailleurs souvent une seule et même chose, dans le cas de chefs politiques et militaires — la possibilité d'intenter des poursuites est exclue. C'est la plus grande faille du texte. Idéalement, la compétence de la Cour aurait dû être universelle : il s'agit de punir les pires



Philippe Kirsch

Adressez à : bout de papier
412—47 rue Clarence
Ottawa (Ontario) K1N 9K1

crimes, universellement reconnus comme tels par la communauté internationale, ce qui exigerait que la compétence de la Cour soit universelle. On savait qu'il serait difficile de parvenir à une entente sur ce point. C'est une chose de reconnaître qu'un certain acte est un crime, mais pour certains États, cela ne va pas jusqu'à mettre en place des mesures pour arrêter les criminels et les traduire en justice. Le compromis qui a donc été suggéré à ce stade, sur la question de la compétence de la Cour, a été la proposition de la Corée d'ajouter aux deux premières catégories d'États, celles des pays où un accusé pouvait être détenu et des pays dont les victimes étaient ressortissants. Selon cette proposition, la Cour pouvait exercer sa compétence si un pays entrant dans l'une de ces quatre catégories était signataire du traité. La proposition de la Corée fut écartée, sans doute inutilement, deux jours avant la fin des négociations.»

Philippe Kirsch ajoute alors : «Les Américains voulaient que la Cour puisse exercer sa compétence uniquement si l'État dont l'accusé était ressortissant avait donné son consentement. Telle était leur position à l'origine. Il était clair que cela n'allait pas marcher. Ils ont donc nuancé leur position en demandant que l'on exclue tout acte commis par des "agents de l'autorité," ce qui signifie qu'ils ne voulaient pas que l'État où les crimes avaient été commis puisse engager des poursuites dans ce cas. Par ailleurs, ils voulaient une option de refus applicable aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre pendant 10 ans — et renouvelable. Ainsi donc, un État aurait pu avoir signé le statut, mais avoir déclaré ne pas vouloir accepter que la Cour ait une compétence quelconque pour juger ces crimes. La proposition de la Corée aurait donné à la Cour des compétences très larges. Mais plusieurs États avaient des réserves à ce propos. Or, c'est un point essentiel. De l'avis du Bureau, pour que la Cour soit dotée d'un pouvoir véritable, il fallait que ce pouvoir repose sur deux choses : non seulement sur le poids des dispositions régissant sa création, mais également sur l'appui qui lui était accordé par la communauté internationale. Un statut parfait qui n'est appuyé que par 12 États ne sera pas d'une grande utilité, notamment s'il fait l'objet d'une vive opposition de la part de beaucoup d'autres pays. Nous avons donc jugé qu'il était préférable d'accepter un statut qui n'était pas parfait, dont nous rejetions nous-mêmes certains éléments, mais qui pouvait servir de base à la création d'une institution solide et permanente. C'est ainsi qu'à notre grand regret, nous avons finalement décidé de ne pas tenir compte de la proposition de la Corée, même si elle avait l'appui de la plupart des États.»

Au pied du mur L'heure de vérité

Il y eut de nombreuses autres prises de bec, le bureau de Philippe Kirsch agissant à titre de médiateur, produisant un texte toujours «en devenir» et encourageant les groupes de travail (que des membres du «groupe des pays d'optique commune» avaient, pour la plupart, réussi à présider — «personne ne sait comment», selon Fergus Watt) à redoubler d'efforts. Philippe Kirsch était déterminé à éviter tout vote au cours de la Conférence. «Je n'étais pas d'accord sur ce point avec plusieurs délégations et ONG qui étaient sûres d'avoir la majorité des voix nécessaire pour faire adopter certaines décisions. J'avais deux raisons de vouloir rejeter cette méthode. Premièrement, j'estime que le droit a plus de force s'il bénéficie d'un large appui et, s'il y a un vote pour déterminer ceci ou cela, chaque fois, il y a tout un groupe de délégations que cela contrarie et au bout du compte, vous avez perdu la bonne volonté dont vous avez besoin pour réussir. Mon autre argument était d'ordre plus technique : si vous élaborez un texte législatif par le biais d'une série de votes destinés à faire approuver des dispositions précises, à un moment ou à un autre, vous courez un très grand risque, le risque que le texte devienne incohérent parce qu'il renferme des dispositions qui manquent de logique d'un point de vue technique. J'ai expliqué ma façon d'agir ainsi à maintes reprises aux délégations et aux ONG : premièrement, je cherche le consensus mais, si c'est impossible, je veux limiter et reporter les votes autant que possible pour qu'en bout de ligne, nous ayons un statut solide qui résistera aux décisions qui devront être prises au vote, ce qui se limitera à un ou deux points.»

Ne disposant que de deux jours pour mettre un terme aux négociations, le Bureau devait décider soit de proposer l'adoption d'un texte final par la Commission plénière, soit de rapporter qu'un accord n'avait pas été possible et de commencer à préparer une deuxième session qui se tiendrait quelques mois plus tard. Les membres du Bureau décidèrent sagement de jouer le tout pour le tout et de présenter un texte final qui fut transmis aux délégations aux petites heures de la dernière journée de la Conférence. Philippe Kirsch espérait obtenir un consensus, mais les États-Unis et l'Inde présentèrent des amendements.

Ceux des États-Unis portaient sur l'option de refus applicable pendant 10 ans et l'exemption des «agents de l'autorité». Quant à l'Inde, «elle jugeait le processus très insatisfaisant pour deux raisons. Premièrement, nous avons maintenu que le Conseil de sécurité des Nations Unies devrait jouer un rôle, du moins pour déclencher le processus (en déférant des affaires à la Cour, alors que par ailleurs, ce que l'on appelait la proposition

de Singapour prévoyait que, dans certaines circonstances, le Conseil de sécurité pouvait demander à la Cour de différer l'exercice de ses compétences pendant 12 mois. Cela s'éloignait beaucoup du statut provisoire rédigé par la CDI, où il était stipulé que la Cour ne pouvait exercer sa compétence que si elle était autorisée à le faire par le Conseil de sécurité. Donc [la proposition de Singapour] était un compromis. L'Inde voulait également inclure l'armement nucléaire dans la liste des crimes couverts par le statut.»

Quoi qu'il en soit, on était au pied du mur et «les participants commencèrent à réaliser que si l'on commençait à remanier le statut, qui était le fruit d'un compromis, il se désintégrerait. C'est alors que la Norvège présenta, à propos des amendements déposés par les États-Unis et par l'Inde, des motions qui permettaient essentiellement de ne prendre aucune décision à propos de ces amendements et qui furent appuyées à la majorité par 114 et 113 pays respectivement. Cela démontrait en fait que les délégations n'étaient pas nécessairement contre ces amendements, en substance, mais que tout le monde se rendait compte que l'heure de vérité avait sonné». Finalement, même si la Commission plénière avait adopté le texte provisoire du statut sans qu'il y ait eu vote, au cours de la dernière séance plénière de la Conférence, «les États-Unis demandèrent que la proposition globale fasse l'objet d'un vote. Ce n'est pas moi qui l'ai suggéré.» Au cours de ce vote final, 120 États, dont la France, la Russie et la Grande-Bretagne, se déclarèrent en faveur de la proposition globale, alors que 6 États seulement se joignirent aux États-Unis en votant contre et que 21 s'abstinrent. Il faudra que le statut soit ratifié par 60 États avant d'entrer en vigueur.

En dépit des compromis, le résultat a-t-il été satisfaisant? Philippe Kirsch répond prudemment : «Je pense que l'on considère maintenant le statut de Rome comme un document historique, un texte qui n'est pas parfait, mais qui est bien meilleur que le statut élaboré par la CDI qui était beaucoup plus conservateur, étant donné qu'il accordait des privilèges au Conseil de sécurité et ne garantissait que dans une très faible mesure l'indépendance du procureur. Mais à mon avis, en poussant plus que nous l'avons fait à Rome dans l'autre sens, on courait vraiment le risque de ne pas avoir de statut du tout.» ☺

Note de rédacteur: Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, a annoncé le 7 juillet que le Canada a ratifié le Statut de la Cour pénale internationale (CPI). Les instruments de ratification du Canada ont été déposés par le ministre aux Nations Unies, à New York.

Family Friendly Policies

by Stefanie Beck with contributions from Alison LeClaire Christie

To paraphrase Jane Austen, it is a truth universally acknowledged that a happy, stable couple will consider having a child at some time. Or it might be an unplanned but welcome event. In the case of the foreign service, odds are this will happen on post to some dozen or so couples every year. This is not a declining number. On the contrary, since the Department is striving to reach its equity targets and more young women are being hired each year, inevitably for some of these women and their partners, their child will be born during a posting. Moreover, the employee will want to use her or his non-discretionary maternity or parental leave to care for the baby during those first exciting and emotional months.

This article is about the difficulties and complexities involved in taking leave without pay and the policy questions which are raised as a result of parenthood. While I deal mainly with the impact of this leave for those on post, many of these issues would be the same if you were taking leave while at headquarters. The number of employees taking maternity or parental leave is of course higher in Ottawa. While these questions are gripping stuff for those in the middle of it, they come close to the bottom for others who have not yet been touched by it.

A note here about abusing a good policy. While employees of both sexes will want to take advantage of our government's liberal policies, the employee must be careful about not going overboard. The intent of the policy is to alleviate undue hardship on the parents, but not to encourage, for example, one year leaves during two year postings, which by any standards is not good operational policy.

The money

It is clear that quality time spent with a young baby makes it easier for all to adjust to a new

life together. There is no substitute for the care a devoted couple can give to a much-wanted child. The Department understands this reality. However, the challenge is to make practice fit reality in our evolving world.

The first challenge is to find out how to manage your leave while on post. There is no one person or position in the Department with responsibility for and expertise in leave without pay: educational, sabbatical, family-related or other. There should be. The procedure is fairly simple; there is a provision for maternity and parental leave while on post in the FSDs. You also have to apply for maternity benefits from Human Resources and Development Canada (HRDC). HRDC is accustomed to paying maternity/parental leave abroad and has a special service centre dedicated to this, so while payments may be slow, they are at least regular. (The question is, if they can pay maternity benefits abroad, why not unemployment? Happily, DFAIT is pursuing this important issue.)

Regrettably, the system for payment in our Department is rather more ad hoc. When you are a long way away, and far from SIGNET (not to mention immersed in feeding, sleeping and nappies), it is hard to keep track. You must make an effort though, in order to avoid bounced cheques and other costly surprises. Your compensation advisor can help and, in particular, can provide guidance on what paperwork is needed to speed up processing of the manual cheques as well as advising you on the health coverage and pension aspects of leave without pay.

Maternity/parental benefits while on leave on post — the tax issue

New maternity and parental leave conditions have been confirmed. At present, a mother

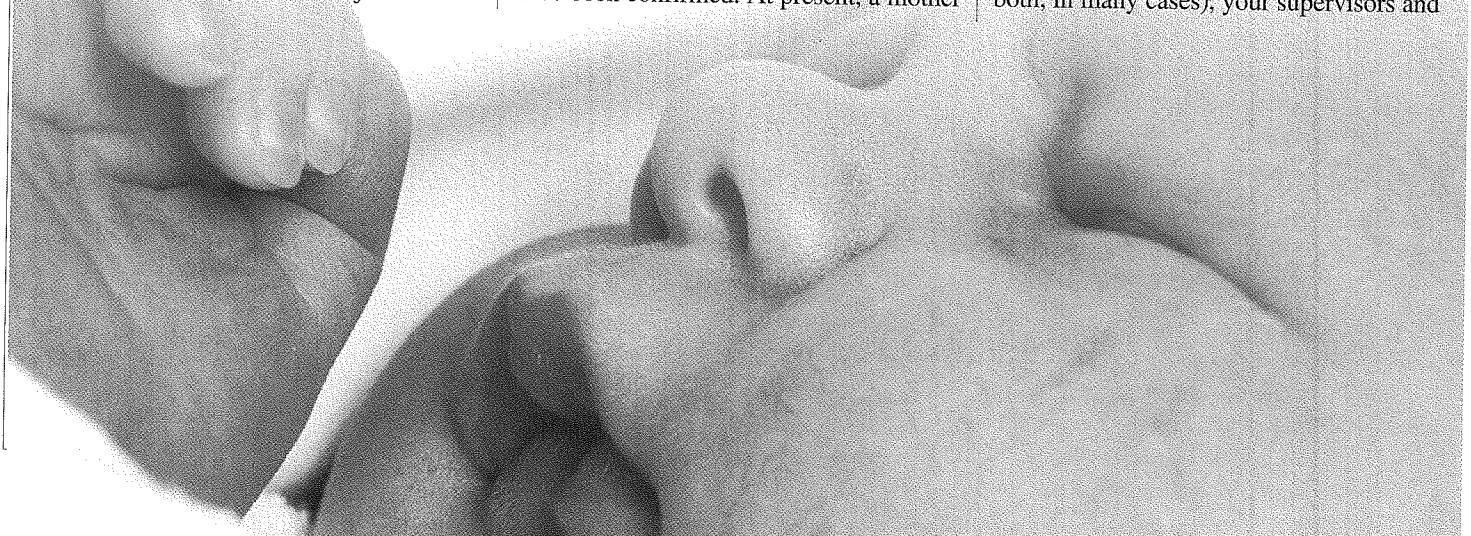
can take six months' leave paid at 93% of her salary and FSD allowances. The father can take ten weeks at 93%. A further six months should be possible for the mother under new collective bargaining arrangements as a result of federal decisions, regardless of disparities in implementation between the provinces.

In response to my question, Revenue Canada ruled in February 1999 that the part of maternity or parental benefits which comes from your allowances is not taxable. This has only recently become important — officers taking leave without pay abroad in earlier years were not taking such long leaves and therefore were not losing much money because of the taxation, nor necessarily changing tax brackets and paying higher taxes.

This Revenue Canada ruling was part of a package which the Employer was already looking into and the ruling provided them with more leverage. However, paying the benefits without taxing them would reduce the amount HRDC can pay, so the employee would have been back to the status quo. The Employer had to go through some tough negotiations to ensure that this would not happen and instead sought and achieved innovative ways of getting around this complication. Now the Department must identify those who took this type of leave while on post — not a simple task.

The stand-in — keeping your boss sane

The other essential matter that concerns us as professionals is the question of who will do my work while I am gone? While you may desperately want the baby and also remain firm on taking several weeks or months off (the longer the better for you both, in many cases), your supervisors and



you will also want to ensure your workload is properly handled while you are gone. We all have full workloads and the gap left by a full-time FS taking leave is going to be significant. Not filling the gap may raise the question of whether you are really needed and will be noticed the next time the number-crunchers come looking.

When you take maternity or parental leave, you are on leave without pay. This means your position can be frozen, and your salary money can be used to hire someone to fill in for you. (Your maternity/parental benefits come from an entirely different budget.). This information is useful because it opens up your options. For example, the post can hire an LES with a security clearance, or look for an officer in Ottawa who wants to do some temporary duty (TD). In some cases Personnel can pay salary costs, but the mission/geographic is usually asked to pay at least the per-diems, meals and accommodation and travel costs. Since I was in Australia, this would have been expensive. We were lucky enough to find a spouse with a top secret security clearance who was willing to work. (I note that the TD has advantages for the TDer, too: her experience working in my position for six months no doubt helped in passing the interview to join the Foreign Service.)

The policy

There are solutions to each question and there are people in Ottawa ready to assist. Unless it is really urgent though, these questions will not make it to the top of most priority lists. This is frustrating not only for the parents involved, but also for their managers seeking a satisfactory replacement solution. Some delay is understandable given Ottawa workloads and competing priorities. In order to ease the way for colleagues entering the arena, I wrote it all down with the blessing of Personnel. Ten pages of "How to Take Maternity/Parental Leave on Post." This document is being updated as changes have been occurring rapidly and will be available to interested employees when it has been finalized.

Women face this reality far more keenly than men, so it is attrition, morale and mobility among female officers that are at issue. This is not to say that fathers who also take parental leave are not a matter to be dealt with, but their more limited leave does not have the same serious consequences for the organization. This reflection has led me and others to address two broader corporate concerns:

1. The role of women in the Foreign Service: The Department has an obligation to make the Foreign Service more representative of Canadian society by hiring and promoting more women. and it has made

considerable progress in this regard. But hiring and promoting, while important, are not enough. Terms and conditions of work are critical. The extent to which the terms and conditions of work are conducive to the recruitment and retention of women in the Foreign Service is a credit more to the progress made across the Civil Service. The Employer, employees and the Bargaining Agents need to do more work on the terms and conditions which are unique to the Foreign Service.

2. The welfare of children on foreign postings: It is clear that a decision to go on a posting remains the prerogative of parents who must keep the needs and health of their children in mind. One of the key issues is child care. The provisions in the FSDs and in our contract implicitly assume that children on posting have a parent at home. Children at post with two parents working potentially face serious challenges. The Employer, employees and the bargaining agent need to review these. Canada's foreign policy encourages institutions and governments to consider children as a segment of society with their own inherent rights. It may be that children on posting once upon a time enjoyed a privileged environment. It may be that this is still true in some parts of the world, but in certain situations this is very definitely

not the case and such children often face more loneliness and isolation than they would at home.

The conclusion — never again

I am an optimist by nature, and I tried hard to retain a positive outlook throughout this difficult process. It was clear that any leave where a position is left vacant is an inconvenience to the Department. I was and am appreciative and grateful for the opportunity to spend time with my husband and baby and keep my marvellous job. I was equally grateful for very understanding supervisors at post and interlocutors in headquarters. But I will not be taking maternity leave at post again.

The Department and Canadian foreign policy have benefited enormously from the large influx of smart, committed and dynamic women over the past decade. The Department has made progress towards ensuring this continues but we all need to contribute to ensure a better future for our Department. What have you done lately? ☺

Stefanie Beck has had postings to Dakar and Canberra. She is currently Deputy Director, United Nations Section of the United Nations and Commonwealth Affairs Division. Foreign Affairs & International

THE LIONEL GELBER PRIZE 2000 WINNER

The Lionel Gelber Foundation is pleased to announce the 2000 winner of The Lionel Gelber Prize for Best Book on International Relations:

PATRICK TYLER
A Great Wall: Six Presidents and China
PUBLIC AFFAIRS

Congratulations to Patrick Tyler and to the other distinguished finalists:

FRANCES FITZGERALD — *Way Out There in the Blue: Reagan, Star Wars and the End of the Cold War*
SIMON & SCHUSTER

MISHA GLENNY — *The Balkans: Nationalism, War and the Great Powers, 1804-1999*
VIKING/GRANTA

KARL E. MEYER and SHAREEN BLAIR BRYSAK —
Tournament of Shadows: The Great Game and the Race for Empire in Central Asia
COUNTERPOINT/A CORNELIA AND MICHAEL BESSIE BOOK

JOHN MICKLETHWAIT and ADRIAN WOOLRIDGE —
A Future Perfect: The Challenge and Hidden Promise of Globalization
CROWN BUSINESS

This prestigious Canadian award of \$50,000 is given annually to the author of the year's best book on international relations. It seeks to widen the readership for important works pertaining to global issues, and to generate enlightened discussion and debate on foreign affairs.

Excerpt from *Takeover in Tehran: The Inside Story of the 1979 U.S. Embassy Capture*

by Fred A. Reed

Editor's Note: Fred A. Reed is a Governor General's Award winning translator and international journalist. The following excerpt is from his latest book, Takeover in Tehran: The Inside Story of the 1979 U.S. Embassy Capture published by Talonbooks (2000, 224 pp., \$18.95). It is the first-ever insider account of the American Embassy takeover in 1979 as told by Massoumeh Ebtekar to Mr. Reed. Other books by Mr. Reed include Persian Postcards: Iran after Khomeini and Salonica Terminus: Travels into the Balkan Nightmare, and Anatolia Junction.

Massoumeh Ebtekar, then a freshman at Tehran Polytechnic Institute, was an active participant in the political movement that planned, organized and carried out the capture of the United States Embassy in Tehran on November 4, 1979. Its impact was to shatter relations between the United States and Iran, and propel Iranian religious radicals, under the leadership of Ayatollah Ruhollah Khomeini, to the fore as the country's dominant political force. *Takeover in Tehran* tells the story of this group of students, their supporters, the Iranian revolutionaries, and the 61 — and ultimately 52 — American hostages, and how they became caught up in events that mushroomed into a major international issue and ultimately eluded their control.

This book promises to become one of the keys to confronting a troubled and controversial past, both in Iran and in the United States. Massoumeh Ebtekar, like several of her fellow students, has gone on to hold positions of responsibility in Islamic Iran. She is currently vice president in charge of the Department of the Environment, a close political advisor to president Seyyed Mohammad Khatami, and one of the founders of the Islamic Iran Participation Front (IIPF). This was the broad coalition that won more than 70 percent of the votes in the Majlis (parliamentary) elections of February 18, 2000 which pried control of the country's legislative branch from the country's ultra-conservative political faction.

Ms. Ebtekar's generation, which came to precocious maturity during the first days of the Islamic Revolution, is now, twenty years later, emerging as Iran's new political elite. Mohammad-Reza Khatami, the British-trained nephrologist, younger brother of President Khatami and IIPF leader, was among the student activists who seized the embassy on that fateful November 4, 1979.

*This book promises to
become one of the
keys to confronting a
troubled and
controversial past,
both in Iran and in the
United States.*

On a more sombre note, so was Sa'id Hajjirian, wounded in a failed assassination attempt by a Revolutionary Guard Corps intelligence operative loyal to the defeated clerical faction, as he was arriving to attend a Tehran City Council meeting several days after the election. Mr. Hajjirian is generally regarded as the architect of the strategy that led the reform coalition to victory, and was formerly a high-ranking official in the Information Ministry, a position that had given him privileged access to the inner workings of the Islamic state's intelligence apparatus, and to detailed files on all leading figures of the regime.

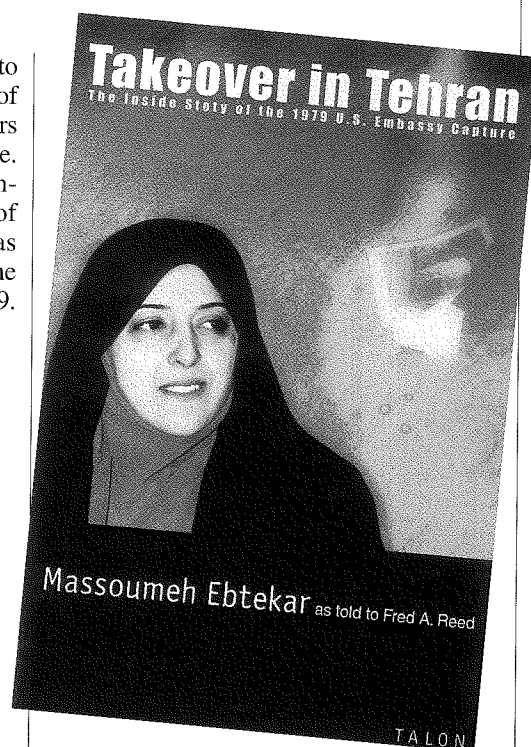
Another former student who has gone on to win a reputation as a combatant for Iran's emerging civil society is Abbas Abdi, the investigative journalist whose reports exposed the direct involvement of the security services in the brutal "chain murders" of secular nationalist opposition politicians in November, 1978. Mr. Abdi's hard-hitting, chillingly documented reports appeared several months later in the radical daily *Salaam*, published by Hojjatolislam Mousavi Khoeiniha, who twenty years earlier had acted as spiritual and political advisor to the occupying students. Mr. Abdi was

subsequently imprisoned, and *Salaam* shut down by Iran's clerical-dominated judiciary system in June, 1999.

The emergence of the one-time student militants as reform activists committed to an Islamic civil society, democratic pluralism and cultural dialogue has been seen by some as a paradox. Others interpret their rise to prominence as a ruse perpetrated by a putative monolithic Shi'a clerical establishment. Still others see it as an implicit disavowal by the one-time students of the errors and excesses of their past. If nothing else, this apparent paradox calls into question conventional views of the hostage crisis itself, and about the society created by the massive, inchoate upheaval known as the Islamic Revolution.

For twenty years, the prevailing "globalized" version of the embassy capture has cast the students as, at best, well-intentioned but naive young people manipulated by a Machiavellian hierarchy, and at worst, as irresponsible extremists. They are seen not as initiators of events, but as agents of the mollahs.

"It now seems certain," writes James Bill in his authoritative account of US-Iran rela-



Discover why PAFSO considers MKI to be the experts for postings and family reunions

234 Laurier Avenue W., Ottawa, Ontario
Fax: (613) 233-7813 Tel: (613) 234-1395

Coordinator / coordinatrice :
Astrid Ratzel
e-mail / courrier électronique :
aratzel@mkitravel.com

234, av. Laurier ouest, Ottawa (Ontario)
Télécopie : (613) 233-7813 Tél : (613) 234-1395

Découvrez pourquoi l'APASE nous considère comme les experts en affectations et réunions de famille



Rental
Management
for the
Foreign Service
Community

Our services include:

- market analysis
- preparation of documents
- reporting
- maintenance
- regular inspections
- simplified & competitive fees

We've been there...we care!

Mary Ellen Boomgaardt
Representative
Tel: 1-613-746-2367
Fax: 1-613-746-3050
E-mail: boomgaardt@synapse.net

390 Rideau Street E.P.O.
P.O. Box 20118
Ottawa, Ontario K1N 9N5

tions, "that the militants had plans to move on the American Embassy in Tehran long before November 4 and that they put their plans into action when anti-American rhetoric and feeling began to peak in the first three days of that month."

Ms. Ebtekar's account of the events leading up to the seizure of the embassy supplies some of the key detail lacking in Bill's rather sweeping assessment. In fact, several student groups, of widely varying political allegiances, had been contemplating such action, and had even invaded the embassy grounds for brief periods prior to November 4. The Islamic students were, she demonstrates, the first to act, a decision persuasively explained by widespread indignation at a specific action by the United States: the Carter administration's decision to admit the ailing Mohammad Reza Pahlavi, Shah of Iran, to American soil on "humanitarian grounds" less than two weeks previously.

Sa'id Amir Arjomand, an author hostile to the clerical regime, sets the events of November, 1979, against an almost exclusively Iranian political background. "Following the taking of hostages by an Islamic student group at the American Embassy on November 4, 1979, the Bazargan government fell, and the clerical coup d'état took place, in the form of a direct takeover of the state by the clergy-dominated Revolutionary Council."

Well before then, by August of that year, argues Arjomand, the clerical party had already shown its true colors, by clamping down on press liberties which had flourished in the months immediately following the fall of the shah's dictatorship. It also began, he says, to attack organizations like the National Democratic Party, the Marxist-oriented Feda'iyan, the Mujahiddeen Khalk Organization (MKO) and the Tudeh (Communist) Party. All of these political factions, however, continued to function throughout the embassy occupation. Moreover, as Massoumeh Ebtekar's account makes clear, each one sought to profit from the extraordinary popularity of the students' initiative among ordinary Iranians by both endorsing it, and seeking to join it.

That the clerical party maneuvered cleverly, aggressively and often brutally in pursuit of its declared aims — to undo a century of Western influence in Iran and to establish an Islamic state as conceived by Ayatollah Ruhollah Khomeini — is beyond dispute. To posit it as the sole architect of events strains the imagination. Iranians of almost all social backgrounds could have been forgiven for seeing in the American handling of the fall of the shah in 1979 a potential replay of the events of 1953.

It was then that the government of Mohammad Mossadegh, which had nationalized the Iranian oil industry, to the dismay of Great Britain and the United States, had been overthrown by a coup directly organized and financed by the CIA, as part of which the *New York Times* was handed the responsibility of destroying the late Dr. Mossadegh's character by depicting him as under Soviet influence. Confirmation of the fact by US Secretary of State Madeleine Albright in March, 2000, forty-seven years later, offered cold comfort to Iran, which had been strong-armed into a quarter-century of tyranny at the hands of the Pahlavi regime.

Secretary Albright's admission was accompanied by a major *Times* article purporting to reveal hitherto unknown details of the coup that overthrew Dr. Mossadegh. The information was drawn from a "secret history" allegedly written by Dr. Donald N. Wilbur, an expert in Persian architecture who is described as one of the leading planners. Wilbur was, however, no expert in analyzing the behavior of those whom he was charged to influence, referring to the "recognized incapacity of Iranians to plan or act together in a thoroughly logical manner."

That the *Times* would obtain this previously classified material only hours after Ms. Albright's near-admission of American guilt can be viewed as coincidence only by the credulous. Best described as politically motivated spin, the document details the agency's "limited success" in using the American press in the months leading up to the American-planned military coup. It avoids, however, using the words "no success," and quotes the now-deceased *Times* reporter in Tehran, Kennett Love, as admitting to being "responsible, in an impromptu sort of way, for speeding the final victory of the royalists," all the while being fed information by a CIA operative masquerading as the American Embassy's press officer.

In fact, it is generally accepted in Tehran that Love was on the agency payroll, and that his reports were instrumental in preparing American public opinion for the impending coup.

The thesis that the students were manipulated by the clerical party in 1979 fails on another, more serious count. It is predicated upon an assumption of inability on the part of the unaffiliated Islamic students who captured the embassy to draw conclusions from their own social, political and ideological environment, and from their country's recent history, and then to act independently on those conclusions. At the same time, it hastens to confer a spurious legitimacy on the myriad other ideologically driven groups struggling for public support and recognition in the flood tide of revolutionary

upheaval, suggesting that because of their pro-West, secular, liberal or Marxist credentials, their grasp of events was somehow more firm or enlightened. However, this book confirms, in its eye-witness account of the Iranian public's response to the takeover, the immense popularity enjoyed by the students. Their assessment of public awareness had been acute and it had been accurate. No serious account of those politically-charged events has ever concluded anything less.

***Iranians of almost all
social backgrounds
could have been
forgiven for seeing in
the American handling
of the fall of the shah in
1979 a potential replay
of the events of 1953.***

Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade and Yann Richard, in their comprehensive overview of Iran in the twentieth century argue that "the existence, within its ranks, of a 'third-worldist, leftist' trend at loggerheads with the traditionalist, 'right wing' clergy, reminds us of how mistaken it would be to reduce the Islamic Republic to some kind of medieval theocracy or caliphate, and to what extent it continues to be marked by the popular revolution upon which it is based." [My translation]

Seen from such a perspective, the students can be understood as articulate representatives of the "third worldist" trend that has always existed within the Islamic Republic, though until recently in a minority position. Ms. Ebtekar's narrative provides ample evidence of their original and ongoing commitment to the democratic ideals that are now gaining currency in Iran, 20 years later, under the deft guidance of President Khatami. Certainly they could not have been accused of complacency then. Judging by their actions, the political activists, journalists and public figures they have become cannot be so accused today.

Far from an accident, the ascendancy of the student "radicals" as reformers committed to a program of civil society within an Islamic framework, reflects the maturing of one of the two dominant aspects of the Islamic Revolution: its democratic structures and high degree of representativity. The other of these two aspects is the theocratic structure that derives its legitimacy from the doc-

trine of the *Velayat-e Faqih* (Rule of the Jurisprudent), propounded to accommodate the extraordinary personality of Ayatollah Khomeini.

Inescapably, the process of reappraisal that is accompanying the emergence of an Islamic civil society in Iran has also focused new, critical attention on the past. Once beyond all criticism, even the Khomeini legacy is itself being questioned. Such articles of faith as obligatory *hijab* (modest Islamic dress, taken to include head covering) are being challenged by outspoken women. The role of the country's leadership in the eight-year war against Iraq is being submitted to close reexamination. The battle for reinterpretation that is part and parcel of any process of political renewal has been joined, and Massoumeh Ebtekar's account can be taken as a part of that ongoing engagement.

In keeping with the new spirit of frankness at large in Iranian society, some voices — notably that of dissident philosopher Abdolkarim Soroush — argue that the embassy capture, occupation and hostage taking should be seen as a mistake. The former students who are today assuming positions of influence in society are, in his view, best understood to be striving, through positive, non-violent political action, to expiate past wrongs. It would seem indisputable that awareness of the excesses that occurred during the first years of the Islamic Revolution would attempt to work itself out in many ways. Active or near-overt forms of self-examination, regret or even repentance cannot be ruled out, and may well extend to Dr. Soroush himself, one of the principal architects of Iran's "cultural revolution" of 1980-1981, which closed the universities, dismissed professors on ideological grounds, and recast curricula along strict Islamic lines.

The Iran-Iraq war, which began while the students still held the embassy, was a human catastrophe for which those who prolonged it, due in part to the acquisition, via Israel, of sophisticated American weapons systems, may eventually be called to account. Shortly after the end of hostilities, Ayatollah Hossein-Ali Montazeri, then successor-designate to Khomeini, declared: "We must realize that we have voiced slogans, many of which have contributed to our isolation in the world; slogans for which there were wiser ways, but we closed our eyes and ears and cried: 'It is as we say!'; and later found out we were wrong. We must understand our mistakes and admit our errors before God and the nation."

A few days after making this statement, Montazeri was stripped of his title, and is still being held under house arrest in Qom. But he has retained and even increased his

**Pour vos besoins
financiers**

SI VOUS DÉSIREZ

- ♦ améliorer vos rendements
- ♦ diversifier votre portefeuille
- ♦ des stratégies profitables
- ♦ planifier votre retraite



**For your financial
needs**

IF YOU WANT

- ♦ better investment returns
- ♦ to diversify your portfolio
- ♦ profitable investment strategies
- ♦ financial planning



Votre partenaire financier / Your financial partner

JACQUES FILION

50 O'Connor, Suite 1602, Ottawa, Ontario, K1P 6L2

Tel. : (613) 236-0103 / Fax. : (613) 236-5916

- ✓ RER autogérés ✓ Abris fiscaux
- ✓ Fonds d'investissement ✓ Actions
- ✓ Obligations ✓ PNG ✓ REE
- ✓ Gestion de portefeuille

- ✓ Self-directed RSPs ✓ Tax shelters
- ✓ Mutual funds ✓ Stocks ✓ Bonds
- ✓ GICs ✓ ESPs
- ✓ Portfolio management



**PAGIC PROPERTY MANAGEMENT INC.
GESTION IMMOBILIÈRE PAGIC INC.**

BILINGUAL SERVICES/SERVICES BILINGUES

WE OFFER/NOUS OFFRONS

**PROPERTY MANAGEMENT
(ONTARIO/QUÉBEC)**

rental/lease
maintenance/renovation
regular inspections
pre-departure counselling
resident/non-resident
monthly & annual
financial statements

**GESTION COMPLÈTE
(QUÉBEC/ONTARIO)**

location/bail
entretien/rénovation
visites régulières
conseils avant départ
résident/non-résident
états financiers
mensuels & annuels

C.P. Minto Place P.O. 56015
355 Slater Street
Ottawa, Ontario K1R 7Z1
Tel & fax: (613) 860-0959
pagic@sympatico.ca

influence among devout Iranians as a religious authority.

A powerful factor motivating the students' action, argues Ms. Ebtekar, was the slanted if not hostile coverage of events in Iran by the international, and primarily the American, media establishment. In their determination to explain the wrongs committed in and against Iran by a succession of United States governments and intelligence agencies, the students sought to address the American people directly. The capture of the embassy and the sequestering of its diplomatic and intelligence staff would give them, they believed, both an ideal platform and the necessary leverage to do so. It was here, if anywhere, that they could have been criticized for naiveté.

Though transnational ownership of the mainstream press and radio-television outlets of the early seventies was less concentrated than it is today, American media shared the same characteristics then as now. These included unwavering fealty to a well-defined "national interest" and systematic denigration of any views or information that might challenge a centrally originated and agreed-upon version of facts, persons and events. This the Iranian students were to certify. The description of their doing so is one of the most touching and eloquent parts of Ms. Ebtekar's book.

The US government had learned a bitter lesson in Vietnam. This was the conflict that was alleged to have been "lost" as a result of allowing American print and electronic journalists access to the front lines which later proved damaging to the political and military objectives of the United States. A study of television coverage of the war, however, revealed that the media could not have been held responsible for the American people's disaffection with their country's political and military objectives in the region. Nearly half of all broadcast information dealt with the operations of the American ground and air forces; official statements by Washington and the US puppet government in Saigon accounted for another 12%. The "enemy" viewpoint was reflected in less than 3% of coverage.

Never again would Washington and the media owners make the same mistake. Even three percent was too much. Television coverage may have been unable to conceal the clouds of tear gas wafting across the White House lawn when Shah Mohammad-Reza Pahlavi visited the American capital in 1977 at the invitation of President James Carter, nor the tears it brought to the eyes of the visiting royalty and their hosts. But two years later, when the Muslim students seized the American Embassy to protest the admission of the shah to the United States, they would

first be portrayed as wild-eyed fanatics and fundamentalists, then dismissed outright, and their ideas and ideals ridiculed.

That the primary spokesperson for the students was an articulate young woman with fluent English named "Mary" — author Massoumeh Ebtekar — would prove no obstacle to Betty Mahmoody's tendentious and inventive *Not Without My Daughter* later becoming the accepted Western description of the plight of all Iranian women.

As the Gulf War, and the NATO aerial campaign against Serbia over Kosovo in support of Albanian separatist guerrillas were to confirm, the lessons of the role of the media in Vietnam have since been applied with cybernetic precision. Outrages have been manufactured to shape public opinion; claims of genocide in the tens of thousands have fallen lightly from the lips of State Department spokespersons. CNN retained the services of active-duty United States Army psychological warfare specialists to buttress the battlefield reporting of Christiane Amanpour, the spouse of State Department spokesman James Rubin.

On another, less controversial, level this story is one of youthful audacity leavened by humor and anecdote, related in a way that throws new, revealing light on the ideas and the powerful belief that motivated the student rebels. Massoumeh Ebtekar depicts the American hostages, their would-be Iranian rescuers among the moderate political forces, the students' friends, families, and all those who attempted to use and manipulate them for political ends, in new depth and perspective. In this book we have an articulate, detailed account of a "third world" crisis not from the point of view of Washington, but from that of the "third world."

Massoumeh Ebtekar presents a fast flowing, day-by-day, blow by blow account of the planning of the embassy seizure, introduces us to several of the key student leaders, and takes us behind the scenes into the complex world of religious and political conflict that raged in the aftermath of the Islamic Revolution, the flood tide of popular frustration and resentment that swept away the imperial regime, then brought down Iran's first post-revolutionary government, clearing the way for what long seemed unrestricted rule by Iran's traditional Shi'ite clergy, the *ulama*.

Hers is also an account that wears its heart on its sleeve. We meet young men and women like the narrator, moved by a powerful combination of offended national pride and religious dedication, as they experience a situation of growing complexity. We encounter people who, as the occupation draws on, are overtaken by forces beyond their control, and that will

ultimately take control of them. Finally, the "October Surprise," having sealed Jimmy Carter's political doom, would lead to the negotiated release of the hostages on the day of Ronald Reagan's inauguration. We gain insight into the complexities of Islamic Iran, into the power of Ayatollah Khomeini to shape and guide events, and into his complex and ambiguous legacy of theocratic absolutism and grass-roots democracy.

*We meet young men
and women like the
narrator, moved by a
powerful combination
of offended national
pride and religious
dedication, as they
experience a
situation of growing
complexity.*

Islamic Iran, in all its contradictions, has always been anything but dull or predictable. Massoumeh Ebtekar's narrative — and subsequent career — shows why.

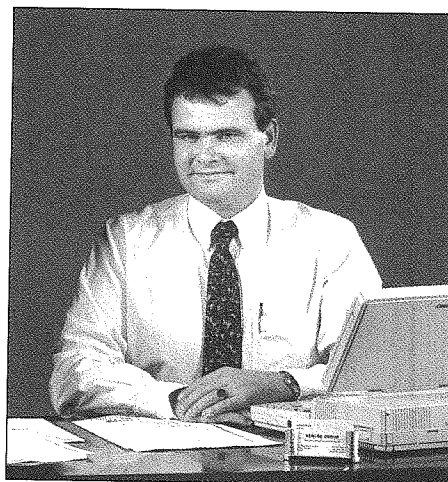
The story of this book is almost as convoluted as that of the US Embassy takeover. I was first introduced to Ms. Ebtekar in 1996 by a mutual friend. She was at the time publisher of Farzaneh, an Islamic women's journal, and was pursuing a scientific career while rearing two children. Her efforts to interest English-language publishers in her story had been unsuccessful. Some, including reputable houses, had dismissed the project as a fabrication. Others responded with indifference, polite lack of interest and some with overt hostility. Such a book would be "contrary to our interests," they argued.

It was not until I proposed the enterprise to my publisher, the Vancouver-based Canadian independent Talonbooks, that it began to take on life as a book. I met Ms. Ebtekar in Tehran on several occasions, during which she clarified several aspects of her story and answered a long list of questions. Subsequent question and answer sessions took place in her offices at the Department of the Environment on Villa Avenue in the heart of the Iranian capital. This book is the fruit of those hours of discussion. ☉

WHO IS LOOKING AFTER YOUR CONCERNS WHEN YOU'RE ABROAD?

WE OFFER...

- PROPERTY
MANAGEMENT
- REAL ESTATE
PURCHASE & SALES
- RELOCATION
PLANNING



ALL OF OUR SERVICES ARE INDIVIDUALLY TAILORED TO YOUR REQUIREMENTS.

Andre de Loë

5509 Canotek Rd., Unit 12
Gloucester, Ontario K1J 9J9
(613) 742-0221 Fax: (613) 742-7855

KENLOE REALTY CORPORATION



Gustave Eiffel's Ver-o-Peso market, Belem

Gently Down the Stream...

A Voyage on the Amazon

Photos and story by Nicholas Coghlan

The most popular movie running in the quiet and very hot Brazilian river port of Tabatinga (pronounced Tabachinga) was *Chitanic* (work it out). I hoped this wasn't an omen.

Down at the floating wharf the *Voyager Three*, which Jenny and I would be looking to take us half way down the Amazon River, before we changed boats in Manaus for the second and third legs to Macapa and Belem, in fact looked quite seaworthy. Its three open decks (cargo, passengers' hammock deck and bar/sundeck) had all quite clearly just been cleaned. Moreover, the fare was a bargain: 1300 km, three nights and three meals a day for C\$45. This, we thought, compared quite favourably with the 5095 pounds charged for similarly all-inclusive trips on the Amazon by Abercrombie & Kent (although passengers probably don't have to supply their own hammocks aboard the *Explorer*).

Now most people have some mental vision of what rolling down the Amazon must be like. My preconceptions owed much to those wonderful Werner Herzog movies *Fitzcarraldo* and *Aguirre: Wrath of God*. In

the former, a manic Klaus Kinski hauls a full-sized paddle steamer up the side of a jungle-clad mountain and then down the other, so as to reach lucrative rubber tree territory in the Upper Amazon, while in *Aguirre* (which is actually set on the Orinoco, but you get the idea) a raftload of equally manic Spanish conquistadors, led by their eponymous captain, slowly go even more mad as they gently drift down to the sea, mocked by howler monkeys, screeching parrots and taciturn but unmistakably hostile natives with bows and arrows.

Well it's not quite like that these days. Our first night out from Tabatinga, one of the crew members did ride shotgun on the stern, but the fear here was piratical FARC guerrilla from Colombia rather than Indians firing curare-tipped darts and, as for the howler monkeys, when sailing downstream one is often as much as 2 km from the bank and well out of their range as well. What we did see were dozens of the inoffensive pink river dolphins that ply the Amazon and Orinoco systems and, at our many port stops, throwing a piece of orange peel into the river

could be guaranteed to attract an immediate and dramatic thrashing of piranha.

The joy of rolling down this particular stream is, rather, in the journey itself — in the midnight stops at tiny unlit riverside settlements, in sipping huge, cold Antartida beers at sunset on the top deck, with Brazilian country music or the theme from *Top Gun* pounding out over the treetops, in reading all of Vikram Seth's 1349 page *A Suitable Boy* while swinging in your hammock and, above all, in the observation of your varied fellow passengers.

There were, for example, Humbert and his Lolita — not their real names, of course — whom we encountered in Belem, before starting upriver again. Humbert was in his early thirties and was from the poverty and drought-stricken region in northeastern Brazil known as the Sertao. He had loaded all his worldly possessions on board and was headed, eventually, up the Rio Negro to make his fortune. These possessions included his beautiful, newly-wed but apparently mute wife, who never wore anything but inappropriate clinging dark-velvet mini-dresses

and who must have been closer to twelve than sixteen. She and Humbert spent most of the voyage in a passionate clinch in their single hammock. When he briefly came up for air one evening, Humbert did confess that his Lolita was "a bit overawed by it all."

Then there was The Man With The Car. Loading The Car at Santarem, by means of two planks angled at 45 degrees down from the wharf to the open lower deck, while the boat moved up, down and sideways had been a thrilling experience: more than once it looked as though the poor Toyota was going to end up on the bottom of the river. But a car is a great status symbol in most Amazon riverside communities, the more so because it is of very little practical use in a country where there are no roads to speak of. The Man with the Car knew it. Three times a day he would process down to the lower deck with a crowd of ever larger sycophants, there to turn the engine over and play a song or two on the car's tape deck:

*"You mustn't let a day go by
without running the engine,"
he would say gravely, to
approving nods.*

The Man With The Car, who also led the top-deck poker games and was very macho, would have nothing to do with The Gay Guy, an athletic black man of about eighteen, who spent his days mincing around the boat dressed only in a brief tanga, a tape-deck on one shoulder playing Sambas. Whenever we stopped, The Gay Guy would put on an impromptu Lambada and Limbo show on the roof of the bridge for the communities that had usually assembled to witness our arrival. The Gay Guy's companion was a grizzled American who appeared to be in his late seventies and who rarely stepped out of his oven-like cabin; but on the last day of our trip The American did strike up a friendship with another of the boat's characters, the tea-cosy clad and jewellery-making Rasta Man. This only led the Gay Guy to pout for an afternoon.

Then there were The Soccer Fans. Mostly they wore the black and red hooped shirts of Flamengo, one of Rio's top teams, but there were still a few behind-the-times Fans with Ronaldo's Number Nine shirt, in Brazilian gold and green. Ronaldo, following his disappointing performance in the 1998 World Cup in France, had fallen out of favour, it seemed, although I learned from The Fans that he had been bribed by the French to fake his epileptic fits.

The Soccer Fans attempted to monopolise the TV on the passenger deck, but periodically fights would break out with the Soap Opera (Telenovela) Fans. Every time our

boat went around a bend (and there are more than one or two in the 3000 km of river we traversed) someone would have to go up to the top deck and, by means of shouts over the rail, coordinate adjustments of the satellite dish with the TV watchers below in such a way that the signal was regained: this was the chance for the Soap Opera Fans to have their way.

Mealtimes were usually an excuse for lively discussions, as well. Food was plentiful, if monotonous — rice, chicken and beans, sprinkled with manioc flour. But table manners tended toward the uncouth and on two legs of our four-leg journey the crew wisely decreed that the men should eat apart from the women and children: otherwise, the latter would surely have starved. Usually, there were two tables that sat fifteen apiece. With up to four hundred passengers on board,

this meant that you invariably had to eat with three or four people at your back waiting to seize your seat as soon as you made as much as a sign of putting your fork down.

Every few hours for the eight days it took us to reach Belem and the three days back up to Santarem, there would be stops. Hundreds of cases of frozen chicken and pallet-loads of beer would be offloaded (all by hand) while tons of bananas and other produce came on. On the *Voyager Three* we were only about fifty passengers, which meant we had plenty of room to sling our hammocks, but on two subsequent legs the load was four to five hundred (I had a suspicion no passenger list was kept). On these occasions, our vessels would have furnished a good location for an academic researching the conditions aboard eighteenth-century slavers in the Bight of Africa. But things weren't just



Unloading at Prainha, Lower Amazon

Check Here... Cochez ici...

For Improved Coverage and Better Rates.

pour une meilleure couverture et de meilleurs taux.

Our Basic Term Life Insurance plan has been designed to provide a level of coverage which meets the varying needs of our members. The plan provides for high amounts of low cost coverage.

- The Term Life Insurance Plans provide improved levels of coverage combined with competitive rates.
- The Group Auto and Home Insurance plan provides an excellent product with the convenience of monthly payments.

To receive more information about the plans available to you, please complete the coupon below or call us directly.

Notre Régime d'assurance-vie de base a été conçu de manière à offrir un degré de couverture adapté aux besoins propres à nos membres. Il prévoit une couverture étendue avec primes très modiques.

- Les Régimes d'assurance-vie offrent une couverture plus étendue avec primes concurrentielles.
- Le Régime d'assurance-automobile et domiciliaire collective assure une excellente couverture et vous permet de pratiques versements mensuels des primes.

Pour obtenir des renseignements complémentaires au sujet des régimes qui vous sont offerts, il suffit de remplir le bon ci-dessous ou de nous appeler directement.

TO/À: PAFSO Group Insurance Plan/Programme d'assurance collective de l'APASE
412-47 rue Clarence Street, Ottawa, Canada K1N 9K1 (613) 241-1391

Please send application forms for/prière de me faire parvenir les formulaires suivants:

☐ Term Life/Assurance-vie

☐ Auto and Home Insurance/Assurance automobile et propriété

Toll Free Hot Line/Ligne directe sans frais d'interurbain: 1-800-268-3336

Name/Nom:

Address/Adresse:

Code/Code postal:



Ilha de Marajo, Lower Amazon

crowded. We had to sleep immediately over hatch covers that led into the very depths of the vessel. At every stop these covers would come off and human chains would be set up immediately beneath us; it's remarkable what you can learn to sleep through.

Only twice were we actually woken. The first time, it was because the engines suddenly stopped. With no lack of passengers and crew members shouting advice, one of the cooks was lowered over the stern with a flashlight, which unsurprisingly went out as soon as he tried to dive underwater with it. For an hour, he banged away at the propeller shaft with a large wrench as we drifted in the stream; it seemed to do the trick and on we went, the boy in the bows periodically sweeping the river ahead with his searchlight to look for further deadheads.

On the second occasion, it was 2 a.m. and a customs launch had come out to intercept our vessel; we must have been passing from one Brazilian state to another. Blinking as the overhead lights were put on, I made out a very officious uniformed personage unmistakably coming our way and apparently ignoring all the other passengers, most of whom I knew for a fact (because they had told me) to be involved in smuggling.

But I was ready. Even as the officer was moving his swagger stick to prod our baggage and was opening his mouth to roust us

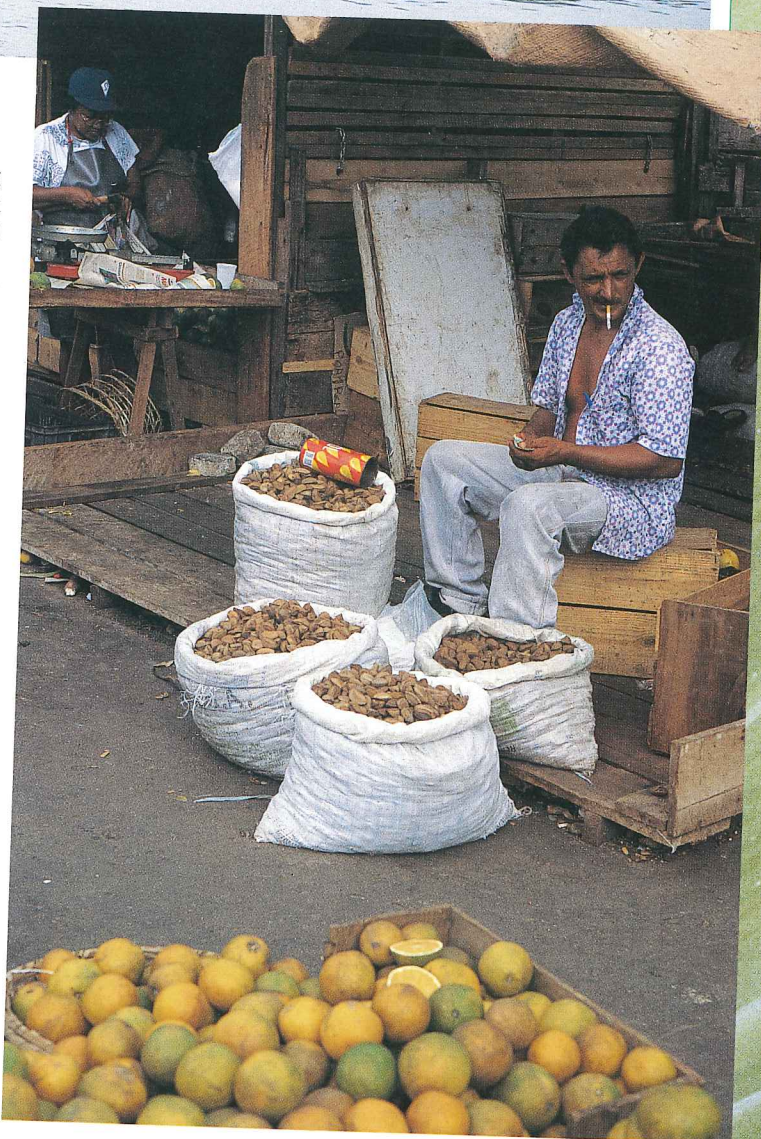
out, I was proffering my warm, limp but unmistakably red passport.

"Diplomatico," I said apologetically.

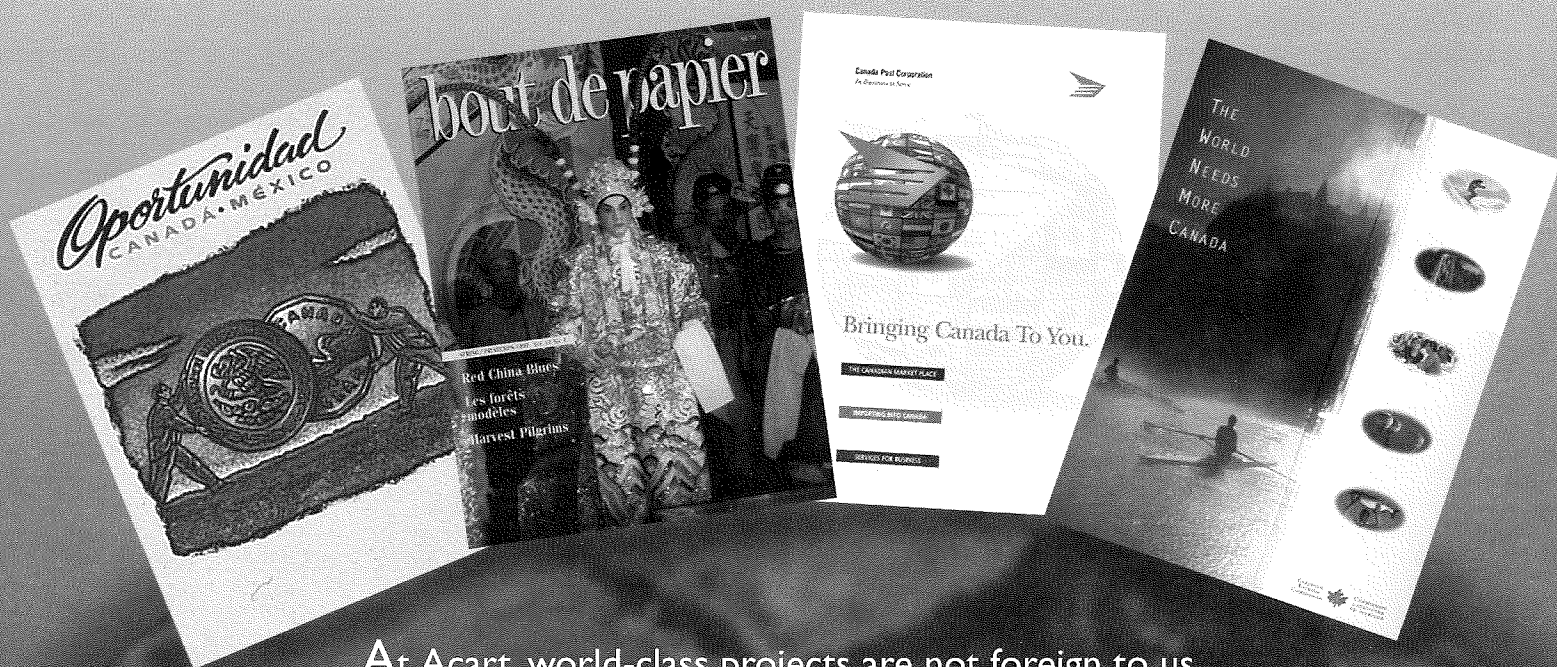
Perhaps if Captain Aguirre and his men, aboard their ill-fated raft, had been so equipped they would have had a happier trip downstream. ☺

Nicholas Coghlan, who knows that his *Diplomatic Passport* only gives him immunity in the country of his accreditation but who did not feel inclined to inform the Brazilian customs officer of this, was *First Secretary at the Canadian Embassy in Bogota, Colombia and is currently on assignment in Khartoum, Sudan.*

Brazil nut seller, Belem



A World of Ideas

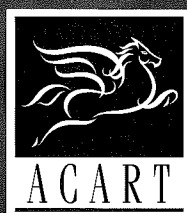


At Acart, world-class projects are not foreign to us.

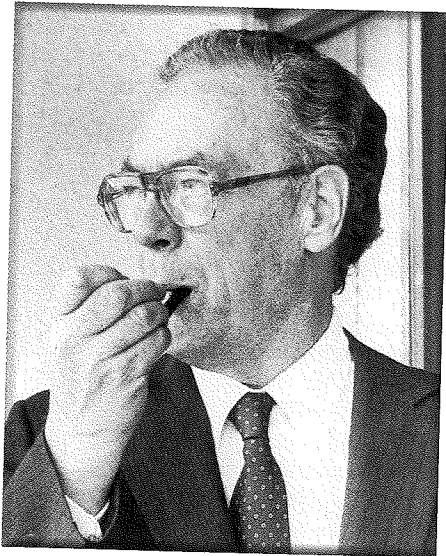
Our creative services have been providing solutions
to many public and private sector clients for over 20 years.

We welcome the opportunity to assist you with your communications,
from creative concepts, writing and design to the finished product.

We bring you a world of ideas.



Suite 600, 171 Nepean Street, Ottawa, Ontario K2P 0B4
Tel: (613) 230-7944 Fax: (613) 232-5980 E-mail: results@acart.com Web: www.acart.com



JAMES STONE
1921–2000

James Howard Stone passed away on April 5, 2000, in his 79th year. The toll of recovery from removal of his bladder after a lengthy illness was too much for him.

Jim Stone dedicated his life to serving others. You could sense it in his selfless pursuit of values that all could share and he derived great pleasure from gently inspiring others to do the same. Perhaps this accounts for the Pied Piper effect he had on young people of all ages who were always attracted to his presence – and in later years retained that affection. Wherever Jim lived, the whole community was his family. And his immediate family was intensely dear to his heart.

Jim was exposed to “dedicated service” as a young boy when his father, a medical doctor, took his family to Norway House in northern Manitoba, becoming one of the first medical practitioners to reside in the area populated by native peoples. The way of life at that time did not include running water, electricity or any other luxury beyond canoeing, fishing and sledding. The experience of living so close to nature left Jim with a lifelong preference for spending as much time as feasible near water. Hence the haven of cottage life which became so much a part of the Stone family.

Jim’s father, a veteran of WWI, thought it only appropriate that his son should join him in WWII and ensured that Jim was inducted in the 14th Field Regiment as a private. Somewhat later Jim became a lieutenant with the 17th Field Regiment of the Royal Canadian Artillery, serving in Italy and the Netherlands. As recounted by journalist Kylie Tanner in *The Citizen* last April 9:

“Around midnight on April 18, 1945, his regiment was attacked in Otterlo, Netherlands. Lieut. Stone directed the battle from a battery command post,

and kept in touch with regimental headquarters right until the German troops infiltrated the area. As the Germans forced their way in, Lieut. Stone destroyed the radio. He quickly resumed control of the battle by finding a scout car in a safer location and hooking its radio into the regimental frequency. The battle was over by the morning, with hundreds of Germans killed or taken prisoner. Mr. Stone was awarded the Military Cross for bravery at Otterlo.”

Jim rarely spoke of his wartime experience but at the time of his death he was nearing completion of an anecdotal review of his life and was well into the war years — a treasure for his family.

Following the war, Jim attended Queen’s University where he met Christine, an Ottawa native, who became his bride after graduation in 1948. Their career together took them in and out of Ottawa to postings in Paris, Wellington, Rome and London, as trade and economic specialists; Jim later served as head of mission in Brazil and in Chicago. With retirement in 1980, they left a trail of friends and fond memories as a result of these assignments to what Jim somewhat sheepishly referred to as “time-share resorts.”

Christine, their two daughters and two sons, noticed over the years that Jim’s method of relaxing was not always one of voraciously reading novels and communing with nature but also of being creative with his hands. It could be buying used Bentleys (when in London) and crawling underneath outside Chester Terrace to make his own repairs with greasy hands, or disappearing quietly under the cottage to fix an old clock or repair that famed cottage screen door. Then, to the surprise of many, Jim discovered an aptitude for three-dimensional art. He studied sculpting in various media, both in Ottawa and in San Miguel de Allende, Mexico, and has left a variety of his works dotted around the family home. Just as with Jim himself, his sculptures draw you to them with a magnetic appeal — a trait so dominant throughout Jim’s life.

Jim also shared his retirement with the needs of the community. He was an integral member of the Ottawa Salus Corporation and served many years on the board in the effort to meet the need for better care for the mentally ill.

Jim was a man of compassion for others and an inspiration for the young. He will be greatly missed. ☺

Wilmer J. Collett served as Consul General in Chicago (1974-79) and in Munich (1982-85). He was High Commissioner in Nigeria and Sierra Leone from 1985 to 1988.

THOMAS PAUL MALONE 1915–2000

Thomas Paul Malone, my father, passed away in July 2000, aged 85, after a brief illness, having celebrated his sixtieth wedding anniversary only weeks earlier. He served with the Canadian Foreign Service (initially under the umbrella of the war information service in Canberra) from 1943 to 1980. An adventurous journalist, he joined “External” at the time of rapid expansion marked by World War II and participated, with great pride, in the “golden age” of Canadian diplomacy.

He grew up in Edmonton, where his parents were early entrepreneurs, his father owning the largest store on the south bank of the river (amazingly, the Malone Building is still there!). While a student at the University of Alberta, he joined the staff of the *Edmonton Journal* as a cub reporter. He rapidly moved on to the *Times of London* and the *Sydney Sun*, where he met my mother, also a reporter. His exploits as an international correspondent included a scoop interview in early 1939 of the notoriously media-averse Neville Chamberlain, whom he tracked down during a country retreat. After some further reporting within Canada, Canada’s High Commissioner in Australia, the legendary T.C. (Tommy) Davis, recruited him to serve as his information officer. A long posting in Canberra was followed by an even longer one in Washington, where he laboured in distinguished company (George Ignatieff and many others) in the arid vineyard of Hume Wrong’s embassy: alas, Wrong did not believe in public relations. In the mid-1950s, he returned to Headquarters, then in the East Block, eventually heading up the Information and Consular Divisions. There many a new officer spent an introductory stint under his tutorship as I was to learn from them twenty years later, when I, as a junior officer myself, was treated to their reminiscences of the good (or bad) old days.

After an assignment as Counselor in The Hague (1958-62), a radical departure: his next posting, perhaps his happiest, was as Ambassador to Iran, from 1962 to 1967. These were the years of Iran’s accelerated modernization under Shah Mohamed Reza Pahlavi. Its positive effects were nearly immediately apparent but the dangerous undercurrents of resistance it sparked among clerics and others and the growing repression by the regime’s security service, SAVAK, were less well detected at the time. The Canadian Embassy, also accredited to Iraq and Kuwait, was small but purposeful, bagging out dispatches documenting goings-on about the region in a literate style and with intellectual incisiveness which have since been lost to diplomatic reporting.

Elizabeth Antiques Appraisal Service

FINE ARTS & ANTIQUES



Elizabeth Mayhew

68 Pine Glen Crescent
Nepean, Ontario
K2G 0G8

(613) 226-5915

When civil war broke out in Nigeria in 1967, Lagos beckoned. We arrived in August, just as the Biafran army was consolidating its drive on the federal capital, spurring an exodus of Nigerians and expatriates. We were the only ones that day to get off the aircraft, while dozens of panicked residents attempted to board. The Biafran separatist campaign held great relevance for Canada, where separatism in Quebec was given a huge boost in 1967 by General de Gaulle's notorious pronouncements in Montreal. The Nigerian civil war provided the theatre for the first large-scale humanitarian mobilization in the Western world, with passions running high as thousands of civilians starved. Debates on the war in the Canadian Parliament received extensive coverage, with Prime Minister Trudeau unyielding in his contempt for secessionism. In spite of the tragic conflict in Nigeria (which they happily saw end in 1970), my parents greatly enjoyed Africa, travelling extensively within their various countries of accreditation, including Dahomey, Niger and Sierra Leone. Delightfully, in those days, these countries could mostly still be reached by French *paquebots* plying the West African coast. My parents warmed to the optimistic, entrepreneurial nature of Nigerians and to the dignity and charm of other West Africans.

After a two-year stint in Kingston at the National Defense College, then experiencing one of its better phases under the redoubtable Admiral Sturton Davis, with shocking innovations such as the first female course member (the soon-to-be Honourable Flora Macdonald!), they moved to Israel, with cross-accreditation to Cyprus. They were privileged to know most of Israel's historic generation of first leaders (David Ben Gurion, Golda Meir, who was still Prime Minister when they arrived, etc.) and lived through the Yom Kippur War, which shattered the confidence of many Israelis that their security could be guaranteed indefinitely by military superiority. They also experienced the 1974 hostilities in Cyprus (with my mother and sister pinned down in Nicosia's Ledra Palace Hotel for many hours), a much-loved country to which they retired in 1980. Their final assignment was a very happy one, to Finland, where they and their good friends the Robert Fords, frequently over from Moscow, spent much time reminiscing over their early years in the service.

Throughout this varied, rich and long career, my father's committed partner was his adored wife Deirdre. A distinguished Australian scholar and writer, she joined a generation of Australian wives (including

CANADIAN COLLEGE ITALY



CANADA'S FIRST HIGH SCHOOL IN ITALY (Bursaries Available)

- High Academic Standard
- Co-ed semestered boarding school
- University preparation: advanced courses for entrance in North America's finest universities; taught in English: grades 10 to high school graduation
- Medieval Lanciano on the Adriatic coast in central Italy is safe, quiet, utterly charming
- Exquisite college residences
- Expert qualified teaching staff
- State-of-the-art science facilities
- Century-old art studios
- Supervised excursions to cities throughout Italy and Europe
- Study with the best of Europe and Canada in a culturally rich environment
- A unique educational experience that lasts a lifetime!



Tel: (905) 508-7108 1-800-422-0548 Fax: (905) 508-5480
e-mail: marisa.cci@sympatico.ca <http://web.idirect.com/~cci/>
Headmistress: Mrs. Janette Doupe
(former headmistress of Trafalgar School, Havergal College and St. Clement's School)

IAN H. WARREN Barrister & Solicitor

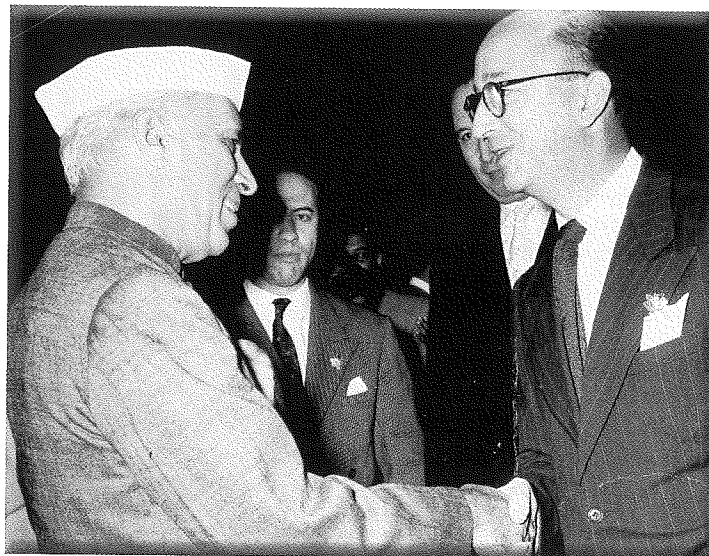
•
Personal Service
at a Fair Price

•
Real Estate
Wills & Estates
Business Law

•
Suite 2000-150 Metcalfe St.
Ottawa, Ontario
K2P 1P1

(613) 565-3813

Paul Malone with Indian Prime Minister Nehru in New Delhi, October 1957



Sheila Menzies and Patsy Pick) who greatly enriched the Canadian Foreign Service with their sense of adventure, fun and pragmatism. My mother's invariably positive outlook and friendly approach complemented my father's considerably more reserved nature, which perhaps derived from the loss of his own father when he was seven. His ultra-dry wit delighted her and those others alert to it. They were very fine parents indeed to me, a renegade last son of limited virtue who sorely tried their patience by scraping along at the bottom of my classes until their consistent support paid off and I levitated just a little bit higher. They took great pride in knowing that their four sons had followed into the Foreign Service, although only Tony and myself stuck it out for any amount of time. My sister, Patricia, sensibly moved straight to the halls of real power in Ottawa, at the Finance Department! Speaking only rudimentary French themselves, they were determined that their children would do better as Canadians and educated us all in French. Their three daughters-in-law are francophone and a majority of their grandchildren primarily speak French, quite a linguistic evolution for our family over several generations and one of which they were justifiably proud.

Few regrets hobbled dad in retirement. He was, nevertheless, perplexed over the sorry state into which the Public Service has fallen. He was aware of the growing hardships and diminishing rewards of service abroad. He rejoiced greatly in having worked for or with such great Foreign Service pioneers as Georges Vanier, Lester B. Pearson, Norman Robertson, Arnold Heeney, Jules Leger and Marcel Cadieux. But it is clear that their success was rooted in the appreciation and support of their political masters, a disposition that he noted with regret seems to have dissipated almost entirely.

He was very proud to have represented Canada abroad. He admired not only his early colleagues, but also the younger generations in the Foreign Service he encountered late in life. His faith in their idealism and skill was unwavering and he was never surprised to read about yet another intrepid young Canadian foreign service type sorting things out in remote and insalubrious corners of the world.

David M. Malone is on leave from the Department while serving as President of the International Peace Academy, an independent research and policy development institution, in New York.

LÉO LEDUC 1944-2000

C'est avec tristesse et consternation que nous, collègues et amis de Léo Leduc, avons appris son décès prématuré des suites d'un accident de la circulation survenu à Moncton, où il était affecté depuis quelques années.

Léo était un délégué commercial unique. Il avait un oeil pour les solutions constructives, réalistes et pratiques. Léo savait d'instinct définir les priorités les plus importantes et s'attaquer aux problèmes épineux que cette carrière nous réserve sans s'affoler ni jamais perdre de vue les objectifs choisis. Il s'inquiétait pour le futur de sa carrière, la perte de moral de ses collègues et le peu de progrès des FS sur le plan de la rémunération. Cela lui déchirait le coeur comme une injustice imposée et sans fondement. Un jour, son sentiment d'impuissance le poussa à réagir et à se lever pour inviter sa communauté de collègues à réagir. Seul, il décida de présenter un grief contre le règlement qui l'empêchait de recevoir la rémunération intérimaire pour le poste de Délégué com-

mercial principal qu'il occupait à Moncton, alors que ses subordonnés gagnaient plus que lui. Son combat solitaire dura une année entière jusqu'à son dénouement négatif. Il en parlait souvent, il en parlait à ses proches collègues, puis à d'autres qui en parlèrent à leur tour et ainsi de suite. Malgré son éloignement de la centrale, l'esprit de Léo devint comme un cri d'injustice et de ralliement pour tous ses collègues sous le slogan «Même travail; même salaire». Léo le «bon gars», Léo le visionnaire, venait de nous donner une cause juste et de nous mobiliser tous pour le respect de nos droits à l'équité salariale.

Grand communicateur, il gagnait la confiance des gens en honorant ses engagements et en respectant ses promesses. Doté d'un grand jugement, d'une capacité de travail remarquable il s'attaquait dans le calme et la discipline à ses tâches multiples. Il respectait les gens, savait les écouter et les appuyer concrètement.

Toutes les fois que l'on voyait Léo, c'était un feu d'artifices de blagues et de pépites de sagesse qui fusait! Il avait le don de mettre en confiance et l'autre plus précieux de ne pas la trahir. Loyal, discret, et fin comme une rapière de mousquetaire, il a toujours été de bon conseil pour ses collègues. Il aurait bien été le premier à rire de ce que nous écrivons aujourd'hui, simple, sans prétention aucune, nous l'entendons rire en nous écoutant. Il faisait partie de cette humanité précieuse qui croit en l'action plus que dans les paroles, si choisies, si vraies fussent-elles.

L'annonce de sa mort prématurée a semé la consternation partout et encore aujourd'hui on se pince et l'on croit que l'on pourra encore entendre son rire et voir encore ses yeux pétiller d'esprit. Sa vie se termine trop tôt, nous avons perdu un ami doté d'un grand sens de l'humain, d'une belle simplicité et de manières avenantes qui rendent sa perte encore plus cruelle. Puisse son souvenir nous inciter à rechercher comme lui la qualité et le professionnalisme dans toutes nos actions. Léo, cher collègue et ami, nous nous souviendrons à tout jamais de ta contribution pour le métier et tes pairs que tu aimais tant.

Jean-Pierre Petit, Délégué commercial, affecté à Bangkok, San José, Mexico et Atlanta. Il est présentement à la Direction du Japon.

Jean-Yves Dionne est Directeur adjoint (Commerce) à la Direction des affectations du personnel et a été Directeur général adjoint du Secrétariat d'organisation du Sommet de la Francophonie à Moncton (1998-99). Affecté à Budapest, Yaoundé, Abidjan et Bonn.

In support of Canada's role on world stage

Editor's Note: Reprinted with the permission of The Toronto Star syndicate published September 18, 2000. In this article, columnist Graham Fraser, a National Affairs writer, describes an emerging trend: Canadian novelists dealing with Canadians wrestling with international conflict.

A Canadian was beaten up, seized, and is being held in captivity in a country where he doesn't speak the language, and has no idea when he will be released.

In deep, still-unhealed pain, another Canadian who served in the Third World has become a highly respected public figure — but this sympathy and celebrity cannot hide the damage he has suffered.

These are two men in the news: Shaun Going, a 45-year-old construction entrepreneur, is in prison in Belgrade, along with his 19-year-old nephew Liam Hall, and retired Lt.-Gen. Romeo Dallaire is speaking from his soul when he testifies to the horrors of war in Africa.

But those descriptions also apply to Bill Burridge, the fictional Canadian diplomat in Alan Cumyn's most recent novels, *Man of Bone* (1998) and this year's *Burridge Unbound*. Both are harrowing accounts: first, of a diplomat taken hostage, and then, perhaps even more poignant, of the slow recovery of a trauma-damaged idealist.

The two novels are not only a chilling glimpse of the pain inflicted on those caught in vicious civil strife, they are also part of what may be an emerging trend: Canadian novelists dealing with Canadians wrestling with international conflict.

It is not a common theme. It is almost 20 years since Margaret Atwood wrote about a Canadian journalist taken into custody in the Caribbean in her novel *Bodily Harm*. But this year, in her novel *The Rules of Engagement*, Catherine Bush has presented

a mirror version of Cumyn's diplomat: a young woman who flees an intense and violent conflict in her emotional life in Toronto to work for a London think-tank studying the roots of war.

It is as if fiction is coming to terms with Canada's involvement in the world.

"It doesn't surprise me, because as a country, we are reaching out more," said Alan Cumyn in an interview, pointing out that Canadians are working around the world as diplomats, aid workers and teachers. Now 40, Cumyn taught in China and in Indonesia — and, as he came to terms with the ten-

violence and injury, and keeping on going. It doesn't happen like that.

It certainly doesn't happen like that to Bill Burridge, who is shattered by the events described in *Man of Bone* — and is still a deeply damaged man in *Burridge Unbound*. (The second novel opens with Burridge appearing before the Human Rights Committee of the United Nations — and, to his own humiliation, losing control of his bowels.)

"Fiction was a really good vehicle for this," Cumyn said, describing the imaginative leap that took him inside Burridge's skin

after studying the experience of a number of former hostages. "In an odd way, you can be more true to it."

This is a risky time for Canada's connection to the rest of the world. Foreign aid has been slashed, and there is no indication of any intention to increase it. Canada's diplomats are dramatically underpaid and fleeing what was once one of the most prestigious careers in the country. Lloyd Axworthy is on the point of leaving politics, apparently

because he had no assurance that he would be able to remain in Foreign Affairs.

Peacekeeping is increasingly difficult for the Department of National Defence to contemplate. The CBC has dramatically cut back on its network of foreign correspondents.

But the Liberals are failing to recognize that for increasing numbers of Canadians, all politics is not local, and dealing with the world is the crucial, uncontested federal power. And those who, like Stockwell Day, suggest that Canada's involvement in issues like land mines or children in war is a kind of trendy dilettantism, have not grasped the other side of globalism. Canadian novelists like Cumyn and Bush know what many politicians have failed to understand: Canadians want their country to be engaged in the world. ☉



sions lying beneath the surface in those societies, he was struck by how little security is provided for Canadian diplomats.

He then came to Ottawa, where he worked for several years with the Immigration and Refugee Board.

It was in that capacity that he read the testimony of political refugees, former hostages and torture survivors, and came to understand something of what they had endured. Then he began to read the scientific literature.

"There's quite a lot written about post-traumatic stress disorder," he said. "We're not wired very well for dealing with trauma after the event. At the time, we cope — but our brains seem to be wired to dwell on it constantly afterwards."

He found the presentation of traumatic events in popular culture to be profoundly misleading: people going through shootings,

Books in Review / Critiques de livres

HOMeward BOUND: A SPOUSE'S GUIDE TO REPATRIATION by Robin Pascoe
reviewed by Nancy Fraser

ERNEST LAPOINTE AND QUEBEC'S INFLUENCE ON CANADIAN FOREIGN POLICY by John MacFarlane
revu par Anne Leahy

HOMeward BOUND: A SPOUSE'S GUIDE TO REPATRIATION by Robin Pascoe, Expatriate Press, Vancouver, 2000, 138 pp. US \$16.95

reviewed by Nancy Fraser

Nancy Fraser is a writer who specializes in issues of international living. Since 1965 she has spent more than seventeen years living on four continents. In Asia, Africa, North America and post-communist Europe she has contracted with Canadian and international concerns and businesses to examine the policies and conditions that affect the families of their expatriate employees in environments that are new to them, and on their return to home countries that frequently feel at least as strange.

The absence of a truly useful treatment of the issues of re-entry has finally been filled by this book, *Homeward Bound: A Spouse's Guide to Repatriation*, by Canadian author Robin Pascoe.

For those who live the rotational life, the very prospect of the act of moving internationally is dreaded. Dismantling the familiar

accoutrements of everyday existence, and deciding what must be left behind and what can be transported entails endless decisions, lists and, inevitably, exhaustion. What is equally difficult is coming to terms with the knowledge that nothing will ever be the same again, that after this move, this grouping of friends in this particular place where knowledge and understanding were hard-won will forever be changed.

It is ironic that the move back home, the actual re-entry process, is frequently much more painful and more complicated for the family than was the move overseas, particularly for the spouse who is probably in charge of managing it. It is this fact that Robin Pascoe, a long-term Canadian foreign service spouse, and now an internationally-known lecturer and author on expatriate issues, has chosen to address with her well-honed journalistic skills in this her latest book. Those who are familiar with Pascoe's two earlier books in the Culture Shock! series: *A Wife's Guide* and *A Parent's Guide* will recognize her humorous style of writing about the very serious issues that must be addressed repeatedly by those who divide their lives into international segments; new readers have a treat in store.

Logic would seem to dictate that preparing to live in a totally unfamiliar cultural environment would present more challenges than returning home. If only that were so. The very challenges of addressing the unknown carry their own impetus; the real shocks come when the familiar environment in the home country most definitely isn't! And when the spouse is expected to function effectively and immediately, to unpack and re-assemble a home with children who are less than happy or cooperative even as the employee is trotting off to his or her vaguely familiar job and questioning the reason the spouse is so slow to start contributing to family income can load on stresses, resentments and rage that may never be overcome.

The organization of this book is chronological, so no matter in what stage readers are involved, it's possible to connect to the issues that are affecting them, and to go back or forward to contemplate what

came before or is lying in wait. The chapter titles address concerns that occur even before the family leaves their international setting (So You Have Decided to Move Home: Things to Contemplate Before You Leave the Post), all the way through to the final chapter: Re-entry Rage and Resentment; Get Over It! Mechanisms to cope with all the issues that will present themselves in both the short and long term, are provided. Ms. Pascoe identifies problems that are often faced by spouses who have chequered employment histories that reflect their peripatetic existence, and suggests that international experience has value that may not have been considered by the job-seeking spouse. At every turn, the successes and mistakes made by others are included, and contributions and advice from experienced spouses who responded to an extensive survey are freely quoted. Included in the author's valu-

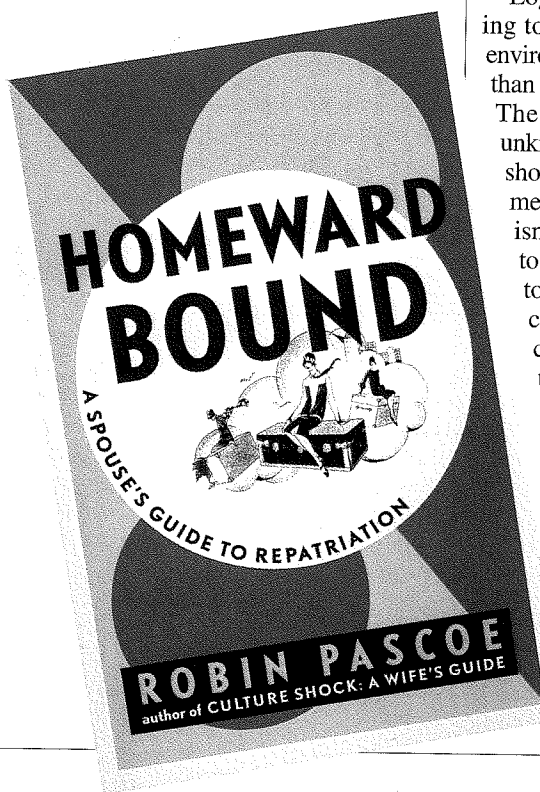
—◆—
LEMIRE
+
MORIN
—◆—

Comptables agréés
Chartered Accountants

Jacques Morin, c.a.
Associé / Partner

174, rue Isabelle
Hull (Québec) J8Y 5H8

Tél: (819) 775-3306
Fax: (819) 775-3396



able insights are some that relate to the impact the stage the family finds itself in may have as they traverse the re-adjustment road. As well, she examines the effects such personal jolts as professional downsizing, retirement, divorce, ill-health or death will have on any adaptation process. Nevertheless, as understanding and cozy as this author is of the vicissitudes of re-entry, her tough-love approach to finally getting on with life at home is bracing. This book is directed at the needs of the spouse, however it is valuable reading for the other adults in the family, if only to sensitize them to the experiences and emotions that define the re-entry experience of the spouse, and the impacts they will place on the entire family.

In addition, a foreword by American psychologist Carlanne Herzog, an afterword by Dr. Kirsten Thogersen, who is Danish, and the skills of British editor Joanna Parfitt, ensure this book is a truly international treatment of a process that transcends boundaries. The bibliography will be helpful to readers seeking more information. It's natural to feel entirely alone when attempting to adjust to a home that feels like anything but in the midst of acquaintances who have no understanding of why their new neighbour is acting so strangely. Ms. Pascoe's web site www.expertexpert.com provides immediate comfort and support to those who crave connections with others who share their peripatetic experience, be those connections through chat groups or relevant articles.

To purchase the book, contact www.expertexpert.com or www.expatriatepress.com; anyone who will ever come home will be delighted to have Robin Pascoe's *Homeward Bound: A Spouse's Guide to Repatriation* as a valuable resource in their library.

ERNEST LAPOINTE AND QUEBEC'S INFLUENCE ON CANADIAN FOREIGN POLICY, by John MacFarlane, University of Toronto Press, Toronto, 1999, 288 pp. \$50.00

par Anne Leahy

Anne Leahy est un agent du Service extérieur actuellement Diplôme-en-résidence à York University à Toronto. Elle a récemment été nommée Coordonnateur fédéral pour l'organisation de la Journée mondiale de la Jeunesse qui aura lieu à Toronto à l'été 2002.

L'été est un moment propice pour se ratrapper dans ses lectures. Il est même très approprié que ce soit à Sainte-Pétronille, île d'Orléans, que j'aie lu "Ernest Lapointe and Quebec's Influence on Canadian Foreign Policy" de John MacFarlane. Les recherches



Le très honorable Ernest Lapointe.

de MacFarlane jettent un éclairage nouveau sur le processus politique qui a sous-tendu l'élaboration d'une voix proprement canadienne sur la scène internationale. On a relativement peu écrit sur Ernest Lapointe qui pourtant fut un homme politique marquant sur la scène canadienne pendant vingt ans et encore moins sur son impact sur la politique étrangère du Canada. D'autres noms nous sont plus familiers dans ce domaine, tel celui du sénateur Dandurand, qui passait justement ses étés à Sainte-Pétronille. Bien que nous ayons quelques ouvrages et mémoires de francophones ayant participé à la mise en oeuvre de notre politique étrangère, peu d'historiens ont exploré la relation entre les positions canadiennes sur la scène internationale et la dynamique politique interne du pays. Le livre de MacFarlane est une invitation à poursuivre sur cette voie.

Ernest Lapointe, né à St-Éloi, représenta Kamouraska et le comté de Sir Wilfrid Laurier, Québec-est, à la Chambre des Communes de 1904 à sa mort en 1941. Il est bien sûr connu pour avoir été le "lieutenant pour le Québec" d'un premier ministre unilingue anglophone, Mackenzie King. C'est d'ailleurs un rôle que nous imaginons mal aujourd'hui tant les données politiques ont changé. La contribution de MacFarlane est de nous montrer que partant de son intérêt primordial pour la défense des intérêts des canadiens-français, Lapointe intervenait auprès de Mackenzie King dans toute délibération pouvant les concerner au pays et forcément aussi en politique étrangère. Les dix-sept dossiers que MacFarlane a choisis de nous présenter pour illustrer son propos démontrent bien que la politique étrangère n'est que la poursuite de la politique nationale à l'étranger.

Quelle est l'influence de la province de Québec dans la politique étrangère du Canada? L'intérêt de la question tient bien sûr au fait que s'agissant du Québec, à la différence de toute autre province, nous touchons à l'essence même du Canada. Une amorce de réponse à cette interrogation est donnée dans ce livre qui couvre la période formatrice de la personnalité internationale du Canada. Les dix-sept dossiers de politique étrangère ont été choisis en fonction de leur importance pour le Québec. Ils s'ouvrent sur la demande de la Grande-Bretagne d'envoi de troupes en Turquie, le Traité sur le flétan avec les États-Unis de 1923 — sait-on que Lapointe, signataire de ce traité, tenait encore plus que Mackenzie King à le signer sans contre signature de la Grande-Bretagne et qu'il dut se battre au cabinet pour créer ce précédent — et la définition du statut de Dominion à la Conférence impériale de 1926. L'étude se poursuit autour des débats sur la sécurité collective et la place du Canada au Conseil de la Société des Nations, où Lapointe a clairement manifesté son intention de se démarquer des positions "impériales" et se termine avec les péripéties d'un des épisodes les plus marquants dans les relations entre canadiens français et anglais, la crise de la conscription outremer pendant la seconde guerre mondiale.

Le procédé analytique qu'utilise MacFarlane est de chercher à déceler comment et dans quelle mesure Ernest Lapointe a exercé son influence auprès du premier ministre, qui cumulait le portefeuille de secrétaire d'État pour les Affaires extérieures et sur la décision finale du cabinet. Il le fait au moyen de concepts développés par les politologues Vincent Lemieux et Robert Dahl visant à mesurer la dominance d'un acteur

dans la prise de décision. Cela se fait surtout à partir du champ d'action et des ressources qu'il possède de même que l'habileté à les faire jouer. MacFarlane voudrait apporter le plus de précision possible dans son examen des questions pour déterminer si Lapointe a exercé un rôle déterminant, co-déterminant ou non-déterminant dans la décision finale.

MacFarlane veut montrer que le Québec par la voix de Lapointe a eu plus d'influence que les historiens canadiens-anglais et québécois ont bien voulu lui accorder à ce jour. Il réussit par exemple, à montrer à quel point Mackenzie King se fiait sur Lapointe et à corriger l'impression que sa voix comptait pour moins qu'en réalité, en examinant l'ensemble du contexte de certaines de ses déclarations.

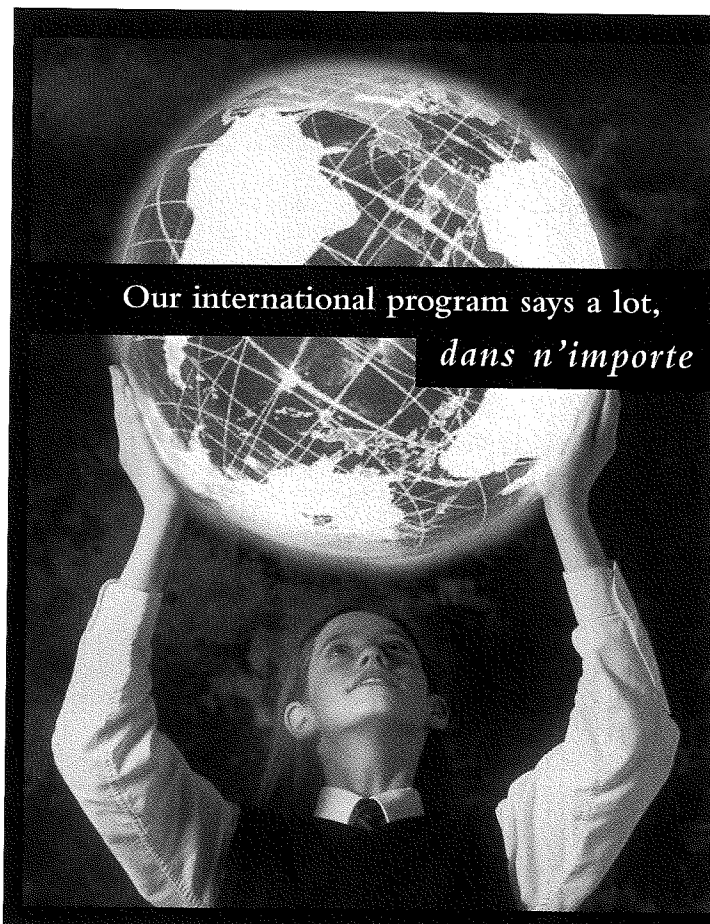
La démarche valait la peine d'être entreprise malgré les défis. Certains sont de taille: il reste peu de témoins de l'époque, Ernest Lapointe ne tenait pas de journal tout au contraire de son premier ministre et les minutes du conseil des ministres ne furent tenues qu'à partir de 1940. Il s'agit donc de compenser pour la pauvreté de la matière première. Il reste sûrement des sources primaires à explorer, telle la correspondance d'amis de Lapointe comme Chubby Power, également ministre du Québec auprès de Mackenzie King.

Il est malheureux qu'à peu d'avis, un cancer du pancréas emporta Lapointe en novembre 1941 en plein débat national sur la conscription. Quoiqu'on puisse faire des suppositions, on ne peut que spéculer sur l'attitude qu'il aurait adoptée finalement tenant compte de l'évolution de la guerre. Son fils, Hugues, qui était déjà député et devint ministre subséquemment, se porta volontaire avec le Régiment de la Chaudière et prit part au débarquement de Normandie.

L'importance que Mackenzie King donnait aux conseils de Lapointe tient certainement au respect qu'il avait de son flair politique et à la loyauté que Lapointe manifesta dès le congrès à la chefferie libérale de 1919. Ceci est bien relevé par MacFarlane. La fille de Lapointe, Odette Ouimet, raconte qu'à ce congrès, Anathase David avait proposé à Lapointe que les députés du Québec fassent bloc et appuient Fielding qui se présentait contre King à la tête du Parti libéral. On sait que Lapointe refusa et vota pour King, ce qui lui permit de gagner. Mme. Ouimet se souvient que David ne salua pas Lapointe pendant très longtemps mais que son père ne lui en tint pas rigueur puisqu'il le nomma au Sénat après la défaite des libéraux au Québec. (Les remarques de Mme. Ouimet rapportées dans

ce texte proviennent de conversations avec l'auteur en août 2000.)

Il est connu que la relation du premier ministre et de son lieutenant pour le Québec était uniquement professionnelle et que les deux hommes n'étaient pas intimes. Le témoignage suivant de Mme. Ouimet illustre toutefois la qualité de cette relation. En 1938, celle-ci était mariée depuis à peine un an (à Roger Ouimet) et allait participer à un congrès du parti comme représentante des jeunesses libérales. Son père ne pouvait pas s'y rendre et la chargea de dire à Mackenzie King qu'il était fatigué et qu'il voulait partir. La réponse du premier ministre la surprit: "Would you let Roger go?" Mackenzie King ne prétendait pas comprendre la mentalité des canadiens-français et s'en remettait donc à un homme de confiance puisque c'était politiquement essentiel. Sur les questions de la position du Canada vis-à-vis de la Grande-Bretagne, les deux hommes voyaient l'avenir du pays du même oeil, soit une évolution vers la défense des intérêts canadiens avant ceux de l'Empire. Il est intéressant aujourd'hui de constater combien le poids des dispositions politiques des canadiens-français a contribué à l'émancipation du Canada en politique étrangère dans les années vingt et trente.



Our international program says a lot,

dans n'importe quelle langue.

L'ODYSSÉE

**collège international
is a private French-language
school offering a complete
international education.** L'ODYSSÉE

offers a truly formative educational experience for students from Kindergarten to the International Baccalaureate. We stand out as a leader in quality education by providing our students with an enriched learning environment, small classroom sizes and unique experiential activities. Our dedicated teaching personnel strive to help each student achieve their full academic potential, while instilling a strong sense of social responsibility. At L'ODYSSÉE, we know that a quality education will last your child a lifetime.



L'ODYSSÉE collège international

Ottawa Campus

339 Wilbrod St., Ottawa, Ontario, Canada K1N 6M4

Tel.: 613-562-4710 Fax: 613-562-4711

Email: Info@lodysee.on.ca Web site: www.lodysee.on.ca

Ce thème est d'ailleurs est un des plus intéressants du livre de MacFarlane. Il en traite particulièrement dans le chapitre "Autonomy in the Empire". Ce n'est pas seulement la certitude de savoir que l'opinion publique canadienne-française l'appuyait pleinement qui motivait Lapointe à pousser pour un comportement indépendant du Canada. Il agissait par conviction. MacFarlane relève d'ailleurs que certains historiens ne sont pas justifiés de minimiser cette conviction surtout par rapport à celle du premier ministre.

Pour Lapointe, le nationalisme canadien était un point de rapprochement avec des nationalistes canadiens-français tels Henri Bourassa. Cette attitude de son père porte Mme. Ouimet à observer que le lieutenant de Mackenzie King avait moins de différends avec Bourassa qu'avec certains notables de son parti à l'époque tels Louis-Alexandre Taschereau dont on disait qu'il représentaient les "intérêts financiers". Cette observation peut se comprendre en regardant les origines familiales de Lapointe. Il venait de St-Éloi, de la campagne, son père était le sacristain de la paroisse et son grand-père, un "habitant". Ce n'est qu'après son mariage à Gabrielle Pratte en 1904 qu'il commença à appren-

dre l'anglais. Leur fille rappelle que le premier discours qu'Ernest Lapointe prononça en anglais fut contre le règlement 17 de la province de l'Ontario attaquant les écoles de langue française.

C'est donc par le biais de la politique nationale que Lapointe se penchait sur les questions d'actualité internationale et il faisait valoir ses vues avant tout auprès du premier ministre. Pour avoir une idée plus complète de son influence dans l'élaboration des positions canadiennes, il serait intéressant de connaître le degré d'inter-action entre Lapointe et les haut-fonctionnaires, puisqu'on sait le rôle discret mais réel que peuvent exercer ces derniers. Cela demanderait une analyse approfondie des notes et correspondance officielle aux archives nationales. MacFarlane note que le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures de l'époque, O. D. Skelton, "fully appreciated Lapointe's role and relied on his influence to keep King on track". Il semble bien que les deux hommes s'entendaient bien et partageaient la même orientation. Mme. Ouimet se souvient d'une remarque de son père qu'il lui avait faite en rentrant d'un dîner à trois avec King et son très puissant sous-secrétaire aux Affaires extérieures, O.D. Skelton. Lapointe se

réjouissait que les trois hommes soient sur la même longueur d'onde. Toutefois, tout ne baignait pas toujours dans l'huile et Lapointe connut des frustrations avec le comportement d'un jeune diplomate dans la crise de d'Éthiopie traité à la Société des nations, un cas notoire bien relaté dans le livre de MacFarlane. Le sous-titre du livre de MacFarlane se réfère directement au rôle d'Ernest Lapointe et on peut dire que le Québec, via son lieutenant, a certainement eu une influence dans les positions adoptées par le Canada sur la scène internationale de son vivant. Une étude plus approfondie de cette question nous dirait si c'était le cas surtout à cause à l'unique relation qui existait entre le lieutenant et son premier ministre. Aujourd'hui la question ne se pose plus tout à fait en ces termes ne serait-ce que parce que le contexte politique canadien a évolué, l'intégration nord-américaine est dominante et de nouveaux réseaux de décision apparaissent en-dehors des liens étatiques traditionnels.

En nous présentant Lapointe, le livre de MacFarlane a le mérite de nous inviter du même coup à examiner le champ d'études très riche de la primauté des considérations d'unité nationale dans les positions du Canada en politique étrangère. ☺

Lakefield

C O L L E G E S C H O O L



Lakefield has been educating young people since 1879.

Discover what a Lakefield education can do for your child!

- ☞ 1 1/2 hours north east of Toronto
- ☞ 3 1/2 hours west of Ottawa
- ☞ Students from 25 different countries
- ☞ 100 % university acceptance for graduates, 40% receive scholarships
- ☞ 7 day-a-week residential program
- ☞ Small residences with a safe, nurturing environment
- ☞ Outstanding music, drama, art, and debating, programs
- ☞ Unique outdoor and athletic experiences
- ☞ Online Learning Centre offers courses from home

**Contact the Admissions Office
for more information:**

Phone: (705) 652-3324

Fax: (705) 652-6320

Email: admissions@lakefieldcs.on.ca

Visit us at: www.lakefieldcs.on.ca

Boxed in Again

A curious old puzzle A Aalto

Felix Africa stared, bemused, at the stuffed gorilla by the entrance to the Olde Curiosity Shoppe: crossed bandoliers, a camouflage-pattern jungle hat, unlit cigar and "Viva Che!" button. LDC Liebnitz glared at a tall figure in tie-dye shirt and faded jeans slouching behind the counter and snarled "It's spelled 'guerilla', Leo." The man just smiled faintly and replied, "You never did get my jokes, Louie." (Louie?? thought a thunder-struck Felix.)

The ace logician stiffened. "Maybe not," he replied, "but I can remember having to haul your sorry ass out of more scrapes when we were kids — scrapes that started from your jokes. And you still call on me in a jam." "For sure," Leo admitted. "You were always the bright one. But we had some good times together too. Remember Nelly Trent, the girl we rescued from that freak, Clasher Skednic?" Ludwig mellowed visibly at the memory. "Course I do. We took her out to the commune, calmed her down and gave her two weeks of decent grass, Jefferson Airplane and batik wallpaper. As I recall, she split for the coast just before Clasher figured out where we'd stashed her." Leo nodded. "That's right. She runs a real groovy head shop on the Haight now — gets some great samples from New Guinea." Both men sighed, lost in reverie. Felix stared at them incredulously and wondered if there was such a thing as a psychedelic time warp.

"Which is where we come back in," said Leo, re-surfacing. "That jewel-encrusted egg over there — NO DON'T TOUCH IT MR AFRICA UNLESS YOU WANT YOUR CONSTITUENT ATOMS REDISTRIBUTED OVER THE ENTIRE SPACE/TIME CONTINUUM — is actually a bomb left behind by a friend of Clasher's, a damp dwarf by the name of Quilp who placed it with great care on the counter and handcuffed me to it at gunpoint. He warned me not to pick up the egg or it would go off. Then he told me it would go off anyway if I didn't press the jewels in the right order within a two-hour period — which still gives us about 17 minutes."

Ludwig examined the egg with care. "Looks like Fabergé. Probably Igor Fabergé, Carl's anarchist brother." Dashing for the door, Felix cried, "Yeah, boss, great workmanship. But it's a bomb!" Ludwig replied, "Oh calm down, Felix. I can hardly leave Leo in the lurch, and you shouldn't show the white feather so close to appraisal time."

"Better a bad appraisal than a good funeral," muttered Felix, searching his suit surreptitiously for avian detritus, but he came cautiously back. "Besides," Leo chimed in, "Igor is well known in the antiques trade. He made a lot of these little gizmos for his unsuspecting aristocratic clientele, but always left a puzzle by which they could save themselves — if they were bright enough. Since the average Russian aristocrat had a lower IQ than his prize turnips, this still wasn't really very sporting. But I have something better than a Russian turnip, Louie. I have you."

Ludwig looked at him balefully, shook his head and turned his attention to the seven ornate boxes that lay in a row beside the egg on the counter. "I assume these make up the puzzle," he said. "Right," replied Leo. "Written on the inside of each box is the anagram of the name of a gemstone. If you press the jewels on the egg corresponding to the anagrams as they appear in order from the smallest to largest box, then the bomb won't go off. Unfortunately, we don't have time to re-open the boxes (themselves mechanical puzzles), but I have a few notes here from the investigations I did while waiting for you to arrive." So saying, he passed over a crumpled scrap of paper.

"You still neglect your penmanship, I see," remarked Ludwig acerbically as he bent over the notes. "Twelve minutes now," noted Felix, his voice breaking slightly.

A long pause was broken only by the sound of Leo humming "Louis Louis" with vigorous one-handed air guitar back-up, and by strangled groans from Felix. Then Ludwig looked up and said, "Simple enough. Igor must have had an English client, so I didn't have to waste any time translating from the Old Church Slavonic." He strode over to the egg, pressed a series of jewelled buttons and lifted the egg off the counter. Wiping the sweat from his brow, Felix gave a pasty smile and murmured, "With three minutes to spare. Hardly even exciting, was it, sir?" Examining the bottom of the box carefully, Ludwig noted absently, "Quilp's watch seems to have been slow. We in fact had three seconds left." Africa promptly fainted. "Bummer," noted Leo, "these Gen-X guys just haven't got it". "Maybe not," replied his brother, "but most guys from the sixties got so ripped they forgot where they put it."

The egg still handcuffed to his wrist, Leo helped his brother revive the young man,

The boxes: Each box is rectangular (all the corners are right angles) and each side is an exact number of inches long (no fractions). Each box has a different set of dimensions (but 2x2x3 for example would be counted the same as 2x3x2). Each box has a different volume (length times width times height) greater than one cubic inch and less than a hundred. They are arranged left to right from lowest volume to highest. Three are cubes (ie all three dimensions are the same) but no cube is beside another. The volume of one of the boxes is the sum of the volumes of the three cubes. Each box has a different colour scheme and a different place of origin.

The anagrams: Inside each box has a different anagram, disguising the name of a precious or semi-precious stone or equivalent, in singular or plural form. The number of words in the anagram is the same as the number of words in the name of the gem (e.g., the anagram for LAPIS LAZULI would have two words).

More notes: (1) The slime green box from Transylvania has a volume of 8. (2) The box from Nepal is directly between the white box and the box with the anagram TARPAPER HISS. (3) The gold box contains the anagram BREAM. (4) Four boxes have sides that are 3x3: the largest one (by volume), the one from Osaka, the one containing the anagram CAROL and the one in tangerine and violet. (5) The box from Cuzco has sides with three different dimensions, all greater than 2. (6) The rust red box is at one end of the row, the box containing the anagram BRUISE at the other. (7) The indigo box is just to the left of the box from London and just to the right of the box containing the anagram FEAR HOTEL ROMP. (8) The black and blue box is the second largest and is beside the box from Zanzibar. (9) The middle box is twice as large in volume as the second-smallest. (10) The box containing the anagram STRANGE has a volume exactly the square of the volume of the smallest box — the only such pair. (11) The box containing the anagram STEAM SAGO is just to the right of the box from New Zealand. (12) Two of the boxes have volumes only 4 cubic inches different.

thanked them both amiably and walked them to the door, saying, "Look after my brother, Mr Africa. Mom always says he is the only man she knows who could get run over by a calliope." Ludwig gave him a look that would have frosted a volcano in mid-eruption but had no effect on the aging hippy. Felix braced up and essayed gamely, "Keep the faith, baby, sir." Leo saluted him gravely and strolled back into the shop, whistling "Strange Days" and searching for a hacksaw.

Can you duplicate Ludwig's feat by unscrambling the seven anagrams and listing the results in the right order to defuse the egg? **bout de papier** will decide the winner by drawing from a box containing all correct entries received by February 1, 2001. The winner will receive a book prize autographed by A Aalto. **Not** necessary for the solution, but can you also unravel the inner meaning of the name CLASHER SKEDNIC and its linkage to Nelly Trent and (Daniel) Quilp? ☺

Freelance prestidigitator A Aalto admits to having lived through the sixties and even to having enjoyed them. In line with the admonition that no one who remembers the decade was part of it, however, he does seem to have misplaced several months in 1967 and 1968. On a separate note, there is no evidence to support the theory that

the slime-green Transylvanian box once held the conscience of Rialto Sleazewagon. There is in fact no evidence to suggest that Rialto Sleazewagon ever had a conscience.

United States of Mind: Answers

The ringer was the PIERRE JUNEAU imposter.

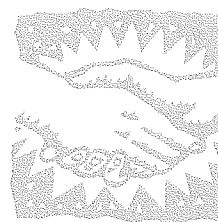
The answer to the puzzle itself was DAKOTA AND ALASKA CAPITALS. (The capital cities of North Dakota and Alaska are Pierre and Juneau respectively.)

The 23 words or phrases (in order) are INDIANA Jones, GEORGIA on my Mind, NEW YORK NEW YORK, Joe MONTANA, MINNESOTA Fats, TEXAS Rangers, Sweet Home ALABAMA, OREGON Trail, COLORADO River, LOUISIANA Purchase, PENNSYLVANIA Station, OKLAHOMA, TENNESSEE Ernie Ford, KENTUCKY Derby, HAWAII Five O, CONNECTICUT Yankee (in King Arthur's Court), Sierra NEVADA, IDAHO potato, CALIFORNIA Dreamin', WASHINGTON Irving, Baked ALASKA, RHODE ISLAND Red and MISSISSIPPI steamboat.

United States of Mind: Winner

Paul Connors, Berlin, Germany

Support our advertisers



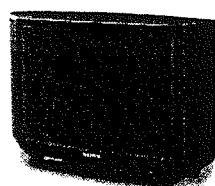
Appuyez nos annonceurs

List of Advertisers

Acart Communications	p.38
Alpha-Beta Group	p. 16
AMJ Campbell.....	p. 2
Bishop's College School	p. 6
bout de papier subscription ..	p. 24
Canadian College Italy	p. 40
Canadian Magazines	
Publishers Association	p. 21
Capital Alliance Ventures	p. 22
Clements & Company	p. 10
Dominique Levesque	
Designer/couturier.....	p.7
Elizabeth Antiques	
Appraisal Service	p. 40
Export Depot	p. 26
Greentree & Company	p. 30
Group Services Insurance	
Brokers Ltd.	OBC
Interart Evaluation	p. 24
Kenloe Group	p. 33
Lakefield College.....	p. 46
Lemire + Morin	p. 43
Lionel Gelber Prize.....	p.28
L'Odyssée collège	
international	p. 45
Marsh Private Client Services..	p. 14
MKI Travel & Conference	
Management	p. 30
Myers Chev-Olds	p. 19
National Bank Financial	p. 32
Overseas Electronics	p. 48
PAFSO Insurance Plan	p. 36
Pagic Property Management..	p. 32
Royal Lepage	p. 9
The Thomas Group Ltd.	IFC
TMS Associates (EAST) Ltd...	IBC
Tradex Management Inc.	p. 24
Ian Warren, Barr. & Sol.	p. 40

OVERSEAS ELECTRONICS WORLD WIDE COMPATIBILITY

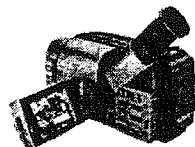
☼ PAL~SECAM~NTSC Television Systems ☼ PAL System Camcorder ☼



☼ 110~220 Volts 50/60Hz ☼



Multisystem VCR's

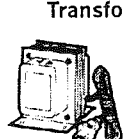
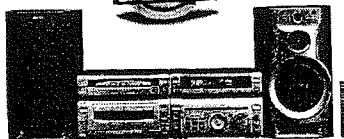


☼ 220 Volt 50 Hz Appliances ☼ 110~220 Volt Transformers ☼

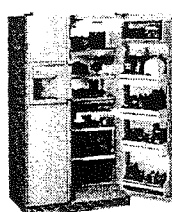
Tools



Transformers



Telephones



☼ Mini Hi Fi Stereos ☼ We Do Video Conversions & Copies ☼

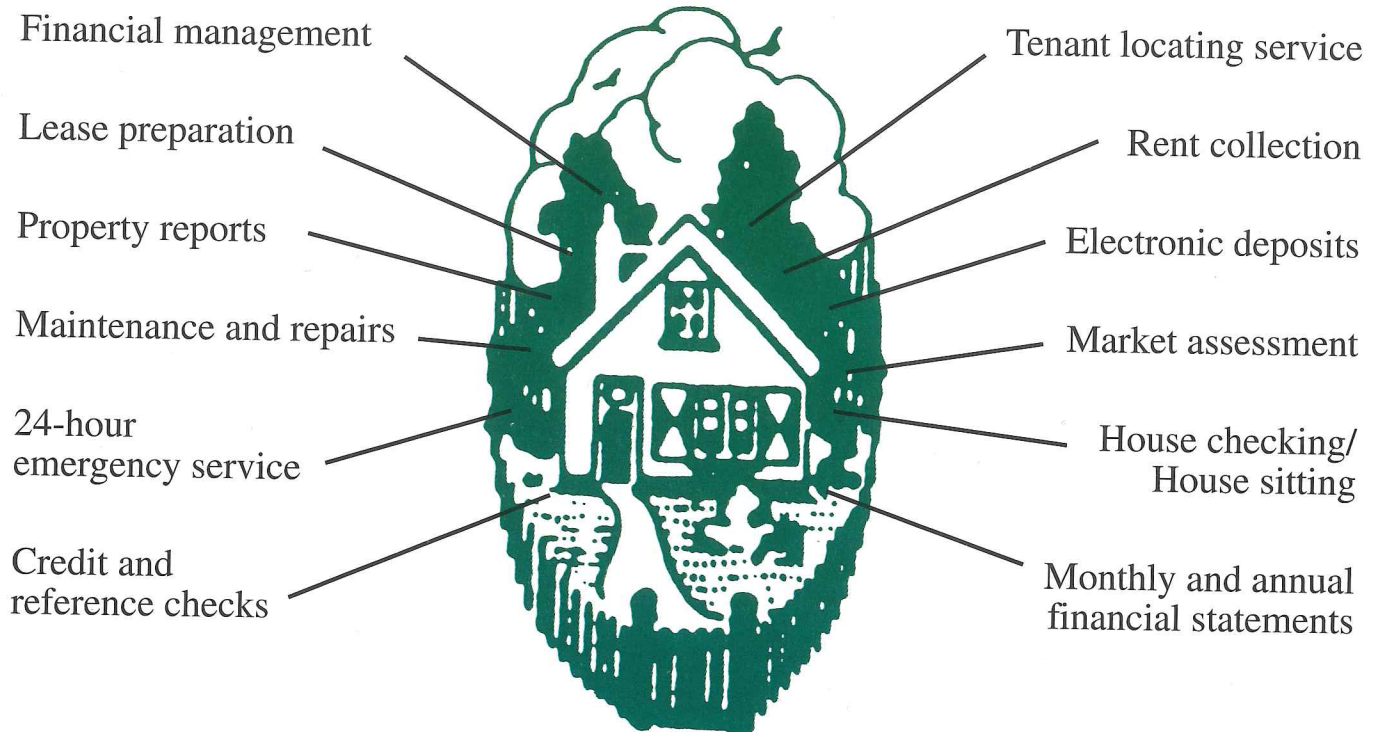
Tel: (613) 235-4414 Fax: (613) 235-2485
584 Gladstone Avenue, Ottawa, Ontario K1R 5P3

TMS Associates (EAST) Ltd.

Residential Property Management

GUARANTEED RENTS

COMPETITIVE RATES



TMS Associates (EAST) Ltd. continues to provide the high level of professionalism and integrity of service appreciated by our clients for over a decade.

TMS

ASSOCIATES
(EAST) LTD.

RESIDENTIAL
PROPERTY
MANAGEMENT

TMS Associates (EAST) Ltd.
Phone: (613) 834-7213
Fax: (613) 834-6838

E-Mail: tmseast@homes-for-rent.com
Web Site: www.homes-for-rent.com

Est. 1985

YES
PAFSO
Members
Deserve
Special
Rates!



Another PAFSO member
benefit providing strength,
reliability and experience
through partnership.

CALL NOW & SAVE
1-800-268-3336
in the Toronto Area (416) 441-7000
You'll be glad you did!



PAFSO **Auto/Home** Group Insurance Plan

Auto and Home Insurance Benefits designed specifically for the unique
needs of members of the Professional Association of Foreign Service Officers

- **Great group rates**
- **Personal service**
- **Road side assistance**
- **Instant claims response**
- **Accident forgiveness**
- **Convenient payment plans**
- **5-10% Multi policy *discount***
- **10% Multi vehicle *discount***
- **20% Mature driver *discount***
- **Special landlord protection**



Group Services
Insurance Brokers Ltd.



Traders General
Insurance Company